

# Table des matières

## Intervenants au Forum 2005

### Rapport du Forum 2005 de l'OCDE présenté à la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres

par Thomas Östros,  
Ministre de l'Industrie et du Commerce, Suède  
Être à l'écoute de la société civile

2 MAI 2005

### Séance d'ouverture – Sécurité, stabilité, développement : Les moteurs de l'avenir

Des préoccupations planétaires

### Table ronde : Investissement et énergie

Pour une feuille de route dans le domaine de l'énergie

### Mondialisation et développement : L'état de l'opinion française

Une mutation difficile

### Santé et développement

La bonne prescription ?

### Partager les avantages de la mondialisation

Pas de laissés-pour-compte

### Le livre du jour : *Panorama des statistiques de l'OCDE*

Des données prêtes à l'emploi

## ALLOCUTIONS THÉMATIQUES

### Une mondialisation sans exclus

Göran Persson, Premier ministre, Suède

### Le temps du changement

Martin Jahn, Premier ministre adjoint,  
République tchèque

### Relancer le développement

Thierry Breton, Ministre de l'Économie,  
des Finances et de l'Industrie, France

**Sociétés créatives, économies dynamiques** 41  
Une mondialisation culturelle ?

**Déverrouiller le potentiel énergétique mondial** 43  
Énergie : Retour vers le futur

**Économie européenne :  
Quel chemin vers Lisbonne ?** 45  
Redynamiser l'Europe

**Financer le développement** 47  
Au-delà de l'aide

**Les sources d'énergie dans le monde** 49  
L'énergie nucléaire : une option sérieuse?

3 MAI 2005

**Forger l'opinion publique  
sur la mondialisation et le développement** 51  
Le rôle des médias

**Responsabilité sociale des entreprises** 53  
En bonne compagnie

**Développement et technologie  
de l'information** 55  
Le monde de l'information

**Changement climatique et énergie** 57  
Pas d'arme absolue

**Le futur de l'investissement  
socialement responsable ?** 59  
Au-delà de la troisième voie

**Combattre la contrefaçon** 61  
Crime du siècle ?

**Mondialisation, délocalisation  
et ajustement structurel** 63  
Les deux visages de la mondialisation

**Au-delà des OMD** 65  
L'impulsion du millénaire ?

**Le Programme de Doha  
pour le développement** 67  
Vers des objectifs plus ambitieux

**Mondialisation de l'enseignement supérieur** 69  
Au service des esprits universaux

© OCDE 2005

ISBN 92-64-01230-3  
Tél. : +33 (0)1 45 24 82 00  
Fax : +33 (0)1 44 30 63 46  
[sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)

Publié en français et en anglais par  
L'Organisation de coopération  
et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE  
2 rue André-Pascal  
75775 Paris cedex 16, France  
[www.oecd.org](http://www.oecd.org)

## DIRECTEUR DU FORUM DE L'OCDE

John West  
RÉDACTEURS EN CHEF  
Rory Clarke, Sue Kendall,  
Ricardo Tejada et John West  
ASSISTANTES ÉDITORIALES  
Gwendoline Brucker, Christine Clément,  
Ileana Epszajn et Gráinne Mooney  
CONTRIBUTEURS  
Charlotte Bennborn  
Tracey D'After  
Peter Gaskell  
Brian McGarry  
Geneviève Oger  
Nina Paavola  
Brian Rohan  
Michael Rowe  
Heather Stimmler-Hall

## MISE EN PAGE

Vif Argent Communication

## COORDINATRICE DE LA PRODUCTION

Christine Clément  
RÉDACTEUR PHOTO  
Silvia Thompson  
ASSISTANT PHOTO  
David Sterboul  
PHOTOGRAPHES  
Hervé Bacquer  
Bertrand Huet  
Andrew Wheeler  
VERSION INTERNET  
Maggie Simmons  
LOGO ET CONCEPTION GRAPHIQUE  
OCDE BOULOGNE  
IMPRESSION  
OCDE BOULOGNE

Les demandes de reproduction  
ou de traduction totales ou partielles  
des articles doivent être adressées au :  
Chef des Éditions de l'OCDE  
2 rue André-Pascal, 75775 Paris,  
CEDEX 16, France.

Les articles reproduits ou traduits  
doivent être accompagnés de la mention  
« Reproduit (ou traduit) du magazine  
Coup de projecteur sur le Forum 2005  
de l'OCDE », avec la date de publication.

Les articles signés ne peuvent être  
reproduits (ou traduits)  
qu'avec leur signature.  
Deux exemplaires doivent être adressés  
aux rédacteurs en chef.

**Les articles signés expriment  
les opinions des auteurs  
et ne reflètent pas nécessairement  
l'opinion de l'OCDE.**

Toute correspondance doit être adressée  
au Directeur du Forum de l'OCDE.  
La rédaction n'est pas tenue de rendre  
des manuscrits non sollicités.

- **David L. Aaron**, Directeur, Centre pour la politique publique du Moyen-Orient, Rand Corporation
- **Alfredo Vicente Chiaradia**, Secrétaire du Commerce et des Relations économiques internationales, Argentine
- **Lionel Fontagné**, Directeur, Centre d'études prospectives et d'informations internationales, France
- **Mohammad Al Sabban**, Conseiller économique principal du ministre du Pétrole et des Ressources minérales, Arabie Saoudite
- **Michel Clerc**, Président, Association Droit à l'énergie-SOS Futur
- **Pierre Gadonneix**, PDG, EDF
- **Ahmad Mohamed Ali**, Président, Banque islamique de développement
- **Corrado Clini**, Directeur général, Ministère de l'Environnement et du Territoire, Italie
- **Anne Garrigue**, Secrétaire générale adjointe, Club Asia Presse, France
- **George R. M. Anderson**, Ministre adjoint, Département des Ressources naturelles, Canada
- **Jean-Philippe Cotis**, Économiste en chef, OCDE
- **Susan George**, Vice-présidente, ATTAC
- **Bertrand Barré**, Président, European Nuclear Society
- **Jean-Philippe Courtois**, PDG, Microsoft Europe, Moyen-Orient et Afrique
- **Enrico Giovannini**, Chef statisticien et directeur, Direction des statistiques, OCDE
- **Salvador Beltrán del Río**, Directeur général, Affaires Internationales, Ministère de l'Énergie, Mexique
- **Giovanni Daverio**, Directeur général, Famille, Politiques sociales et Responsabilité des entreprises, Ministère du Travail et des Politiques sociales, Italie
- **Eystein Gjelsvik**, Directeur adjoint, Département de l'économie et des affaires sociales, Confédération des syndicats norvégiens
- **Rachid Benmokhtar**, Président, Université Al Akhawayn d'Ifrane, Ancien ministre de l'Éducation nationale, Maroc
- **Emmanuel de Corte**, Directeur adjoint du Cabinet du ministre, Ministère de l'Énergie, Belgique
- **Irma A. Gómez Cavazos**, Vice-ministre adjoint de Relations économiques et pour la Coopération internationale, Ministère des Affaires étrangères, Mexique
- **Carl Bennet**, Président du Conseil d'administration, Getinge AB, Suède
- **Arnaud de Meyer**, Doyen adjoint, INSEAD, France
- **Thierry Guerrier**, Directeur adjoint, France Info
- **Jagdish Bhagwati**, Professeur d'économie, Université de Columbia, États-Unis
- **Yves-Thibault de Silguy**, Délégué général, SUEZ
- **Mody Guiro**, Secrétaire général, Confédération nationale des travailleurs du Sénégal
- **Thierry Breton**, Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, France
- **Padma Desai**, Directrice, Centre des économies en transition, Université de Columbia, États-Unis
- **Jeremy Hobbs**, Directeur exécutif, Oxfam International
- **Chris W. Brooks**, Directeur des relations extérieures et de la communication, OCDE
- **Richard Descoings**, Directeur, Institut d'études politiques de Paris, France
- **Harold Hyman**, Journaliste spécialisé en relations internationales, Radio Classique, France
- **Lisa Bryant**, Journaliste, Voice of America
- **Thierry Desmarest**, PDG, Total
- **Ruth Jacoby**, Directrice générale pour la coopération et le développement, Ministère des Affaires étrangères, Suède
- **Olivier Chaduteau**, Associé-gérant, Day One, France
- **William J. Drake**, Président, Computer Professionals for Social Responsibility
- **Martin Jahn**, Premier ministre adjoint, République tchèque
- **Steve Ruey-Long Chen**, Ministre adjoint, Ministère des Affaires Économiques, Taipei chinois
- **Harry Duynhoven**, Ministre adjoint de l'Énergie, Nouvelle-Zélande
- **Harry Jeene**, Directeur du développement des programmes, Association pour la médecine et la recherche en Afrique
- **Tain-Jy Chen**, Président, Institut Chung-Hua pour la recherche économique, Taipei chinois
- **John Evans**, Secrétaire général, Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE
- **Donald J. Johnston**, Secrétaire général, OCDE
- **Patricia Feeney**, Directrice exécutive, Rights and Accountability in Development, Royaume-Uni
- **Lars G. Josefsson**, PDG, Vattenfall AB, Suède

- **Masahiro Kawai**, Professeur d'économie, Institut de sciences sociales, Université de Tokyo, Japon
- **Peter Kemp**, Rédacteur en chef, *Petroleum Intelligence Weekly*
- **Jeffrey B. Kindler**, Vice-président, Pfizer
- **Mukhisa Kituyi**, Ministre du Commerce et de l'Industrie, Kenya
- **Gunvor Kronman**, Présidente, Comité de la politique de développement, Finlande
- **Dulat Kuanyshev**, Ambassadeur du Kazakhstan en France
- **Karim Laouabdia**, Directeur de la campagne pour l'accès aux médicaments essentiels, Médecins Sans Frontières
- **Anne Lauvergeon**, Présidente du Directoire, AREVA
- **Emmanuel Lechypre**, Rédacteur en chef adjoint, *L'Expansion*, France
- **Paula Lehtomäki**, Ministre du Commerce extérieur et du Développement, Ministère des Affaires étrangères, Finlande
- **Stefan Löfven**, Président adjoint, Syndicat suédois des métallurgistes
- **Jan Lund**, Rédacteur en chef de politique étrangère, *Morgenavisen Jyllands-Posten*, Danemark
- **Giandomenico Magliano**, Directeur général, Coopération économique et financière multilatérale, Ministère des Affaires étrangères, Italie
- **Alison Maitland**, Journaliste, *Financial Times*
- **Mary Maleté**, Présidente, Fédération des syndicats d'Afrique du Sud
- **Philippe Manière**, Directeur général, Institut Montaigne, France
- **Richard Manning**, Président, Comité d'aide au développement de l'OCDE
- **Maledh Marrakchi**, Directeur général, Ministère des Technologies de la communication, Tunisie
- **Hamish McRae**, Rédacteur adjoint, *The Independent*, Royaume-Uni
- **Kunio Mikuriya**, Secrétaire général adjoint, Organisation mondiale des douanes
- **Thorvald Moe**, Secrétaire général adjoint, Ministère des Finances, Norvège
- **John Monks**, Secrétaire général, Confédération européenne des syndicats
- **Constance A. Morella**, Ambassadeur des États-Unis auprès de l'OCDE
- **Julian Morris**, Directeur, International Policy Network, Royaume-Uni
- **Ami R. Mpungwe**, Président adjoint, Namitech East Africa Ltd., Tanzanie
- **Susan Napier**, Professeur d'études japonaises, Chaire Mitsubishi, Université du Texas, États-Unis
- **Floyd Norris**, Journaliste, *International Herald Tribune*
- **Thomas Östros**, Ministre de l'Industrie et du Commerce, Suède
- **Salih Pasaoglu**, Sous-secrétaire adjoint, Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Turquie
- **Dipak Patel**, Ministre du Commerce et de l'Industrie, Zambie
- **Göran Persson**, Premier ministre, Suède
- **Stephen Pollard**, Directeur du programme pour la santé, Centre for the New Europe
- **Didier Pourquery**, Directeur de la rédaction, *Métro*, France
- **Clyde V. Prestowitz**, Président, Institut de stratégie économique, États-Unis
- **Rachid Mohamed Rachid**, Ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, Égypte
- **Bruno Rebelle**, Directeur des programmes internationaux, Greenpeace International
- **Spencer Reiss**, Rédacteur en chef, *Wired Magazine*, États-Unis
- **Eivind Reiten**, PDG, Hydro
- **Alan Riding**, Journaliste, *New York Times*
- **Maria Joao Rodrigues**, Présidente, Conseil pour les sciences sociales auprès de la Commission européenne
- **Pierre Rousselin**, Directeur adjoint de la rédaction en charge de l'international, *Le Figaro*, France
- **Samuel Rouvillois**, Philosophe, e-réflexion, France
- **Mona Sahlin**, Ministre du Développement durable, Suède
- **Jan-Host Schmidt**, Directeur, Direction générale des affaires économiques et financières, Commission européenne
- **Ibrahim Seaga Shaw**, Correspondant en France, *Africa Week Magazine*
- **Christian Stoffaës**, Président du Conseil, Centre d'études prospectives et d'informations internationales, France
- **Tsutomu Sugiura**, Directeur, Institut de recherche Marubeni, Japon
- **Jim Sutton**, Ministre des Négociations commerciales, Nouvelle-Zélande
- **John J. Sweeney**, Président, Fédération américaine du travail-Congrès des organisations industrielles
- **Brice Teinturier**, Directeur général adjoint, TNS Sofres, France
- **Jim Thomson**, Directeur, Centre pour la santé mentale, Royaume-Uni
- **Sir Crispin Tickell**, Président honoraire, Université de Kent, Royaume-Uni
- **Tor Tolstrup**, Éditorialiste, *Morgenavisen Jyllands-Posten*, Danemark
- **L. Martin van der Mandele**, Président, Rand Europe
- **Karien van Gennip**, Ministre du Commerce extérieur, Pays-Bas
- **Noé Van Hulst**, Directeur, Bureau de la coopération à long terme et de l'analyse des politiques, Agence internationale de l'énergie
- **Paul Vandoren**, Directeur *ad interim*, Direction générale du commerce, Commission européenne
- **Fritz Verzetnitsch**, Président, ÖGB-Fédération des syndicats autrichiens
- **Jean-Marc Vittori**, Éditorialiste, *Les Échos*, France
- **Ignacio Walker**, Ministre des Affaires étrangères, Chili
- **Lord Alan Watson of Richmond**, Président Europe, Burson-Marsteller
- **Jeremy Webb**, Rédacteur en chef, *New Scientist*, Royaume-Uni
- **Per Wold-Olsen**, Président, Santé humaine - Europe, Moyen-Orient et Afrique, Merck & Co., Inc.

# Rapport du Forum 2005 de l'OCDE présenté à la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres

par Thomas Östros, Ministre suédois de l'Industrie et du Commerce

## Être à l'écoute de la société civile

**L**e Forum de l'OCDE est un « sommet » qui rassemble différentes parties prenantes telles que des dirigeants d'entreprises et de syndicats, des personnalités de la société civile, des ministres et des responsables d'organisations internationales, pour débattre des grands thèmes figurant à l'ordre du jour de la Réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres. Le ministre Thomas Östros a rendu compte du Forum 2005 en ces termes à la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres :

« Sécurité, stabilité, développement : Les moteurs de l'avenir », tel est le titre ambitieux de l'édition 2005 du Forum de l'OCDE. Plus d'un millier de personnes se sont rencontrées et ont échangé des points de vue ces deux derniers jours. Je dois dire que je suis impressionné par l'intérêt et l'engagement que j'ai pu observer.

Le Forum s'est révélé être une occasion exceptionnelle d'aborder les enjeux prioritaires de notre époque : premièrement, comment garantir la sécurité et la stabilité afin de réduire la pauvreté ? Deuxièmement, comment faire en sorte que les avantages de la mondialisation soient accessibles à tous ? Et troisièmement, comment relever les défis du secteur énergétique ?

Nous ne pouvons pas nous permettre de négliger la nécessité d'écouter la société civile, et nous devons prendre



Thomas Östros

au sérieux ses inquiétudes et ses réflexions. La croissance économique et la cohésion sociale sont interdépendantes ; pour que les gens ne redoutent pas la mondialisation, ils ont besoin de sécurité et de voir s'atténuer les inégalités. Comme il a été dit plusieurs fois lors de ce Forum, les personnes qui ne se sentent pas en sécurité ont tendance à résister au changement et à se montrer pessimistes face à l'avenir. C'est pourquoi les appels au protectionnisme se multiplient. Mais de nombreux intervenants ont rejeté ces appels. En revanche, ils ont insisté sur le rôle de la politique intérieure, notamment sur la nécessité de conjuguer de véritables politiques sociales et d'emploi à des politiques éducatives efficaces.

Grâce aux deux grandes études de l'OCDE sur « Les échanges et l'ajustement structurel » et « Les services et la croissance économique », nous avons aussi appris que le nombre réel de pertes d'emplois dues aux délocalisations reste relativement limité, surtout par rapport au nombre total d'emplois perdus. Il a aussi été signalé que le fait de s'opposer à des pertes d'emplois dans un secteur risquait d'empêcher des créations dans d'autres secteurs de l'économie.

Dans ce contexte, la responsabilité sociale des entreprises (RSE) a été soulignée. Il a cependant été précisé que la RSE ne relevait ni du protectionnisme, ni de la philanthropie, mais qu'au contraire,

il s'agissait de s'entendre sur des conditions acceptables d'emploi pour lesquelles le dialogue et la coopération intergouvernementale jouent un rôle de premier plan. Une augmentation du financement pour le développement serait essentielle dans cette perspective.

La détermination, exprimée par la table ronde des ministres du Commerce, de privilégier les intérêts des pays pauvres lors de la réforme et de l'élargissement du système commercial international est apparue particulièrement prometteuse. Il a été dit que les échanges internationaux sont l'un des outils les plus efficaces pour favoriser l'intégration économique, le développement et la réduction de la pauvreté. Bien que des opinions divergentes aient été exprimées sur la meilleure manière de progresser, une conclusion ambitieuse des négociations du Cycle de Doha pour le développement a été considérée comme étant absolument primordiale.

Le changement climatique est une préoccupation réelle et pressante qui exige une réponse. Il est donc indispensable d'accorder à l'avenir une plus grande priorité à la recherche et à l'investissement dans le développement de sources d'énergies renouvelables et propres afin de satisfaire aux exigences du développement durable. Telles sont quelques-unes des principales conclusions auxquelles sont parvenues les tables rondes sur les défis énergétiques, au terme de discussions très stimulantes. Toutefois, des divergences d'opinions sont clairement apparues sur le rôle de l'énergie nucléaire. Je retiendrai surtout le message essentiel qui nous a été adressé à nous, les politiques, à savoir la nécessité de mettre en place des cadres stables et des mesures prévisibles, dans un esprit de dialogue et de partenariat, en particulier avec les pays en développement.

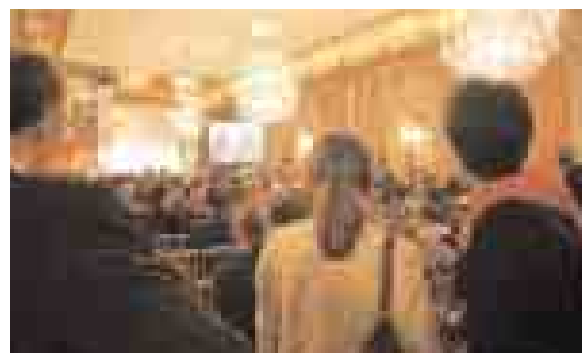
On a rappelé qu'il n'existait pas de solution miracle aux grands thèmes de la

Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres de cette année, mais de nombreuses propositions ainsi que des projets concrets sont ressortis des débats qui, mis ensemble, pourraient permettre de changer la donne. Nous devons être à l'écoute, mais aussi agir, afin d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, en particulier dans le cas des pays les plus pauvres, pour réduire la pauvreté et favoriser le développement durable.

Ces dernières décennies, nous avons été témoins de l'impact considérable de la mondialisation. Ces avancées positives ne doivent pas être réservées à quelques-uns, il faut qu'elles soient accessibles à tous. Nous avons pris des engagements, et nous savons ce que nous devons faire.

Comme Eivind Reiten, PDG d'Hydro, l'a formulé au cours de l'une des sessions hier, « nous sommes tous les détenteurs des clés et nous partageons la responsabilité de les utiliser ». ■

## Forum 2005 en images





Good business is responsible business

EDF is committed to using its industrial and managerial expertise responsibly. EDF promotes sustainable development and renewable energy. It contributes to economic and social development. And, through a new form of partnership between the public and private sectors, EDF ensures that the poorest nations on our planet have access to electricity.

[www.edf.fr](http://www.edf.fr)

When your world limits us





This is where  
we'll find our  
future energy  
sources.

In the open mind.

Perhaps it'll be the wind.  
Perhaps the waves. Or perhaps it'll be  
something that no one has thought of  
yet. The only thing that's certain is  
that a secure energy is dependent on  
a stable energy supply. Hydro is a  
Future 500 energy and aluminium  
supplier founded in 1816, with 26,000  
employees in nearly 40 countries. We

are a leading provider of products of oil  
and gas, the world's third-largest  
integrated aluminium supplier and  
a pioneer in renewable energy and  
energy-efficient solutions. As we look  
forward to our next 100 years, we  
celebrate a century of creating value  
by strengthening the vitality of the  
sectors and communities we serve.

[www.hydro.com](http://www.hydro.com)



HYDRO

Progress of a different nature





## THE ISLAMIC DEVELOPMENT BANK GROUP

The Islamic Development Bank (IDB) was established in 1975 and its Articles of Agreement were adopted in the same year by 22 countries. The purpose of the Bank is to foster the economic development and social progress of the member countries individually, as well as jointly, in accordance with the principles of Shari'ah (Islamic jurisprudence). The membership of the Bank has shown a significant increase over time and currently stands at 53 countries. The Head Office of the Bank is in Jeddah, Kingdom of Saudi Arabia. The Bank has regional offices in Almaty (Kazakhstan), Kuala Lumpur (Malaysia) and Dubai (Morocco). In addition, the Bank has field representatives in seven member countries, namely, Indonesia, Iran, Kazakhstan, Libya, Pakistan, Senegal and Sudan.

Over the years, the IDB has evolved from a single entity to an IDB Group comprising a number of affiliates, institutions and funds including Islamic Corporation for the Development of Private Sector (ICDP), Islamic Research and Training Institute (IRTIT) and Islamic Corporation for Insurance of Investment Export Credit (IICEC). These affiliated entities and funds were set up to address specific needs of the IDB member countries and to provide additional development banking solutions to the ever-changing conditions in the global economy and financial system. At the end of 2004 (1425H), the authorized and subscribed capital of the IDB stood at ID15 billion (US\$20.55 billion) and ID8.1 billion (US\$11.1 billion) respectively (one ID is equivalent to one Special Drawing Right of the International Monetary Fund). The paid-up capital amounted to USD 7.11 billion (US\$10.9 billion). The ordinary capital resources of the Bank consist of the member countries' funds (i.e. the paid-up capital, reserves and retained earnings), which stood at ID4.07 billion (US\$5.03 billion) as at the end of 2004.

The IDB Group offers a wide range of specialized and integrated services such as: resource mobilization, public and private sector finance, investment finance, trade (and intra-trade) finance, insurance services, social and infrastructure sector finance, research and training in Islamic economics and banking, technical assistance support for capacity building, technical co-operation among member countries, scholarships for member countries and Muslim communities, and humanitarian assistance. In December 2002 the IDB was assigned A/A long-term credit risk rating by Standard & Poor's, which helped the Bank to mobilize resources at competitive rates from the international money markets. In April 2003, it was also accorded zero risk rating by BIS under Basel II Capital Accord. This reflects the strong asset base of the Bank as well as high levels of transparency and financial discipline in its operations.

The IDB maintains close contacts with all major multilateral development banks and national development financing and regional institutions. It also undertakes co-financing operations in order to promote economic development and social progress in member countries. The Bank also collaborates with U. N. agencies, international organizations, OIC-level institutions, as well as regional groupings in member countries, with a view to promoting common interests of member countries.

Summary of operations of the IDB Group, 1975-February, 2005

	US\$ (Million)	No. of Operations
Project Financing (incl. Technical Assistance)	14,423	1,482
Trade Financing	23,274	1,787
<b>Approved Operations (net)</b>	<b>38,298</b>	<b>4,154</b>
Disbursements	25,751	-

To consolidate these achievements, the IDB has recently adopted a new strategy entitled IDB Group Strategic Framework which aims to improve efficiency and service delivery to its member countries. It also reflects the current state of development thinking, particularly with regard to the globalization phenomenon and the changing needs and opportunities in the member countries. Besides providing the IDB Group with a reinvigorated development agenda, the new roadmap for the future hinges on the premise that the Bank will work collectively and more closely with the member countries for discernible development impact. Additionally, the Bank will forge closer working relations with other multilateral development banks (MDBs), international financial institutions and bilateral agencies. It is expected that increased collaboration and partnership in ICOP's development work with other funding agencies will increase the catalytic role of the IDB, and indeed that of other donors. This strategic reorientation is being translated into a long-term strategic plan that form the basis for the IDB future operations in member countries.



At Merck Sharp & Dohme (MSD),<sup>1</sup> our passion for research drives everything we do. For more than 100 years, MSD scientists have pioneered innovations for treating diseases from high cholesterol to HIV/AIDS. Our record of achievement continues today as we work to develop breakthrough treatments, investing more than \$20 billion in the past 10 years to research conditions such as Alzheimer's disease, obesity, diabetes, and cancer.

We believe in putting patients first in all that we do. This core belief is the fundamental reason MSD is working to bring our medicines, expertise, and experience to people around the world.

Where patients come first  MSD

From the fight against river blindness in Africa and Latin America, to our partnership with the government of Botswana and the Bill & Melinda Gates Foundation to tackle Botswana's HIV/AIDS epidemic, to helping immunine patients receive the medicines they need in the U.S., MSD is committed to delivering the best that medicine can offer.



<sup>1</sup>Merck Sharp & Dohme or MSD is the name Merck & Co., Inc., Whitehouse Station, NJ, USA, uses for conducting its business in all countries outside the United States and Canada (except Japan, where Merck operates as Banyu).

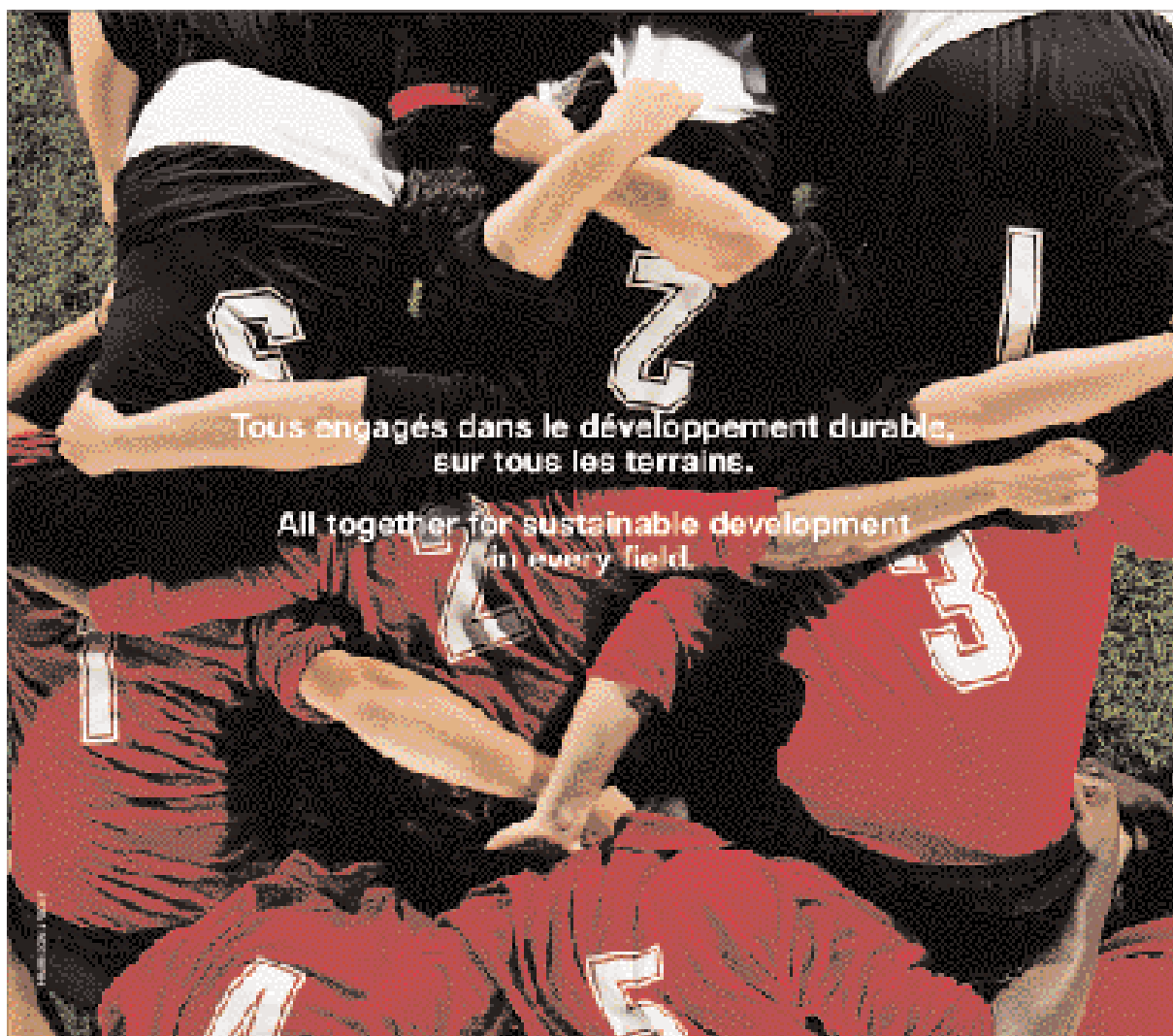
# We see a standing ovation.

Talent and development. It may lead you to build a business, earn a diploma or write and perform a symphony—no sold-out crowds of course. We see your potential. It inspires us to create software that helps you do more, and do more than you ever thought possible. [microsoft.com/potential](http://microsoft.com/potential)

Your potential. Our passion.

**Microsoft**

© 2008 Microsoft Corporation. All rights reserved. Microsoft, the Microsoft Dynamics logo, and the Microsoft Dynamics logo are either registered trademarks or trademarks of Microsoft Corporation in the United States and/or other countries.



Tous engagés dans le développement durable,  
sur tous les terrains.

All together for sustainable development  
in every field.

So mobiliser et agir pour un développement durable s'est notamment ■ proposer un médiateur indépendant, à nos côtés depuis 1996 ■ être sélectionné chaque année dans les quatre principaux indices internationaux de développement durable ■ adhérer aux principes du Global Compact ■ former 12 000 jeunes hommes et femmes dans 30 pays, en respectant la diversité de leurs cultures et de leurs métiers ■ avoir recruté 7 750 nouveaux collaborateurs en 2004

A strong game plan for sustainable development means ■ offering our athletes an independent mediator (since 1996) ■ being selected each year for the 4 leading international sustainability indexes ■ adhering to the principles of the Global Compact since its creation ■ training 12,000 employees in 30 countries by respecting the diversity of their cultures and professions ■ recruiting new employees every year (7,750 in 2004)

[WWW.SOCOMM.COM](http://WWW.SOCOMM.COM)

\*Péugo, noir et on s'occasioce

**Red,  
black  
and  
rising:**



EQUIPE FRANCE



FINANCE BANQUE



AGRICULTURE



FINANCE BANQUE



COMMERCE  
INTERNET (E-commerce)



COMMERCE  
INTERNET (E-commerce)



GROUP



SUEZ, an international industrial and services Group, designs sustainable and innovative solutions in the management of public utilities as a partner



of local authorities, businesses and individuals. SUEZ companies

meet the expanding needs of cities and businesses in **electricity,**

**gas, energy services, water and waste management** as they face new

constraints tied to demographic growth, urbanization, higher standards of

living and environmental protection. Each day,  the men and

women at SUEZ work at local level to resolve  these issues

through partnerships based on **performance, innovation and dialog.** Their

technical and managerial know-how serves to restrain energy consumption,

reduce greenhouse  gas emissions, preserve natural resources

and provide access  to sanitation while continuously **monitoring**

**risks** that could have an impact on the health and safety of populations.

© 2013 SUEZ - 000000000000000000

[www.suez.com](http://www.suez.com)

DELIVERING THE ESSENTIALS OF LIFE

Photo courtesy of Jitter - Scotland

## Mobilising our energy to face the energy challenge

We know that oil and natural gas will be the main sources of world energy needs both now and in the foreseeable future. Today, thanks to increasingly sophisticated technologies, we're finding new ways to produce energy. We need new techniques to take us into a better future.

We've put all our energies together to ensure the daily needs of more and more people. We will keep on inventing and developing energy solutions that work today without compromising tomorrow.

For you, our energy is without limits.

[www.total.com](http://www.total.com)



**TOTAL**

our energy is without limits

VATTENFALL –  
AN ENERGY COMPANY WHERE  
RESPONSIBILITY IS A PART  
OF EVERYDAY LIFE

Vattenfall's vision is to be a leading European energy company. Vattenfall's main products are electricity and heat. The core business is concentrated to Finland, Germany, Poland and Sweden. The turnover of Vattenfall in 2004 was EUR 12,6 billion. Today, Vattenfall generates power and supplies energy to about 6 million customers in Northern Europe. The largest electricity customers are industries and energy companies. The Vattenfall Group has approx. 23,000 employees. Vattenfall AB is wholly owned by the Swedish State. For more information, please visit [www.vattenfall.com](http://www.vattenfall.com)

Electrification is a vital precondition for economic development and improved quality of life. Energy supply and responsibility are firmly and irrevocably linked to one another. Today's need for energy has to be met without compromising the opportunities of future generations.

**In everyday life, we take responsibility by:**

**Being a positive force in society.**

We actively promote an efficient and environmentally viable energy supply based on local conditions in the countries where we are active.

**Having a clear and open attitude to ethics.**

When working with infrastructure and energy supply, we are consequently confronted with conflicts of interests. Our ambition is to address these issues in a dialogue with our stakeholders.

**Reporting clearly on our operations.**

Trust is one of the most important fundamentals for profitability in the industry that we operate in. To increase transparency and trust, Vattenfall published its first Corporate Social Responsibility report in 2004. Please order your copy of the report at [www.vattenfall.com](http://www.vattenfall.com)

KEY QUESTION FOR THE FUTURE

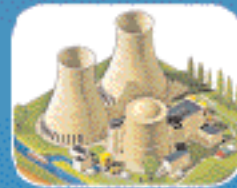
How can we respond to the great energy issues of the 21<sup>st</sup> century?



Uranium mining



Nuclear fuel manufacturing



Reactor design and construction



Management of used nuclear fuel



Electricity transmission



Electricity distribution

The world needs energy.  
AREVA develops solutions to produce, transmit and distribute it.



Chung Hua Institute for Economic Research (CIER) was established in July 1981. The CIER deals with economic growth issues, as suggested by the government in its draft of the Financial and Economic Reform Measures. CIER has been the main economic research organization in Chinese Taipei for the past twenty-four years. Research is conducted on domestic and international economics as well as other selected areas of interest. The research results are then provided to the government in support of domestic policy making.

Following Chinese Taipei's accession into the World Trade Organization (WTO) on 1 January 2002, the CIER has been further tasked with the handling of all matters in regards to Chinese Taipei's interaction with the WTO. This includes creating and filling research positions specific to WTO issues, establishing databases, and providing information and guidance to government and private institutions.

In addition to the above services, the CIER's Central Support System employs experts on WTO regulations, and on domestic and International Law for negotiations relating to bilateral and multilateral trade. In both the medium and long term, the Center will work to expand the range of functions it provides. This will likely include publishing books and research articles on relevant issues, providing logistical support for negotiations, and undertaking proactive and mutually beneficial exchanges with other WTO-related organizations.



## A legacy of progress.

At Pfizer, we've been discovering and developing medicines for over 150 years. It's our history of great progress that drives us forward today.

Over sixty years ago, we pioneered mass production of penicillin, laying the groundwork for the modern pharmaceutical system. Today, our pursuit of tomorrow's cures includes hundreds of research projects across 18 therapeutic areas. We've made great headway against depression, HIV/AIDS, hypertension, bacterial infections, high cholesterol and many other ailments that continue to plague mankind.



As we move forward in search of tomorrow's cures, we are driven by the unlimited promise of innovation.



www.pfizer.com

©2005 Pfizer Inc. All rights reserved.

I N N O V A T I O N

### Votre fenêtre sur l'OCDE

Un magazine primé<sup>1</sup> pour vous tenir informés des grands défis politiques, économiques et sociaux actuels. Le magazine L'Observateur de l'OCDE présente une analyse détaillée, fiable et régulièrement mise à jour des principaux sujets de l'actualité économique et sociale internationale. Il constitue ainsi un excellent outil d'information pour le monde des affaires / les représentants du monde des affaires, les ONG, les universitaires et les journalistes qui souhaitent se tenir informés des débats menés par les décideurs politiques.

- Analyse d'experts sur des questions
- Dossiers spéciaux
- Vue d'ensemble des indicateurs économiques actuels des pays de l'OCDE
- Liens, références et bibliographies pour approfondir ses recherches et compléter ses sources
- Brèves descriptions des nouvelles publications et autres documents de l'OCDE
- Calendrier des événements et réunions clés de l'OCDE

Recevez en supplément L'OCDE en chiffres, un recueil de données original et pratique, d'une valeur de €15, est offert à tout nouvel abonné à L'Observateur.

Abonnez-vous dès aujourd'hui à [www.observateurocde.org](http://www.observateurocde.org) (€55 / \$63 / £31 / ¥7400) ou bénéficiez d'un tarif spécial pour un abonnement de deux ans, disponible uniquement sur [www.observateurocde.org/abonnement.html](http://www.observateurocde.org/abonnement.html).

<sup>1</sup>Recommandé par le JURY DU PRIX 2002 de « The Association of Learned and Professional Society Publishers » (Association-USA).



THE DEPARTMENT STORE CAPITAL OF FASHION

# GALERIES Lafayette

- DUTY FREE SHOPPING  
DÉTAXE À L'EXPORTATION
- PRIVATE WEEKLY FASHION SHOWS  
DÉFILÉS DE MODE HEBDOMADAIRES
- CURRENCY EXCHANGE OFFICE  
BUREAU DE CHANGE
- WELCOME SERVICE - BUREAU D'ACCUEIL
- INTERPRETERS - INTERPRÈTES
- LAFAYETTE GOURMET: DE LUXE GROCERY - ÉPICERIE FINE
- RESTAURANTS

40, BD HAUSSMANN 75009 PARIS, METRO CHAUSSÉE D'ANTIN-LA FAYETTE  
OPEN MONDAY THROUGH SATURDAY FROM 9:30 AM TO 7:30 PM.  
LATE NIGHT OPENING EVERY THURSDAY UNTIL 9 PM.  
OUVERT DE 9 H 30 A 19 H 30 DU LUNDI AU SAMEDI.  
NOCTURNE JUSQU'A 21H LE JEUDI. TÉL. : 01 42 82 36 40  
[galerieslafayette.com](http://galerieslafayette.com)

Le grand magasin, capitale de la mode.

## We make HR WORK.

For 18 million clients.\*

Hewitt va au-delà du conseil, avec l'externalisation de l'administration RH. Des actes, pas des mots.

# Hewitt

\*Avec nous, les DRH satisfont 18 millions de clients.

[www.hewitt.com/wedo](http://www.hewitt.com/wedo)

# Séance d'ouverture – Sécurité, stabilité, développement : Les moteurs de l'avenir

## Des préoccupations planétaires

- **MODÉRATEUR : LORD ALAN WATSON OF RICHMOND**, PRÉSIDENT EUROPE, BURSON-MARSTELLER
- **DONALD J. JOHNSTON**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OCDE
- **MONA SAHLIN**, MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, SUÈDE

**E**n tant que modérateur de la session, **Lord Alan Watson of Richmond** a prononcé devant le Forum un discours, dont voici quelques extraits :

Selon Lord Watson, George Meredith aurait déclaré : « l'avenir n'étant pas encore né, nous devrions nous abstenir de le baptiser ». Pourtant, il n'a jamais été aussi important de tenter de déchiffrer l'avenir, car parvenir à instaurer la sécurité, la stabilité et le développement est certes une tâche ardue.

L'un des enjeux majeurs de l'avenir est la montée en flèche de la demande énergétique - environ 45 % de la hausse récente de cette demande provient de deux pays seulement : les États-Unis et la Chine. La demande énergétique chinoise provoque une mutation de la demande mondiale. Si l'industrialisation de la Chine est bénéfique tant pour ce pays que pour le monde entier, elle exerce sur toutes nos ressources des pressions sans précédent.

Il faut donc s'interroger : quels seront les effets sur le prix du pétrole ? Quels seront les effets du prix du pétrole sur toutes les autres variables ? Quelles seront les conséquences sur l'environnement et sur nos recherches de sources énergétiques autres que les combustibles fossiles ? Serions-nous à l'aube d'une génération



entièrement nouvelle, celle de l'énergie nucléaire ? Quelle polémique cela va-t-il engendrer ? Et, bien sûr, quels en seront les effets sur le fossé qui sépare les riches des pauvres ?

Ce fossé entre les riches et les pauvres est le second point que je souhaite aborder brièvement. Le Forum 2005 de l'OCDE est le premier des grands rendez-vous de cette année qui aborderont ces questions. Les autres rendez-vous sont bien entendu le sommet du G8 en juillet, le sommet des Nations unies en septembre et la Conférence ministérielle de l'OMC en décembre. Cependant, Mesdames et Messieurs, si les thèmes de l'énergie et de la pauvreté doivent être traités cette année, deux constats s'imposent. Tout d'abord, la Chine et l'Inde doivent être invitées à faire partie du cercle de prise de décision du G8. En second lieu, les États-Unis doivent reconsidérer leur position sur le Protocole de Kyoto.

En avril dernier, j'étais de passage à Lexington, en Virginie, pour donner

une conférence dans le pavillon George C. Marshall de l'université militaire de Virginie, où il avait étudié. J'ai donc été ému de lire les mots exacts qu'il avait prononcés dans son célèbre discours fondateur du plan Marshall, et notamment le passage suivant : « Il est pratiquement impossible pour les Américains d'imaginer les conditions qui règnent en Europe, de se représenter et de comprendre les destructions, le désespoir, la pauvreté et le désarroi. La puissance qui est la nôtre nous oblige, nous, Américains, à faire quelque chose pour l'Europe, à cesser de discuter pour passer à l'action. »

À l'instar de George Marshall, nous devons comprendre et nous devons agir à temps, en prenant à bras le corps la réalité de cette pauvreté qui fragilise le monde, en mettant toute notre ingéniosité humaine au service d'une utilisation efficace et durable de nos ressources en voie de raréfaction et de disparition.

**Donald J. Johnston**, Secrétaire général de l'OCDE, a prononcé une allocution



d'ouverture, dont voici quelques extraits : C'est pour moi un très grand plaisir que de souhaiter à chacun d'entre vous la bienvenue à cette édition 2005 du Forum de l'OCDE.

Le Forum est un évènement très important dans la vie de l'OCDE. Il rassemble des dirigeants d'entreprises et de syndicats, des personnalités de la société civile, des ministres et des responsables d'organisations internationales, pour débattre des questions essentielles qui sont à l'ordre du jour de la réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres. Le Forum permet ainsi à des personnes venues d'horizons divers de contribuer aux délibérations du Conseil de l'OCDE et de travailler ensemble pour recueillir tous les bienfaits de la mondialisation.

Sous le titre : « Sécurité, stabilité, développement : Les moteurs de l'avenir », le Forum abordera des thèmes clés de l'actualité internationale. Je souhaiterais faire quelques commentaires à propos de certains d'entre eux.

L'énergie, et plus particulièrement le prix du pétrole, est de nouveau en titre des journaux depuis un an environ, rappelant ainsi à tous que les enjeux qui y sont liés constituent l'un des défis majeurs pour le monde du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous savons que la demande énergétique mondiale augmente dans des proportions spectaculaires, particulièrement dans les pays en développement. C'est pourquoi un investissement considérable, de l'ordre de USD 16 000 milliards, sera nécessaire pour assurer la stabilité et la sécurité des approvisionnements, et répondre ainsi à l'accroissement de la demande d'énergie primaire, qui selon l'Agence Internationale de l'Énergie, sera de l'ordre de 60 % entre 2002 et 2030. Pour donner une idée plus concrète de ce que représente ce chiffre astronomique, cet investissement équivaut à peu près à une fois et demie la taille de l'économie américaine, soit environ USD 2 500 pour chaque habitant de notre planète.

Comment réussir à mobiliser autant d'investissement ? Beaucoup de facteurs entrent en jeu, comme la nécessité d'une plus grande stabilité géopolitique et des

politiques cohérentes en matière de réglementation et de gouvernement d'entreprise dans les pays producteurs. Nombre de ces pays producteurs se trouvent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et je me réjouis que ces pays aient demandé la collaboration de l'OCDE dans le cadre d'une initiative nouvelle qui vise à renforcer la gouvernance publique et l'attractivité de la région MENA pour les investisseurs, en s'attaquant à des domaines comme la fiscalité, le gouvernement d'entreprise, la promotion de l'investissement et la transparence des politiques d'investissement. C'est là un bon exemple de la manière dont l'OCDE peut aider les pays à se rapprocher de leurs objectifs de développement économique en prenant appui sur les procédures de suivi et d'examen par les pairs propres à notre organisation.

Nombre de scientifiques nous annoncent que les gaz à effet de serre contenus dans l'atmosphère, en particulier le CO<sub>2</sub>, se rapprochent d'un seuil au-delà duquel le réchauffement planétaire deviendra irréversible. À l'évidence, il nous faut non seulement mettre en place des mesures d'adaptation pour réagir au changement climatique, mais aussi trouver des solutions pour satisfaire nos besoins énergétiques tout en réduisant les émissions de gaz à effet de

serre. L'énergie nucléaire est l'une des composantes du futur paysage énergétique mondial qui contribuera à répondre au défi du changement climatique.

Nombreux sont ceux, comme James Lovelock, l'éminent scientifique et auteur de l'hypothèse Gaïa, qui déplorent l'abandon de cette technologie par de nombreux pays. Selon lui, l'énergie nucléaire a un rôle essentiel à jouer dans la prévention des conséquences incontrôlables et potentiellement catastrophiques du réchauffement planétaire. J'aurais tendance à donner raison à Lovelock plutôt qu'à ceux qui préfèrent se voiler la face et refusent d'affronter la réalité des menaces qui pèsent sur notre planète.

Le climat changera probablement quoi que nous fassions à partir d'aujourd'hui, mais nous devons, tout au moins, faire tout notre possible pour ralentir ce processus et permettre ainsi au monde de s'adapter. L'énergie nucléaire est un élément essentiel dans ce processus. C'est à nos risques et périls que nous ignorons son importance.

L'énergie nucléaire pourrait aussi jouer un rôle décisif pour garantir l'approvisionnement énergétique du monde en développement. Pour accélérer le développement dans la plupart des pays non



Mona Sahlin

membres de l'OCDE, il est impératif d'avoir accès à des sources d'énergie sûres. L'énergie nucléaire pourrait s'avérer cruciale pour réduire la pauvreté et atteindre les objectifs à long terme du développement dans les régions les plus démunies de la planète.

Il y a environ cinq ans, la communauté internationale s'est engagée à mettre en œuvre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), pour lutter contre la pauvreté, faire progresser l'éducation et la santé, assurer un environnement stable et instaurer un partenariat mondial pour le développement. Des progrès ont été accomplis pour tenter d'atteindre ces objectifs d'ici 2015, mais pour des millions de personnes et des régions comme l'Afrique et le Moyen-Orient, ces progrès sont loin d'être suffisants. Pour sa part, l'OCDE s'emploie à aider les pays en développement à atteindre les OMD.

L'accès à l'énergie est crucial dans ce contexte : 1,6 milliard d'habitants de la planète n'ont toujours pas accès à l'électricité. Mais les négociations commerciales du cycle de Doha sont aussi primordiales, car la libéralisation des échanges - qui vise à favoriser aussi bien les importations que les exportations - est un puissant moteur de la croissance et du développement économiques. La Déclaration de Doha accorde une attention particulière à la dimension du développement dans les échanges et il est vital d'améliorer l'accès au marché pour que le commerce puisse servir d'instrument de réduction de la pauvreté.

L'OCDE vient de terminer une étude qui contribue à éclairer certaines appréhensions suscitées par la mondialisation. La libéralisation des échanges et des investissements peut générer une progression sensible du PIB dans nos sociétés, des prix plus avantageux pour les consommateurs, et plus de richesses pour les investisseurs, les producteurs et les salariés. Il nous faut aussi reconnaître que la libéralisation des échanges entraîne des coûts, en particulier des pertes d'emplois. L'impact des flux d'échanges et de capitaux sur les consommateurs et les travailleurs est au cœur du débat sur les coûts et les bénéfices de la mondialisation. Le coût le plus évident est supporté par les secteurs

traditionnels qui ne peuvent plus concurrencer les importations lorsque la protection tarifaire est levée, d'où la suppression des emplois peu qualifiés dans le secteur manufacturier. Nous devons réduire les dégâts humains au minimum, à l'aide de politiques d'ajustement adaptées afin que chacun puisse participer aux activités de production au sein d'une économie mondialisée et en partager les bienfaits.

La forte augmentation des sous-traitances de services est un autre sujet d'inquiétude très répandu. Le débat actuel sur les sous-traitances vers les pays en développement tend malheureusement à négliger de nombreux aspects positifs. Certes, en « permettant » à un pays pauvre de gagner un avantage concurrentiel dans certains secteurs, le reste du monde risque fort de perdre du terrain dans ces secteurs. Des pays comme l'Inde et les Philippines, devenus très compétitifs dans le secteur des services aux entreprises, récoltent les fruits des délocalisations internationales. Mais la plupart des pays peuvent en retirer des avantages indirects, sous forme de baisse des coûts et d'amélioration de la productivité. Et les consommateurs aussi peuvent bénéficier directement de prix moins élevés et indirectement des gains d'efficacité.

Je souhaiterais conclure en rappelant qu'il y a 45 ans, des dirigeants mondiaux visionnaires ont fondé l'OCDE, forts de la conviction que les échanges de biens et de services mèneraient à la paix, la stabilité et la prospérité, non seulement pour leurs pays mais pour le monde entier. La justesse de cette vision est étonnante. On constate en effet que les idéaux qui les animaient, et qui ont toujours été au cœur de la mission de l'OCDE, sont tout aussi d'actualité aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation, qu'ils l'étaient en 1960.

Je voudrais souhaiter à chacun d'entre vous un Forum très fructueux. Relever des défis et saisir les opportunités qu'offre la mondialisation n'est pas seulement l'affaire des gouvernements, c'est aussi celle de l'ensemble des citoyens de tous nos pays.

**Mona Sahlin** a prononcé devant le Forum un discours dont voici quelques extraits :

C'est pour moi un grand honneur que de vous souhaiter la bienvenue à ce Forum de l'OCDE et d'aborder quelques-unes des questions d'actualité les plus exigeantes et les plus intéressantes. En voici deux : premièrement, comment faire en sorte que chacun bénéficie des avantages de la mondialisation ? Et, deuxièmement, comment définir une approche à long terme du secteur énergétique, qui privilégie le développement durable et réponde aux défis du changement climatique ? Certes, nous n'avons pas aujourd'hui toutes les réponses. Mais le temps presse et il nous faut agir.

S'il est vrai que l'avenir nous présente de nombreux défis, je suis convaincue qu'il est possible d'inverser les tendances devenues insoutenables à terme pour favoriser des évolutions durables. Notre vision doit être celle d'une société durable dotée d'un système énergétique durable, c'est-à-dire un système énergétique qui, à terme, reposera entièrement sur des sources d'énergie renouvelables. Selon moi, c'est le seul moyen d'assumer véritablement nos responsabilités à l'égard des générations futures. C'est un défi colossal et il faudra beaucoup de temps et d'efforts pour le relever. Mais nous y parviendrons, grâce à l'arrivée sur le marché de produits et services nouveaux et améliorés. Relever ce défi contribuera déjà à un développement réel, grâce à l'amélioration des conditions de vie, à la création d'emplois, et par l'ouverture d'entreprises qui seront sources de croissance économique.



Lord Alan Watson of Richmond



Réussir à créer une société mondiale et un système énergétique durable, tel est notre objectif à long terme, notre vision pour l'avenir. De nombreux pays ont accompli des progrès à ce jour. Pourtant, une détermination renforcée et des actions plus énergiques sont nécessaires, tant au niveau individuel que collectif. Je suis convaincue que la collaboration internationale et les discussions entre les différentes parties prenantes lors d'événements comme celui-ci sont de nature à y contribuer.

Le secteur énergétique exerce de toute évidence un impact important sur l'environnement et sur le climat. Par ailleurs, l'accès à l'énergie contribue aussi à la croissance économique et à l'éradication de la pauvreté. Il nous faut veiller à ce que, partout dans le monde, les citoyens aient un accès à l'énergie dans de bonnes conditions. Nous avons besoin d'une énergie propre pour l'industrie et les transports, pour le logement et le chauffage, pour la production et la distribution de nourriture, pour les soins de santé, et pour la plupart des besoins primaires. L'accès à l'énergie dans des conditions équitables est également indispensable pour assurer l'égalité entre les hommes et les femmes.

Nous sommes confrontés à une demande énergétique croissante pour le développement durable. Ces besoins accrus devront être satisfaits dans un futur très proche, mais les gouvernements seront aussi confrontés à la nécessité d'atténuer les effets du changement climatique au niveau mondial.

Les objectifs ambitieux d'accès au marché fixés par le Programme de Doha pour le développement constituent le moyen le plus efficace de permettre aux échanges de servir le développement, notamment en réduisant la pauvreté et en favorisant le développement durable. Les bénéfices du commerce international seront particulièrement importants dans les secteurs où les pays en développement auront ouvert leurs marchés.

Mais le développement des échanges et des investissements transfrontaliers exigera aussi l'adoption de comportements responsables. Pour le gouvernement suédois, la responsabilité sociale des entreprises est un élément déterminant d'une forme de développement qui contribuera à inverser la tendance à la baisse de confiance, à la fois dans le secteur

des entreprises et dans le processus de mondialisation lui-même.

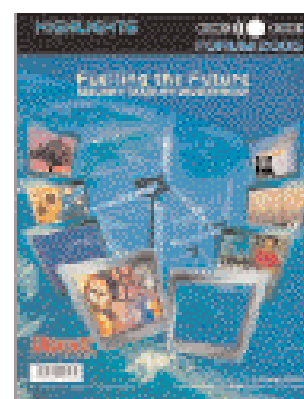
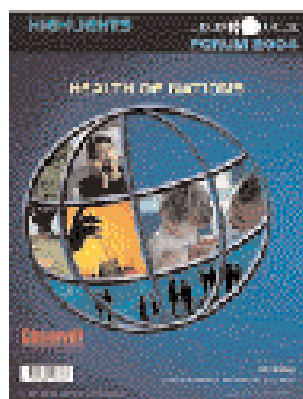
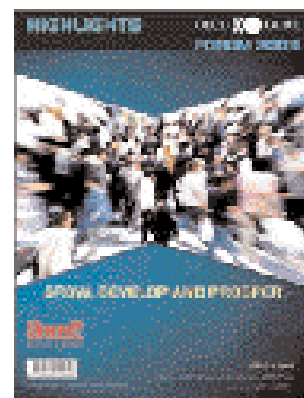
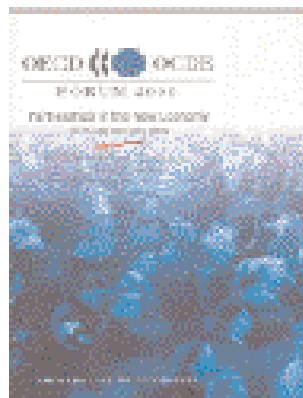
Revenons à la question énergétique - il faut suivre deux voies parallèles pour progresser vers un système énergétique durable : premièrement, améliorer l'efficacité énergétique et, deuxièmement, mettre en valeur les énergies renouvelables. Nous aurons toujours besoin d'énergie, dans un avenir proche comme dans un avenir lointain. Sur le long terme, l'énergie doit être fournie selon des modes durables. Ce qui implique de développer des sources d'énergie renouvelable pour subvenir à nos besoins.

Une utilisation plus efficace de l'énergie permettra d'en réduire la consommation pour satisfaire la demande. Ainsi, les mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique permettront de recourir davantage aux sources d'énergie renouvelable. Les analyses de l'AIE prouvent clairement que ces mesures pourraient contribuer à limiter notre demande énergétique ainsi que nos émissions de dioxyde de carbone d'ici 2030. Il est essentiel d'accroître l'efficacité énergétique et nous devrions tous intensifier nos efforts dans ce sens. Dans ce contexte, les investissements dans l'énergie revêtent une importance particulière. D'après les estimations de l'AIE, si nous voulons satisfaire la demande mondiale d'énergie, il faudra investir environ USD 16 billions d'ici 2030. Si nous faisons les bons choix d'investissement, nous faciliterons la transition vers un avenir moins producteur de carbone. Si nous faisons les mauvais choix, nous resterons englués dans le passé.

D'ambitieux travaux de recherche et de développement seront indispensables pour trouver les solutions techniques de l'avenir. Nous devons nous engager, en partenariat avec l'industrie, à soutenir la R&D pour asseoir les bases d'un avenir durable. Les gouvernements peuvent faire plus - tout comme les industriels.

À mon sens, c'est en instaurant un développement durable pour tous les pays du monde que l'on construira les « moteurs de l'avenir ». J'espère que ces quelques commentaires pourront alimenter vos discussions d'aujourd'hui et de demain, pendant ce Forum de l'OCDE. ■

# DÉJÀ SIX FORUMS DE L'OCDE... NE MANQUEZ PAS LE PROCHAIN



[www.oecdforum.org](http://www.oecdforum.org)



# Table ronde : Investissement et énergie

## Pour une feuille de route dans le domaine de l'énergie

- **MODÉRATEUR : PETER KEMP**,  
RÉDACTEUR EN CHEF, *PETROLEUM INTELLIGENCE WEEKLY*
- **DONALD J. JOHNSTON**,  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OCDE
- **THIERRY DESMAREST**, PDG, TOTAL
- **MONA SAHLIN**, MINISTRE  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, SUÈDE



Alors que la demande mondiale d'énergie continue d'augmenter, de même que les pressions exercées sur l'environnement, tout indique que les gouvernements et le secteur privé devront lutter d'arrache-pied pour répondre aux besoins énergétiques de la planète au cours des prochaines décennies. Comment faire face à cet avenir « énergivore », surtout avec l'arrivée de nouveaux acteurs parmi les grandes économies ? Faut-il investir dans de nouvelles technologies ? Essayer de réduire la demande ? Ou travailler à l'amélioration de l'efficacité énergétique ? Doit-on se résoudre à exploiter à un coût élevé des réserves d'hydrocarbures cachées ? Permettre à plus de pays d'accéder au nucléaire ?

La diversité de ces questions reflète celle qui caractérise les parcours et les compétences des intervenants à cette table ronde. Un message se dégage cependant clairement de leurs échanges de vues : il n'existe pas de solution, de source ou de remède unique, et on ne peut espérer répondre efficacement à la demande énergétique mondiale qu'à travers une approche pluridimensionnelle. Tout le problème est de savoir qui élaborera cette approche.

L'augmentation de la demande prévue durant les 25 prochaines années est réellement considérable. Au point que

même **Thierry Desmarest** doute que la production de pétrole puisse répondre à l'accroissement de 50 % de la consommation prévue pour cette période. En effet, alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) table sur une hausse de 1,7 % par an de la consommation énergétique mondiale, la demande de pétrole - sous l'effet d'une croissance économique fortement stimulée par le développement de la Chine et de l'Inde - pourrait bien dépasser sous peu la capacité maximale de production dont elle se rapproche à grands pas.

Thierry Desmarest souligne que pour tenter de faire face à la demande énergétique prévue, les grandes compagnies pétrolières

investissent massivement dans le développement de l'exploitation pétrolière et gazière. Cependant, il faut pour cela surmonter un problème essentiel qui est lié à la dimension géopolitique du gaz et du pétrole, et qui concerne la possibilité pour les compagnies pétrolières internationales d'accéder à de nouvelles réserves. L'accès reste relativement ouvert pour ce qui est des projets gaziers, mais il l'est moins s'agissant de l'exploitation pétrolière. L'investissement dans le développement des approvisionnements en pétrole doit permettre de compenser tout à la fois l'épuisement des gisements en exploitation et l'accroissement de la demande. Trouver suffisamment de pétrole exigera donc des méthodes « nouvelles, techniquement



**Mona Sahlin et Donald J. Johnston**



Thierry Desmarest

complexes et très onéreuses », estime Thierry Desmarest. De même, l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels comme le brut extra lourd, jadis considérée comme non économique, sera nécessaire. Mais, avertit-il, « il faut souligner que des projets aussi complexes requièrent de très importants investissements et qu'il faut beaucoup de temps, au moins cinq ans, pour les mettre au point ».

La conclusion de Thierry Desmarest repose sur le bon sens : nous devons nous mettre en quête d'énergies de substitution tout en améliorant l'efficacité de celles que nous utilisons aujourd'hui. « Plus les combustibles fossiles deviennent rares et chers, plus leur utilisation doit être efficace », estime-t-il. « Mais nous devons aussi diversifier les sources d'énergie primaire en faisant davantage appel aux énergies renouvelables comme le solaire, l'éolien, les bioénergies, et aussi à l'énergie nucléaire. » Outre le développement des énergies de substitution et l'amélioration de l'efficacité énergétique, il faut aussi se pencher de toute urgence sur le problème du changement climatique : « Puisque les combustibles fossiles resteront dans un avenir prévisible la principale source d'énergie primaire, un effort d'envergure devra être fait pour assurer la captation et le piégeage des gaz à effet de serre qu'ils émettent », conclut Thierry Desmarest.

**Mona Sahlin**, qui croit beaucoup au potentiel des ressources renouvelables à moyen terme, ajoute que les efforts d'adaptation doivent être étayés par de nouvelles relations de confiance entre les pouvoirs publics et les entreprises. À son avis, l'administration doit se comporter de façon plus rationnelle, cohérente et respectueuse d'un marché dont elle ne doit pas fausser le fonctionnement. Les deux intervenants s'accordent à estimer que les émissions de gaz à effet de serre représentent un problème majeur auquel il faut s'attaquer, et Mona Sahlin souligne que le changement climatique doit être envisagé non seulement comme un problème d'environnement, mais aussi comme un problème économique qui met en jeu « des investissements, des infrastructures et des incidences qui ont un coût ».

Un autre message fédérateur concerne la nécessité d'investir pour permettre à la production énergétique de suivre la demande mondiale et éviter ainsi des hausses de prix massives qui auraient pour effet d'asphyxier la croissance. Les besoins en investissements d'ici à 2030 pourraient atteindre USD 16 000 milliards, car la recherche de nouvelles sources de combustibles fossiles et la mise au point de technologies pour les exploiter sont généralement des activités à forte intensité de capital. C'est le cas, par exemple, du

projet canadien dans le domaine des sables bitumineux. Pourtant, aux dires mêmes de **George R. M. Anderson**, ministre canadien adjoint des Ressources naturelles, ce projet de quelque USD 10 milliards constitue certes « un objectif ambitieux, une contribution, mais pas une solution à un problème d'une telle envergure ». Dans les années 70, les prix élevés ont provoqué une transformation du secteur énergétique, estime-t-il, et ils vont à nouveau pousser les gouvernements à s'entendre pour trouver de nouvelles solutions.

Les augmentations de la production, comme celles prévues par l'Arabie Saoudite, font partie d'une nouvelle stratégie énergétique mondiale. En écho à Thierry Desmarest, qui avait évoqué l'urgence d'une ouverture des réserves du Moyen-Orient, **Mohammad Al Sabban**, conseiller économique principal du ministre du Pétrole et des Ressources minières du Royaume d'Arabie Saoudite, promet un accroissement de la production de 4 millions de barils sur les quatre prochaines années. Mais il insiste aussi sur la nécessité d'adopter un discours et une politique cohérents du côté de la demande - et de reconnaître le coût de l'énergie nucléaire, des subventions au charbon et de la fiscalité pétrolière dans les pays de l'OCDE. Lorsque **Peter Kemp** attire l'attention sur le fait que « les gouvernements des pays de l'OCDE gagnent plus d'argent sur la vente de carburants que les pays producteurs de



Peter Kemp

pétrole », **Donald J. Johnston** fait observer que la fiscalité est une force qui peut exercer un effet modérateur sur la consommation. Il rappelle un reproche fréquemment adressé à la politique énergétique des États-Unis, selon lequel la faiblesse des taxes à la pompe est en partie responsable de la forte consommation de produits pétroliers dans le pays.

**Lord Alan Watson of Richmond**, président Europe de Burson-Marsteller, observe que l'opinion publique représente un paramètre important dans le débat. Il reste beaucoup à faire pour la préparer à de nouvelles politiques énergétiques et mettre fin au paradoxe actuel qui fait qu'elle désigne parfois comme responsables de la hausse des prix des victimes potentielles, telles que les compagnies pétrolières ou les pays en développement comme la Chine ou l'Inde.

**Sir Crispin Tickell**, président honoraire de l'Université de Kent, estime que l'opinion publique joue un rôle décisif et appelle à mettre en avant les programmes qui donnent de bons résultats, citant en exemple le projet d'amélioration de l'efficacité énergétique qui est mené dans la circonscription de Woking (Royaume-Uni), et qui repose sur des technologies nouvelles et des partenariats public-privé. Ce projet aurait permis de réduire d'un cinquième la consommation d'énergie en cinq ans et aurait fait économiser au conseil municipal près de 4 millions de livres sterling sur neuf ans. Faire connaître ces exemples positifs pourrait contribuer à convaincre l'opinion et les pouvoirs publics d'adopter des modèles opérationnels de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Au vu des débats de la table ronde, un consensus se dessine sur la nécessité de diversifier les sources d'énergie - une transformation impliquant une réévaluation profonde du rôle potentiel de l'énergie nucléaire. **Bertrand Barré**, président de European Nuclear Society, rappelle à tous que le défi énergétique de ce siècle est facile à comprendre mais difficile à relever : « Il nous faut accroître notablement la production tout en réduisant radicalement les émissions de dioxyde de carbone. » Dans cette optique, « les prix élevés de l'énergie ne sont peut-être pas une si

mauvaise chose ». Pour Bertrand Barré, « dans la zone OCDE, l'énergie nucléaire seule ne constitue peut-être pas une solution, mais il ne peut y avoir de solution sans l'énergie nucléaire ». Une transformation rapide des approvisionnements énergétiques nationaux est possible, remarque **Christian Stoffaës**, président du Conseil du Centre français d'études prospectives et d'informations internationales, qui se félicite de voir l'option nucléaire réapparaître dans le débat sur l'énergie aux États-Unis, après des années d'absence. La France et le Royaume-Uni ont changé leurs sources d'énergie primaire en passant respectivement au nucléaire et au gaz en une quinzaine d'années à peine, indique-t-il, affirmant qu'une diversification rapide est parfaitement possible.

La gravité du défi énergétique mondial et l'énorme investissement nécessaire d'ici à 2030 pour répondre à la demande imposeront aux sociétés un changement fondamental d'attitude. **Noé Van Hulst** de l'AIE avertit que le sujet doit demeurer sur la place publique, faute de quoi le fameux syndrome du « pas chez moi » risque de dégénérer en un refus catégorique de toute construction à proximité de populations.

**Padma Desai**, directrice du Centre des économies en transition à l'Université de Columbia, États-Unis, s'interroge sur la pertinence de stratégies d'investissement énergétique politiquement risquées de la part des gouvernements et des grandes entreprises. Thierry Desmarest répond que « quand on travaille dans ce secteur, il faut

en accepter les risques politiques et investir là où se trouvent les ressources, tout en veillant bien évidemment à gérer autant que possible ces risques ».

Pour **Eivind Reiten**, président directeur général de Hydro, « il ne saurait être question de ne pas satisfaire la demande énergétique. Pour résoudre les problèmes, il nous faut continuellement expliquer à l'opinion mondiale et aux politiques l'ampleur du défi et le peu de temps qui nous est imparti ». Pour lui, « la question de la durabilité, du consensus public et de l'approvisionnement du tiers-monde en énergie abordable n'est pas seulement un problème politique, c'est aussi l'affaire des entreprises ». Eivind Reiten termine sur une note optimiste en rappelant que par le passé, les prévisions concernant l'énergie ont été entachées de nombreuses erreurs et que « nous avons toujours sous-estimé la rapidité du progrès technologique ».

Alors que le changement climatique passe au premier plan des préoccupations internationales et que certains experts, à l'image de **Jeremy Webb** du *New Scientist*, y voient le problème le plus important du XXI<sup>e</sup> siècle, force est de constater que des solutions énergétiques respectueuses de l'environnement ne peuvent être obtenues « à bon marché ». Dans sa synthèse des débats, Jeremy Webb exhorte les gouvernements à se mettre d'accord sur une feuille de route internationale comportant des objectifs concrets pour les prochaines années. Il estime que le secteur privé ne manquerait pas de suivre le mouvement. ■



# Mondialisation et développement : L'état de l'opinion française

## Une mutation difficile

- **MODÉRATEUR : OLIVIER CHADUTEAU**, ASSOCIÉ-GÉRANT, DAY ONE, FRANCE
- **BRICE TEINTURIER**, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT, TNS SOFRES, FRANCE

Les Français ont la réputation d'être bons vivants, mais ils se montrent étonnamment pessimistes quant à la mondialisation. Tel est l'un des messages principaux de la première session du Forum de l'OCDE. Pour **Brice Teinturier**, les Français sont actuellement champions du monde du pessimisme.

« Les Français considèrent dans l'ensemble qu'ils vivent mieux que leurs parents », affirme Brice Teinturier, « mais que leurs enfants vivront plus mal qu'eux ». S'appuyant sur une étude menée par TNS Sofres en 2005, il indique que 52 % des personnes interrogées ont le sentiment que leur qualité de vie va se détériorer dans l'année qui vient. Seuls 4 % pensent qu'elle va s'améliorer.

Ce qui angoisse le plus les Français, c'est la persistance du chômage, qui a déjà passé la barre des 10 %. « Il fut un temps où les Français croyaient que la politique et les hommes politiques étaient à même de juguler le chômage : c'est d'ailleurs cette croyance qui a permis à François Mitterrand de remporter les élections en 1981 », poursuit Brice Teinturier. « Il soutenait que le nombre de chômeurs en France ne dépasserait jamais un million. Or nous savons tous ce qui s'est passé par la suite. » Selon les derniers chiffres de l'INSEE, la France compte aujourd'hui 2,8 millions de chômeurs.

Les autres questions qui inquiètent les Français à propos de la mondialisation sont

la baisse du pouvoir d'achat, le financement des retraites compte tenu des réformes, les contraintes qui pèsent sur le système de santé et les inégalités sociales. Selon Brice Teinturier, les Français estiment que la mondialisation ne fera qu'aggraver ces problèmes : 75 % d'entre eux disent en redouter les effets. Seuls 23 % affirment qu'ils n'ont pas de craintes. La plupart d'entre eux sont des jeunes qui ont un niveau de formation et un niveau de vie élevés.

« Les Français voient la mondialisation comme une force pouvant réduire le poids des réglementations », constate Brice Teinturier, avant d'ajouter que les Français seraient favorables à une mondialisation plus contrôlée et à l'utilisation de la médiation et de l'arbitrage pour ralentir certains de ses effets négatifs. Cela est surtout vrai en matière d'environnement : 80 % des personnes interrogées ont le sentiment qu'il faut davantage de réglementation.

**Olivier Chaduteau**, le modérateur, soulève alors la question de la confiance des Français en faisant observer que les médias et les hommes politiques enregistrent les plus mauvais scores en la matière. Seuls 28 % des personnes interrogées affirment avoir confiance dans les députés et un quart seulement disent faire confiance aux médias. « Faut-il en conclure que nous vivons dans une société du doute, où les élites sont perçues comme agissant de connivence ? », demande Olivier Chaduteau.

De l'avis de Brice Teinturier, la confiance de l'opinion publique à l'égard des institutions s'érode, tandis que se renforce la confiance envers les mouvements associatifs, les organisations non gouvernementales et les associations de consommateurs à travers le monde. « C'est pour cela que les Français



Olivier Chaduteau et Brice Teinturier

veulent plus de règlements », affirme-t-il, car ils croient que ceux-ci contribuent à rendre la société plus sûre. Il cite ensuite le philosophe britannique Thomas Hobbes pour qui « la loi découle de la peur ». Pour Brice Teinturier, « cela signifie qu'il nous faut des contrats, des règles communes permettant à la société de fonctionner ».

Olivier Chaduteau remarque que les organisations établissant des règles, telles que l'OCDE, pourraient avoir une influence dans ce domaine et se demande comment elles pourraient regagner la confiance de l'opinion publique. Pour Brice Teinturier, l'ONU jouit d'une bonne réputation en France car cette organisation est perçue comme respectant l'autorité de la loi. Toutefois, des organisations comme l'OCDE et le Fonds monétaire international ne bénéficient pas du même niveau de confiance. D'aucuns voient l'OCDE comme contribuant à la « suppression des réglementations ».

En fait, « les Français ne savent pas exactement quelle est la mission de ces organisations » souligne-t-il. Ils ne savent pas réellement si elles travaillent pour ou contre la mondialisation. Ces institutions devraient commencer par expliquer plus clairement qu'elles œuvrent en faveur de l'élaboration de règlements internationaux plus efficaces, conclut Olivier Chaduteau. ■

# Santé et développement

## La bonne prescription ?

- **MODÉRATEUR : LISA BRYANT**, JOURNALISTE, VOICE OF AMERICA
- **HARRY JEENE**, DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT DES PROGRAMMES, ASSOCIATION POUR LA MÉDECINE ET LA RECHERCHE EN AFRIQUE
- **KARIM LAOUABDIA**, DIRECTEUR DE LA CAMPAGNE POUR L'ACCÈS AUX MÉDICAMENTS ESSENTIELS, MÉDECINS SANS FRONTIÈRES
- **MARY MALETE**, PRÉSIDENTE, FÉDÉRATION DES SYNDICATS DE L'AFRIQUE DU SUD
- **JULIAN MORRIS**, DIRECTEUR, INTERNATIONAL POLICY NETWORK, ROYAUME-UNI
- **PER WOLD-OLSEN**, PRÉSIDENT, SANTÉ HUMAINE – EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE, MERCK & CO, INC.



Per Wold-Olsen

Si une population active en bonne santé est un facteur déterminant pour le progrès social et économique, les problèmes de santé publique sont une cause majeure de sous-développement. C'est pourquoi trois des sept Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) portent sur l'amélioration de la santé dans les pays en développement, notamment pour enrayer et faire reculer la progression du VIH/sida et de la malaria, ainsi que pour réduire les taux de mortalité infantile de deux tiers et les taux de mortalité maternelle de trois quarts - le tout



Harry Jeene et Karim Laouabdia

pour 2015. Alors que les OMD vont faire l'objet à l'ONU en septembre prochain d'un premier examen quinquennal, il est de plus en plus évident que leur réalisation d'ici à 2015 sera une gageure. C'est le large consensus qui s'est dégagé des débats, dont le fil conducteur était l'accès aux médicaments essentiels. La question des brevets, en particulier pour les médicaments anti-VIH/sida, a aussi compté parmi les principaux sujets abordés.

La question de savoir si l'industrie pharmaceutique fait assez pour aider les pays en développement à accéder aux médicaments essentiels et aux vaccins donne lieu à un débat animé.

**Karim Laouabdia** réclame une « révolution conceptuelle », jugeant « inacceptable que la majorité des gens dans le monde n'ait pas accès aux progrès de la médecine ».

**Per Wold-Olsen** fait le bilan des efforts déployés récemment par sa société et d'autres de ce secteur pour améliorer la vie des gens en leur facilitant l'accès aux avancées de la médecine. Il évoque le

Mectizan, médicament contre l'onchocercose que Merck & Co distribue chaque année gratuitement dans 34 pays, à plus de 45 millions de personnes. De plus, 25 millions de malades bénéficient gratuitement du Mectizan pour traiter la filariose lymphatique dans des pays où ces maladies sont co-endémiques. Merck distribue par ailleurs à prix coûtant deux médicaments contre le VIH, le Crixivan et le Stocrin, dans les pays les plus pauvres, et les plus touchés par l'épidémie.

Karim Laouabdia affirme que l'aspect commercial des droits de propriété intellectuelle (qui établissent des « normes minimales » de protection) et notamment les brevets, empêchent tout simplement les patients des pays pauvres d'accéder à des médicaments pouvant leur sauver la vie. Il ajoute que cela freine aussi l'investissement dans les activités de R&D consacrées à des maladies qui n'offrent pas de marché rentable. Les règles mondiales qui influent sur l'accès à la médecine et la R&D devraient être dictées par les besoins





Mary Maleté

sanitaires plutôt que par des considérations commerciales, conclut-il.

L'introduction de nouveaux médicaments sur le marché nécessite des investissements considérables en temps et argent, souligne Per Wold-Olsen : il faut près de 10 ans pour observer les bénéfices réels d'un brevet. Pour illustrer l'enjeu pour les entreprises, il rappelle les efforts récents de Merck et de deux autres grandes sociétés pharmaceutiques qui ont collaboré pour mettre au point un médicament « combiné » à dose fixe, réunissant trois substances en un seul comprimé. Ce médicament était considéré comme crucial dans la lutte contre le VIH/sida. Or, dernièrement, les essais de stabilité du médicament se sont révélés négatifs. Per Wold-Olsen met en outre l'accent sur le danger d'envoyer des médicaments de qualité médiocre en Afrique.

**Julian Morris** réagit en déclarant : « il n'est pas constructif de ressasser la question des brevets... Nous devons aborder la question de l'amélioration des infrastructures... et de l'accès aux médicaments ». Les autres membres du groupe partagent son avis sur la nécessité de développer davantage les infrastructures sanitaires et d'encourager l'intervention des pouvoirs publics. Selon **Harry Jeene**, « il faut permettre à l'Afrique

de prendre en charge ses propres problèmes de santé ». Julian Morris en convient, mais il souligne que le simple fait de créer des richesses ne permettra pas forcément aux pays en développement d'accéder plus facilement à des soins adaptés, en partie à cause des pots de vin, des restrictions sur les quantités, de la contrefaçon et d'autres problèmes.

Il faut mettre en place un système adapté et cela amène de disposer de médecins et d'infirmières qualifiés pour assurer des soins et traitements adéquats. Toutefois, selon **Mary Maleté**, ceci renvoie à un autre problème : celui de la « fuite des cerveaux », bon nombre de médecins et infirmières diplômés quittant leur pays à la recherche de rémunérations plus élevées. Elle suggère d'imposer une forme de « tarif douanier » au pays qui accueille le médecin ou l'infirmière, afin de contribuer ainsi au financement des soins dans le pays d'origine.

Le groupe convient que dans les pays en développement, ce sont surtout les zones urbaines qui bénéficient de l'accroissement des dépenses en matière de santé, les zones rurales et éloignées étant nombreuses à se retrouver sous-équipées sur le plan médical. Mais les OMD ont mis en lumière d'autres difficultés. Harry Jeene reconnaît que si la communauté internationale s'est « enfin mise d'accord sur des mesures de progrès », la majorité des pays d'Afrique échoue largement dans leur mise en application. D'après lui, le problème s'est encore aggravé car certains gouvernements ont concentré leurs efforts sur les « objectifs faciles à atteindre ». Julian Morris estime que « ce n'est pas parce qu'ils visent un OMD qu'ils y arrivent ». ■



# Partager les avantages de la mondialisation

## Pas de laissés-pour-compte

- **MODÉRATEUR : PHILIPPE MANIÈRE**, DIRECTEUR GÉNÉRAL, INSTITUT MONTAIGNE, PARIS
- **LIONEL FONTAGNÉ**, DIRECTEUR, CENTRE D'ÉTUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES, FRANCE
- **IRMA A. GÓMEZ CAVAZOS**, VICE-MINISTRE ADJOINT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, MEXIQUE
- **JEREMY HOBBS**, DIRECTEUR EXÉCUTIF, OXFAM INTERNATIONAL
- **CLYDE V. PRESTOWITZ**, PRÉSIDENT, INSTITUT DE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE, ÉTATS-UNIS.



Irma A. Gómez Cavazos et Jeremy Hobbs

La mondialisation est loin d'être un concept récent. Mais son développement actuel, marqué par un accroissement des richesses, mais aussi par un creusement des inégalités et des tensions sociales et environnementales, est-il durable ? Les avantages l'emportent-ils vraiment sur les coûts et peut-on réduire le fossé qui se creuse entre riches et pauvres ? Comment les programmes de développement peuvent-ils maintenir le

cap, et comment équilibrer politiques économiques et sociales pour à la fois générer des avantages et les partager ?

Selon **Clyde V. Prestowitz**, un enjeu primordial domine actuellement le débat sur la mondialisation : « Dans l'économie mondiale d'aujourd'hui, il n'y a qu'un seul acheteur net : les États-Unis, et toutes les autres parties du monde, l'Asie en particulier, sont des vendeurs. » La croissance mondiale est donc tributaire du sort de l'économie américaine, à un moment où l'emprunt croît de façon démesurée aux États-Unis, dans un contexte de hausse des prix de l'énergie et de potentielle bulle immobilière.

« Simultanément, et de manière paradoxale, l'Asie épargne excessivement et réprime la consommation afin de stimuler la croissance induite par les exportations, en particulier vers les États-Unis. » Les pays asiatiques prêtent massivement aux Américains pour garantir la pérennité de leurs propres exportations. Pour Clyde Prestowitz, cette situation n'est pas

viable sur le long terme, car elle a favorisé la dépréciation du dollar ainsi qu'un manque de responsabilité budgétaire.

**Irma A. Gómez Cavazos** fait remarquer que l'expérience du Mexique démontre la possibilité d'un effet positif de la mondialisation sur la croissance, même si cette mondialisation ne saurait à elle seule assurer un développement équitable. Des mesures sociales adaptées et une coopération avec les autres pays sont primordiales pour aborder des questions sociales et les problèmes d'exclusion. « Il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir, mais nous sommes sur la bonne voie. » Irma A. Gómez Cavazos observe également qu'après l'ouverture de l'économie mexicaine à la fin des années 80 et l'entrée du pays dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les exportations mexicaines ont augmenté de 400 %. Les activités liées à l'exportation représentent actuellement 1,8 million d'emplois tandis que le secteur de l'investissement direct étranger occupe 2,1 millions de personnes.



Lionel Fontagné



Répondant à une question de l'auditoire, Irma A. Gómez Cavazos admet que, même si beaucoup de nouveaux emplois ont été créés, certains secteurs comme l'agriculture restent à la traîne et que le fossé entre riches et pauvres continue de se creuser. « Les mesures sociales décidées par le gouvernement s'avèrent utiles », constate-t-elle, pour nuancer ensuite que l'impôt ne représentant que 12 % du PIB, les possibilités restent limitées.

Considérant les enjeux du développement et de l'aide d'un point de vue mondial, **Jeremy Hobbs** estime que la mondialisation a engendré au moins autant de gagnants que de perdants. En outre, une action urgente est selon lui indispensable si l'on espère atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté d'ici 2015. « La pauvreté fait plus de victimes chaque semaine que n'en a fait le tsunami en Asie, et les augmentations de l'aide au développement qui ont été promises ne représentent que la moitié de ce que les mesures protectionnistes des pays riches coûtent au pays en développement. » Jeremy Hobbs rappelle qu'il est important d'éliminer les subventions à l'exportation et de poursuivre la réforme de la politique



**Jeremy Hobbs et Clyde V. Prestowitz**

agricole commune (PAC) en Europe, et se réjouit de certains signes d'espoir, comme le soutien renouvelé de tous les partis du Royaume-Uni pour une relance de l'aide et des programmes de développement.

« Pensez-vous vraiment que l'on peut parler de perdants dans le processus de

mondialisation ou ne devrait-on pas plutôt dire que certains ont gagné plus que d'autres ? », demande **Philippe Manière**. Jeremy Hobbs fait valoir que « les coûts humains sont trop élevés », mentionnant comme exemple la perte du revenu des paysans après l'introduction de l'ALENA, ainsi que la chute de 40 % des salaires agricoles en Haïti en raison de la concurrence avec le riz américain subventionné. « On ne peut pas demander davantage de concessions commerciales de la part des pays en développement alors que les pays développés eux-mêmes sont réticents à en faire. »

**Lionel Fontagné** fait observer que de nombreux Européens s'inquiètent des effets potentiels de la mondialisation, en particulier de la sous-traitance internationale, sur la sécurité de l'emploi et la protection sociale. Les économistes, pour leur part, sont moins alarmistes et voient à la fois les coûts et les avantages. Les différences de coûts ont bien sûr leur importance, tout comme la capacité à s'adapter, note Lionel Fontagné. Selon lui, il est inutile d'espérer rivaliser avec les économies en développement sur le seul terrain des salaires ou des impôts. « Il vaut mieux promouvoir l'économie du savoir et encourager les réformes institutionnelles dans le cadre d'instances internationales. » ■



# Le livre du jour : *Panorama des statistiques de l'OCDE*

## Des données prêtes à l'emploi

• **ENRICO GIOVANNINI**,  
CHEF STATISTICIEN ET DIRECTEUR,  
DIRECTION DES STATISTIQUES, OCDE

« Sans données chiffrées, votre opinion ne pèse pas bien lourd. »

Enrico Giovannini présente la première édition du *Panorama des statistiques de l'OCDE 2005*, qui a pour vocation de répondre à la forte demande de données statistiques de qualité sur les performances des pays.

Toutefois, les chiffres seuls ne suffisent pas ; il faut les comprendre, les placer dans le contexte et la bonne perspective. Enrico Giovannini explique que le *Panorama des statistiques de l'OCDE* n'est pas un ouvrage ordinaire, ni un énième recueil de statistiques. Il s'agit du début d'un projet visant à produire des statistiques plus accessibles qui sont de vrais outils pour la prise de décision. À partir de sa version en ligne et de son choix important de données statistiques, le lecteur peut extraire l'information précise qu'il cherche, par exemple un éventail de paramètres par pays.

Plus de 100 indicateurs couvrant 10 domaines thématiques, notamment la population et les migrations, les tendances macroéconomiques mais aussi l'environnement, l'éducation et la qualité de la vie, figurent dans ce premier recueil de statistiques publié par l'OCDE. Chaque thème est présenté sur une double page contenant du texte, des tableaux et des graphiques illustrant des tendances remontant à 10 ans. Les données sont explicitées et placées dans leur contexte.

Cette première édition accorde une place importante à l'énergie, qui constitue le thème principal du Forum 2005 de l'OCDE. La publication est également dotée de la nouvelle technologie de l'OCDE, *Statlink*, qui connecte les pages à des tableaux Excel fournissant des précisions sur les données et que le lecteur peut télécharger gratuitement et manipuler selon ses besoins.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est disponible en version papier ou en ligne.

La version en ligne ([www.oecd.org/publications/factbook](http://www.oecd.org/publications/factbook)) contient plusieurs liens vers des fichiers Excel, des diagrammes, des livres et d'autres bases de données. ■



# Une mondialisation sans exclus

Göran Persson, Premier ministre, Suède

Nous vivons à une époque où le progrès mondial est réellement devenu possible : le monde est plus riche qu'il ne l'a jamais été. La médecine et la technologie ont fait d'immenses progrès scientifiques. De nombreux pays pauvres dotés d'économies agricoles sont devenus des sociétés industrialisées prospères, et même parfois post-industrielles. La liberté politique et les élections démocratiques sont en passe de devenir la norme.

Il y a donc de bonnes raisons de se montrer optimistes, et même fiers. Mais l'heure n'est pas à l'autosatisfaction ! Les progrès de l'humanité ne devraient pas se mesurer à la réussite des plus privilégiés, mais sur les conditions dans lesquelles les plus défavorisés sont contraints de survivre.

La mondialisation continue de receler un potentiel considérable pour stimuler la croissance, les échanges, l'emploi et la prospérité. Et nous disposons d'amples possibilités de promouvoir les objectifs qu'incarne l'OCDE.

Mais lorsque nous considérons les effets de l'accélération croissante de la mondialisation qui s'est intensifiée ces dix ou vingt dernières années, le tableau général reste assez contrasté.

L'écart entre les plus riches et les plus pauvres n'a jamais été aussi profond, et il continue de se creuser. Nous voyons que la mondialisation offre de meilleures conditions de vie à de nombreux habitants de la planète. Mais nous constatons également que ses impacts diffèrent fortement selon les régions, les secteurs économiques et les personnes. Il est incontestable qu'elle ne fonctionne pas encore pour chacun, ni partout.

Il nous appartient donc de faire en sorte que la mondialisation ne fasse pas d'exclus. Nous devons saisir les opportunités remarquables créées par la libéralisation des échanges et l'ouverture des marchés, en répondant aux besoins de ceux qui risquent



Göran Persson est accueilli par Donald J. Johnston

de rester à la traîne. Nous devons agir de la sorte, tant à l'échelle mondiale que dans nos propres pays.

Une nouvelle étude de l'OCDE souligne le rôle important des politiques intérieures dans la gestion des changements rapides induits par la mondialisation. Pour la société dans son ensemble, le transfert des travailleurs vers de nouveaux secteurs d'activité plus productifs est source de grands avantages. Mais pour les individus, ces changements peuvent s'accompagner de coûts élevés.

Il n'y a là rien de nouveau pour un pays ouvert sur le monde et sur le commerce comme la Suède. Notre croissance économique est, pour une bonne part, le fruit d'ajustements structurels continus. Nous avons encouragé ces changements et continuons à le faire. Ce qui est nouveau, c'est le rythme du changement.

La Suède, de même que les autres pays scandinaves, a bien tiré parti de la mondialisation. La Suède, le Danemark et la Finlande se situent en tête des pays de

l'Union européenne dans le classement de compétitivité économique établi par le Forum économique mondial.

Je considère que la raison pour laquelle nous nous en sortons relativement bien est que nous avons élaboré des politiques facilitant l'ajustement structurel, qui nous permettent de maîtriser les potentialités offertes par la mondialisation.

Il ne s'agit pas de protéger les secteurs anciens et inefficaces. Il s'agit de faciliter le changement pour les personnes, de construire des passerelles entre l'ancien et le nouveau, et de faciliter la transition des secteurs où l'activité stagne ou se contracte vers les secteurs innovants, dynamiques et en expansion.

Pour ce faire, nous devons offrir aux habitants de nos pays la possibilité d'apprendre des choses nouvelles, d'être mobiles ou de changer d'emploi tard dans la vie. Et ils ont besoin de revenus garantis, pour affronter les aléas de l'existence, comme la maladie ou le chômage.

Dans une économie en mutation rapide, la formation tout au long de la vie, un système de sécurité sociale solide et des politiques actives du marché du travail sont des atouts essentiels.

De même, il est indispensable d'assurer aux femmes les mêmes droits, les mêmes possibilités et les mêmes rémunérations qu'aux hommes. Le statut de parent ne doit pas constituer un obstacle pour la vie professionnelle, et le travail ne doit pas être un obstacle à être parent.

En Suède, le taux d'activité des femmes est l'un des plus élevés du monde et le taux de fécondité est l'un des plus élevés de l'Union européenne. Peu de facteurs sont aussi importants pour le développement économique et social d'un pays qu'une structure démographique satisfaisante.

La réussite des pays scandinaves peut surprendre, car il est souvent dit qu'à l'ère de la mondialisation, les pays menant des politiques de protection sociale généralisée ne peuvent être compétitifs. On fait valoir que les pays qui ont d'importantes dépenses publiques ne peuvent réaliser une croissance dynamique.

Le développement des pays scandinaves durant la dernière décennie en offre un démenti assez clair. Nous disposons d'un système de sécurité sociale solide, mais nous avons aussi un niveau d'emploi et un taux d'activité plus élevés que la plupart des autres pays. Le niveau de nos dépenses publiques est élevé, mais notre croissance économique a été plus forte ces dix dernières années que la moyenne des pays de l'OCDE.

Nous disposons d'un vaste secteur public, mais aussi d'un secteur privé dynamique et en expansion qui affronte avec succès la concurrence sur le marché mondial.

C'est pourquoi je suis convaincu que le modèle fondé sur une protection sociale généralisée est moderne et tourné vers l'avenir. Il n'est pas seulement équitable, il peut aussi être très compétitif dans une économie mondialisée. Les personnes qui se sentent en sécurité osent changer. Mais si nous laissons les gens se débattre seuls au milieu des remous violents de la

mondialisation, ils risquent fort de percevoir ce phénomène comme une menace.

La mondialisation peut faire figure de bouc émissaire, en particulier dans les pays où l'économie stagne. Il est tentant d'accuser la mondialisation de tous les maux. Cela pourrait déboucher sur une situation politiquement et économiquement dangereuse, et c'est ce qu'il nous faut éviter.

L'OCDE a un rôle très important à jouer à cet égard. Grâce à ses moyens d'analyse remarquables, elle joue un rôle essentiel en présentant les réalités factuelles de la mondialisation. J'espère que nous serons tous d'accord pour reconnaître, durant la réunion ministérielle, que l'OCDE doit étendre ses recherches aux nombreux enjeux liés à la mondialisation.

Je souhaite aussi voir insister davantage sur les domaines dans lesquels les pays de l'OCDE ont un rôle de modèle à jouer. Une étape importante serait de forger un partenariat stratégique avec des pays non membres. La Chine et l'Inde compteront sans doute d'ici 2030 parmi les trois plus grandes économies mondiales. Comment pouvons-nous débattre de l'avenir de la mondialisation sans que ces deux pays et d'autres puissances émergentes siègent autour de la table ?

Cela n'est évidemment pas possible. C'est la raison pour laquelle la ministérielle de cette année sera plus que jamais tournée vers les pays non membres.

En venant au Forum ce matin, je suis passé devant l'exposition consacrée à Dag Hammarskjöld, ancien Secrétaire général des Nations unies, de nationalité suédoise. Nous commémorons cette année le 100<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance. Je me suis souvenu de ses mots : « Ne regardez jamais par terre pour tester le terrain avant de faire le pas suivant ; seul celui qui garde les yeux fixés sur l'horizon trouvera la voie à suivre. »

C'est ainsi qu'il nous faut procéder pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans le monde. Et l'OCDE peut montrer la voie à suivre dans ce domaine. Il y a cinq ans, les dirigeants du monde entier ont approuvé les Objectifs du

millénaire pour le développement (OMD). Nous nous sommes engagés à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015. Cela signifie qu'il faudra améliorer le niveau de vie de 640 millions de femmes, d'hommes et d'enfants dont les chances de survie sont actuellement menacées.

L'OCDE offre, à mon avis, un cadre essentiel pour parvenir à instaurer un développement durable et équitable à l'échelle mondiale. Ses principaux domaines d'étude comme les échanges, le développement économique et le développement durable sont cruciaux dans le combat contre la pauvreté.

Chacun doit prendre ses responsabilités en faveur du développement mondial. Toutes les politiques publiques doivent concourir à la poursuite de cet objectif commun, et certaines mesures ne doivent pas compromettre pas l'efficacité des autres. Nous voyons cela se produire aujourd'hui à l'échelle internationale : les subventions à l'agriculture, les obstacles aux échanges et le fardeau de la dette ont de fortes incidences négatives sur le développement.

Je comprends les Africains lorsqu'ils critiquent à juste titre les subventions énormes versées à l'agriculture, qui sont plusieurs fois supérieures au montant total annuel de l'aide



Göran Persson

publique au développement. Il est tout simplement inacceptable que la politique agricole de l'Union européenne coûte à chaque famille européenne en moyenne une centaine d'euros supplémentaires par mois - tout en empêchant dans le même temps des pays en développement de sortir du piège de la pauvreté.

Nous devons prendre conscience de ces contradictions et y remédier. Pour combattre avec succès la pauvreté, nos politiques doivent être cohérentes et se renforcer mutuellement. Je m'attends à ce que les ministres de l'OCDE adressent un message énergique au sommet de l'ONU en septembre, sur la contribution commune que comptent apporter leurs pays à la réalisation des OMD.

Nous devons aussi traiter la question de l'allègement de la dette. Certains pays africains consacrent aujourd'hui davantage de ressources au service de la dette qu'à la santé et à l'éducation. Nous devons répondre à la nécessité urgente d'augmenter l'aide publique au développement. Tous les pays riches se sont engagés à y consacrer 0,7 % de leur PNB. Cette promesse n'a toujours pas été honorée.

Le monde s'est lassé des promesses non tenues dans ce domaine. La Suède a proposé un calendrier pour atteindre cet objectif d'ici 2015 et le Secrétaire général des Nations unies a fait de même en préconisant récemment des réformes audacieuses du système des Nations unies.

Dans l'intervalle et sans plus tarder, nous devrions mettre en place des solutions financières immédiates pour accroître les flux d'aide. La politique commerciale pourrait constituer notre outil le plus efficace pour atteindre les OMD. La pleine intégration des pays en développement à l'économie mondiale permettrait de nous rapprocher de l'objectif de réduction de moitié de la pauvreté dans le monde.

Il est important d'investir dans le secteur de l'énergie pour promouvoir la croissance économique, mais aussi pour lutter efficacement contre le changement climatique, l'une des plus graves menaces qui pèsent sur l'avenir de la planète. Les investissements dans l'énergie sont à long

terme, et ils revêtiront une importance décisive pour le développement de nos sociétés durant une bonne partie de ce siècle. Si nous faisons les bons choix maintenant, nous faciliterons la transition vers un avenir durable utilisant des ressources renouvelables à faible teneur en carbone. Si nous échouons, les objectifs de réduction nécessaires seront hors d'atteinte.

Il y a quelques mois, le Protocole de Kyoto est devenu un traité juridiquement contraignant. C'est une première étape importante. Mais nous devons accélérer sa mise en œuvre. Il est urgent de commencer à définir le régime juridique qui s'appliquera après 2012 dans le domaine du climat pour mettre un terme au réchauffement de la planète. Un plus grand nombre de pays doivent plafonner leurs émissions de gaz à effet de serre.

Les pays de l'OCDE doivent donner l'exemple dans ce domaine. Nous sommes tous responsables de notre environnement commun, mais il est possible de demander davantage aux pays riches. Nous devons montrer la voie vers l'exploitation de ressources renouvelables à l'aide de technologies propres et économes en énergie.

Le développement durable est une opportunité économique et non un obstacle. La recherche de technologies respectueuses de l'environnement stimulera l'innovation et la productivité. Les débouchés pour de telles technologies seront considérables.

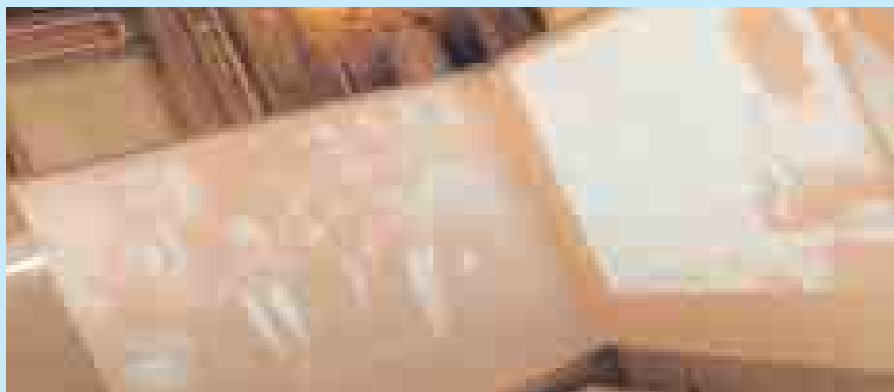
Je suis convaincu que les pays qui choisiront de modifier leurs modes de

production et de consommation non durables auront beaucoup à gagner. Ils bénéficieront d'un environnement plus sain, et pourront aussi favoriser la croissance, grâce aux nouvelles activités et aux créations d'emplois.

Nous voyons donc qu'il est possible de favoriser un développement socialement et écologiquement durable, tout en accélérant la croissance économique. C'est là un point de vue optimiste mais je suis convaincu de sa validité.

Comment pouvons-nous répondre aux besoins énergétiques de la planète tout en affrontant le problème du changement climatique ? Comment les échanges et l'investissement peuvent-ils contribuer au mieux à la lutte contre la pauvreté ? Comment pouvons-nous faciliter la transition vers un mode de développement plus durable tout en stimulant l'économie ? Comment peut-on concilier une économie ouverte bénéficiant de la mondialisation avec des politiques intérieures luttant contre l'exclusion ?

Telles sont les questions clés qui sont posées à ce Forum et à la réunion ministérielle qui commencera dans l'après-midi. Elles sont ambitieuses. Elles supposent d'opérer des arbitrages entre des intérêts contradictoires et sont sources d'opportunités concrètes. Nous sommes là dans le domaine de la politique et c'est ce qui est intéressant. Ne craignons pas les difficultés. L'avenir n'est pas décrété par le destin. Ce sont les peuples agissant en coopération qui contribuent à le déterminer. C'est à nous de faire les bons choix. ■



Exposition Dag Hammarskjöld au Forum

# Le temps du changement

*Martin Jahn, Premier ministre adjoint, République tchèque*

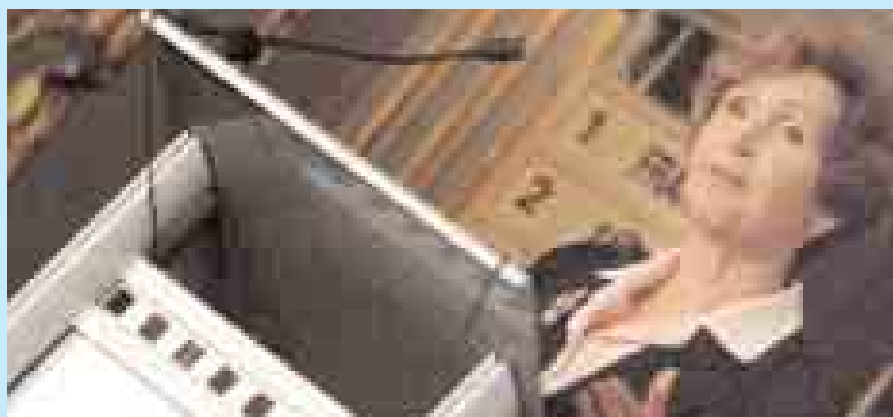


**Martin Jahn**

C'est pour moi une grande joie et un honneur d'être ici aujourd'hui pour célébrer le dixième anniversaire de l'adhésion de la République tchèque à l'OCDE. Cette adhésion a véritablement marqué une étape importante de notre transformation vers une économie de marché. Nous avons été le premier des anciens pays communistes à devenir membre de cette prestigieuse organisation, et nous avons bien tiré profit de son savoir-faire. Nous avons suivi les principes directeurs énoncés par l'OCDE pour parachever notre passage à l'économie de marché, avec en point d'orgue notre adhésion, l'an dernier, à l'Union européenne.

Incontestablement, l'élargissement de l'Union européenne a constitué une étape déterminante et s'est révélé très probant pour les anciens États membres aussi bien que pour les nouveaux. Par exemple, notre croissance économique atteint à présent 4 % par an, soit environ le double de la moyenne de la zone euro. Nous avons un taux de chômage inférieur à la moyenne de

l'Union européenne, et un taux d'inflation comparable. D'après les statistiques de l'OCDE, nous avons connu l'an dernier la troisième plus forte croissance des exportations de tous les pays de la planète - seules la Chine et la Corée du Sud ont fait mieux que nous. À l'évidence, l'impact de l'adhésion à l'Union européenne est énorme.



**Constance A. Morella présente Martin Jahn**

Mais la République tchèque est une petite économie ouverte qui est très largement tributaire de la croissance mondiale. Je suis convaincu que nous ne pouvons être compétitifs que dans le cadre d'une Union européenne compétitive. Et pour que l'Union européenne soit compétitive, il faut que tous ses membres le soient. C'est pourquoi je voudrais aborder un certain nombre de questions auxquelles l'Europe est aujourd'hui confrontée.

La première concerne le marché unique, qui est la raison pour laquelle nous avons tous adhéré à l'Union européenne, mais qui est encore loin d'être une réalité. Il nous faut supprimer les obstacles à la libre circulation des travailleurs. Il nous faut libéraliser le marché des services. J'attache une très grande valeur aux travaux de l'OCDE qui montrent clairement que les régions et les pays qui libéralisent les échanges de services obtiennent de meilleurs résultats en matière de croissance et d'emploi. Je suis conscient du fait que nous devons libéraliser les services d'une façon qui soit acceptable pour tous les États membres. Mais c'est bien dans cette démarche que réside la clé d'une véritable puissance économique mondiale.

La deuxième question est celle de la protection de l'environnement. Je pense



que l'Europe doit montrer la voie, qu'elle doit être un leader mondial en la matière. Mais être un leader ne saurait signifier s'engager unilatéralement sur des objectifs difficiles à atteindre, sur des objectifs qui hypothèquent sérieusement la compétitivité de l'industrie européenne. Nous devrions montrer l'exemple et convaincre les autres régions du monde de nous emboîter le pas. En revanche, il n'est pas très judicieux de prendre l'engagement de nouvelles réductions des émissions de CO<sub>2</sub> et d'une nouvelle législation sur les produits chimiques sans procéder à une solide analyse coûts-avantages, et sans s'être assuré que la compétitivité de l'Europe n'en pâtira pas.

La troisième question concerne la répartition du budget de l'Union européenne. Celui-ci doit être ciblé sur la recherche, le développement et l'innovation, qui sont les priorités de l'Agenda de Lisbonne. La quatrième question est elle aussi étroitement liée à l'Agenda de Lisbonne, puisqu'il s'agit de l'amélioration de la réglementation et de la simplification de la législation. Après les nombreuses promesses que nous avons faites, il est temps d'agir. Des contraintes bureaucratiques parfaitement évitables pèsent sur les entreprises européennes, et il nous faut maintenant tenir nos promesses à cet égard, sur le plan national comme au niveau de la Commission.

La dernière question que je voudrais soulever est celle du modèle européen de protection sociale. Il est bien évident que les régimes de retraites, les systèmes de soins de santé et même les politiques du marché du travail que nous connaissons aujourd'hui ne sont pas viables et doivent évoluer. Je n'affirme pas - et je n'ai d'ailleurs jamais affirmé - que l'Europe doit abandonner son modèle social. Mais le temps est venu de changer.

L'Europe peut être un modèle en matière de qualité de vie ou au travers de certaines des réussites de son industrie. Puisque nous sommes en France, je ne peux bien évidemment pas passer sous silence Airbus et le succès du lancement de l'A380. Et je suis heureux de pouvoir ajouter que des ingénieurs et des entreprises tchèques ont contribué à cette réussite. Je pourrais aussi



**Martin Jahn et Constance A. Morella**

évoquer la coopération fructueuse entre constructeurs automobiles français et japonais.

Malgré tout, il est temps de changer, car le monde autour de nous change et nous devons imaginer l'inimaginable. Par exemple, qui aurait pu imaginer, il y a une quinzaine d'années, que l'Union européenne compterait aujourd'hui vingt-cinq États membres et débattrait sérieusement de l'adhésion de la Turquie ? Qui aurait pu imaginer, alors, que le World Trade Center de New York aurait disparu ? Qu'IBM céderait un pan important de son activité à une entreprise chinoise détenue en partie par l'État chinois ? Que Dell, l'un des premiers fabricants d'ordinateurs de la planète, achèterait 40 % de ses composants en Chine ?

Le monde autour de nous change, et nous devons changer aussi. De nouveaux acteurs

sont arrivés sur le marché mondial, et il ne s'agit pas seulement de la Chine et de l'Inde, mais aussi du Brésil, de la Russie et de l'Ukraine, pour n'en citer que quelques-uns. Cela a son importance pour la réforme de l'OCDE, mais aussi pour l'évolution de l'Union européenne. La question que nous devons nous poser est la suivante : à quoi ressemblera l'Europe dans 15 ans ?

Pour conclure, je voudrais souligner qu'il est à mon sens absolument vital pour l'Europe de parachever le marché unique, en supprimant toutes les barrières artificielles entre les nouveaux et les anciens États membres, et de tenir les promesses de la stratégie de Lisbonne. Alors, et alors seulement, l'Europe pourra profiter des forces de la mondialisation et jouer un rôle significatif dans l'économie mondiale. J'espère que l'OCDE nous aidera à reconnaître, à comprendre, et à relever ces défis. ■

# Relancer le développement

*Thierry Breton, Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, France*

Permettez-moi de souligner la convergence de vue de la Suède et de la France, qui considèrent les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) comme une priorité : j'en veux pour preuve la création de cette « task force sur les biens publics mondiaux » que nous avons mise en place en commun et qui donnera de premières orientations prochainement.

L'année 2005 est en effet une étape cruciale vers la réalisation des OMD. L'OCDE, la Banque mondiale, le Secrétaire général des Nations unies, la Commission pour l'Afrique ont tiré la sonnette d'alarme, il ne s'agit plus d'infléchir la course vers 2015, il faut une rupture. Au rythme actuel, la réduction de moitié de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ne sera atteinte qu'en 2150. La scolarisation primaire universelle sera réalisée en 2130. Je pourrais multiplier les exemples à l'infini mais le temps n'est plus au constat.

En même temps, je voudrais que nous ne soyons ni naïfs, ni hypocrites. La gestion de l'insertion dans les échanges mondiaux de plusieurs milliards de personnes n'est une sinécure pour aucun d'entre nous ! Si chacun a des droits, chacun a aussi des devoirs pour que l'insertion des uns comme des autres se passe de manière ordonnée et gagnante pour tout le monde : c'est vrai



**Thierry Breton**



pour les pays développés mais c'est vrai aussi pour les pays émergents et en développement.

L'année 2005 nous offre heureusement plusieurs opportunités de nous coordonner ; car les tensions ne manquent pas : tensions pétrolières, tensions monétaires et plus largement financières ; tensions commerciales aussi ! Le sommet du G8 en juillet, le sommet des Nations unies en septembre, la conférence de l'OMC à Hong-Kong en décembre 2005 sont autant d'occasions qui nous donnent les moyens de réaliser collectivement les OMD, de respecter le contrat que nous, pays riches, avons passé à Monterrey avec les pays pauvres, mais aussi d'avancer dans une meilleure régulation de la mondialisation. Le programme de notre réunion identifie d'ailleurs très bien les domaines où nous, membres de l'OCDE, devons avancer en priorité : les échanges commerciaux et l'aide publique au développement et le commerce. J'ajouterais pour ma part en conclusion un mot sur l'urgente nécessité d'accroître les efforts de

R&D dans les pays développés, et je ne pense pas être démenti dans cette enceinte qui a beaucoup travaillé sur ce sujet.

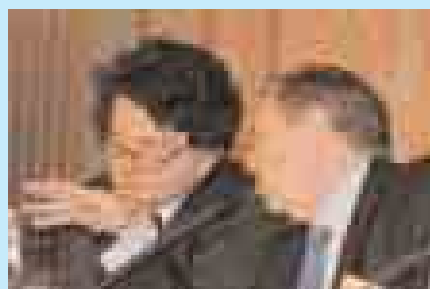
La France partage la priorité accordée par l'OCDE à la conclusion rapide du cycle de Doha. Nous devons placer les préoccupations des pays les plus pauvres, notamment d'Afrique, au premier rang des objectifs de ce cycle. La France travaille en ce sens pour assurer le succès de la conférence de l'OMC à Hong-Kong, en décembre, et la conclusion de la négociation en 2006 sur des bases larges et équilibrées.

La libéralisation commerciale mise en œuvre dans le cadre du cycle de Doha n'est cependant pas une panacée pour les pays les plus pauvres. La Banque mondiale reconnaît d'ailleurs, qu'elle risque d'avoir des effets très limités, voire négatifs, sur de nombreux pays à bas revenus, notamment en Afrique sub-saharienne. Nous avons attiré l'attention de la communauté internationale sur ce point dès 2003 en proposant une initiative commerciale pour



l'Afrique sub-saharienne. Il est en effet crucial de réfléchir, parallèlement au cycle de Doha, à des solutions spécifiques pour aider les pays les plus pauvres à tirer profit des échanges commerciaux. J'évoquerai trois des pistes que nous privilégions au niveau français :

- Premièrement, les pays développés doivent s'engager à améliorer les systèmes de préférences tarifaires qu'ils accordent aux pays les plus pauvres. L'Union européenne offre déjà dans le cadre de l'initiative « Tout sauf les armes », un accès sans quotas ni droit de douanes à toutes les exportations des pays les moins avancés. Ce régime pourrait utilement être repris par tous les pays développés. Par ailleurs, les pays développés doivent s'engager à simplifier leurs règles d'origine préférentielle, car leur complexité explique très largement que ces préférences tarifaires soient inégalement utilisées.
- Deuxièmement, il nous faut encourager de manière plus convaincante le développement du commerce Sud/Sud, en incitant les pays émergents à ouvrir leurs marchés aux produits africains. Les pays développés sont actuellement les seuls à offrir un réel accès préférentiel aux produits des pays les moins avancés, alors même que les marchés de certains pays émergents pourraient constituer des débouchés importants. C'est ce que j'appelle un devoir pour une mondialisation ordonnée. L'intégration régionale en Afrique participe également au développement du commerce Sud/Sud. Pour cette raison, la mise en place des Accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les zones régionales africaines sera un puissant outil de développement.



Thierry Breton et Donald J. Johnston

- Enfin, la France est favorable au renforcement de l'« Aid for trade » pour aider les pays en développement à tirer réellement profit de la libéralisation commerciale. Gardons néanmoins à l'esprit que le renforcement des capacités ne suffit pas à écarter les risques que fait peser la libéralisation sur certains pays en développement, notamment ceux qui bénéficient de préférences tarifaires ou sont structurellement importateurs de produits agricoles. Pour eux, il nous faut réfléchir à des mesures d'aide à l'ajustement.

L'insertion dans le commerce international est sans doute une condition nécessaire au développement, mais elle est loin d'être suffisante. Plusieurs pays pauvres sont tombés dans des trappes à pauvreté, dont ils ne peuvent se sortir seuls. Un appui financier extérieur stable et prévisible leur est indispensable pour organiser leur sortie de la pauvreté. Il nous appartient à nous autres pays riches de leur apporter ces ressources pour réaliser les objectifs qu'ils ont formalisé dans leur contrat stratégique de réduction de la pauvreté.

Les chiffres 2004 du Comité de l'aide au développement de l'OCDE (CAD) sont de ce point de vue encourageants. De 1999 à 2004, l'aide publique au développement a progressé de 20 milliards d'euros. Les pays de l'OCDE sont cependant encore loin de respecter leur part du contrat. Le financement du développement reste très insuffisant au regard des besoins et de la capacité d'absorption des pays pauvres. La Banque mondiale estime les besoins additionnels à USD 50 milliards par an et le rapport de Jeffrey Sachs à USD 70 milliards.

La solution la plus simple serait sans doute d'augmenter encore plus vite les ressources budgétaires dédiées à cette entreprise. L'Union européenne prend ses responsabilités dans ce domaine. Quatre États membres consacrent déjà 0,7 % de leur RNB à l'aide publique au développement. Sept autres ont pris des engagements pour les rejoindre et parmi eux la France. Aujourd'hui, 0,42 % de notre RNB est destiné au développement. Nous avons décidé d'atteindre 0,5 % du PNB en 2007

et 0,7 % en 2012. Notre effort est cependant insuffisant.

C'est pourquoi la France soutient l'adoption de modalités innovantes de financement :

- Nous travaillons avec nos amis britanniques à une facilité financière internationale consacrée à la vaccination.
- Nous travaillons également sur des contributions internationales de solidarité. La France, l'Allemagne, l'Espagne, le Brésil et le Chili en ont évoqué plusieurs dans le cadre du groupe quadripartite. À la lumière de l'analyse de la Banque mondiale et du FMI, il est temps maintenant de concentrer nos efforts sur celles qui semblent les plus prometteuses, notamment les contributions assises sur le transport aérien, par exemple. Les modalités techniques de leur mise en œuvre, notamment à un niveau régional, doivent être examinées avec soin.

Une participation universelle n'est en effet pas indispensable même si elle serait dans l'intérêt du développement notamment en termes financiers. Ce devrait être notre but ultime, mais à court terme des progrès peuvent être accomplis grâce à un groupe plus restreint de pays. C'est pourquoi l'Allemagne et la France ont proposé la création d'une contribution internationale de solidarité assise sur le transport aérien, destinée à financer la lutte contre le SIDA.

Une contribution assise sur le transport aérien est rationnelle d'un point de vue économique, comme le souligne le rapport de la Banque mondiale. De fait, la fiscalité qui s'applique sur ce secteur est moins forte que pour d'autres modes de transport. Plusieurs options apparaissent faisables techniquement. Une contribution assise sur les billets d'avion peut être mise en place très aisément, et ne se heurte à aucun obstacle juridique. Dans les pays qui ne participeraient pas à cette contribution, les opérateurs économiques pourraient s'y associer sur une base volontaire.

Ce projet-pilote de contribution assise sur le transport aérien est exemplaire : la France souhaite ainsi démontrer la valeur ajoutée des contributions internationales de



**Thierry Breton, Donald J. Johnston et Göran Persson**

solidarité pour offrir des ressources stables et pérennes aux pays en développement. Ce pilote serait très complémentaire du projet-pilote de facilité financière internationale (IFF) destiné à la vaccination. Plusieurs pays ont déjà indiqué qu'ils étaient prêts à nous rejoindre, notamment l'Espagne. Un accord sur ce projet-pilote pourrait être trouvé dès la réunion des ministres des Finances des États membres de l'ONU à la fin du mois de juin prochain.

Permettez-moi d'ajouter que, dans un monde globalisé où les biens publics mondiaux jouent un rôle croissant, la question de leur financement global devient incontournable, et ne pourra être éludée lors de l'Assemblée générale des Nations unies de septembre 2005.

Je voudrais maintenant terminer mon intervention en vous disant quelques mots de l'autre grand service que les pays développés peuvent offrir aux pays en développement : c'est une croissance forte et stable, capable d'absorber leurs exportations !

De ce point de vue, l'émergence d'une Europe plus forte, plus intégrée, plus

démocratique, avec un exécutif économique renforcé, sera naturellement un pôle de stabilité utile à une bonne gestion de la mondialisation.

Mais, nous le savons tous, ici en Europe et ailleurs dans les pays développés, pour asseoir durablement notre croissance nous devons relever dans les prochaines années deux défis majeurs :

- le premier est la concurrence avec des économies émergentes dans lesquelles les salaires sont plus faibles. Cela nous impose une spécialisation dans des activités à haut contenu en innovation. Les dépenses de R&D et l'innovation sont les clefs de cet enjeu car elles sont gages de créativité et de renouvellement de l'offre. La compétitivité future de nos économies passe nécessairement, dans les pays développés, par un engagement politique fort et des investissements majeurs en faveur de la R&D.
- par ailleurs, avec l'arrivée à l'âge de la retraite des générations nées après la guerre et la faible progression de la population, la croissance future de nos économies « riches » reposera encore plus que par le passé sur des gains de

productivité. Vous le savez, ceux-ci ne seront obtenus là encore qu'à travers l'innovation et donc un accroissement sensible de nos dépenses de R&D.

En tant qu'ancien dirigeant de plusieurs grandes entreprises de haute technologie, j'en suis plus particulièrement conscient et je peux vous dire que le Gouvernement français est déterminé à relever ces deux défis, en collaboration avec nos partenaires européens dans le cadre notamment de la stratégie de Lisbonne.

En France, en 2003, les dépenses de R&D représentaient 2,2 % du PIB, donc inférieur à l'objectif affiché par le gouvernement qui est celui de la stratégie de Lisbonne : 3 % du PIB à l'horizon 2010, dont 2 % de ces dépenses financées par les entreprises privées. Même si nous progressons vite, nous sommes également en deçà d'un certain nombre de pays, notamment des États-Unis, du Japon, de la Suède.

Je vois pour ma part deux pistes de travail immédiates pour la France :

- Avec 0,9 % du PIB pour les dépenses publiques de R&D, nous sommes à peu près à l'objectif quantitatif. Mais il nous faut renforcer l'efficacité des ces dépenses et notamment de la recherche publique. Cela passe notamment par un accroissement des liens entre chercheurs et entreprises ; il ne s'agit d'ailleurs pas tant d'augmenter les incitations financières que de changer les mentalités.
- Du côté des dépenses privées, nous en sommes à 1,2 % du PIB et il nous faut donc augmenter rapidement ce ratio. Il s'agit pour moi de créer l'environnement économique et fiscal le plus favorable possible, mais aussi d'accroître les échanges public-privé mais aussi de s'assurer que les plus petites entreprises, potentiellement très innovantes, aient accès à des financements externes. Et ceux-ci ne sont pas toujours faciles à trouver puisque l'innovation est par nature une activité risquée. Je vais proposer un statut de « jeune entreprise innovante » qui devrait faciliter le financement de l'innovation dans les petites entreprises. ■

# L'Observateur<sup>ocde</sup>

Votre clé pour l'OCDE



Le magazine qui vous tient informé des grands défis économiques et sociaux internationaux

## Analyses d'experts sur les questions internationales

performance économique, commerce, développement, environnement, commerce électronique, finance et investissement, fiscalité, industrie, urbanisation, transport et autres.

## Dossiers spéciaux

sur les grandes questions politiques auxquelles sont confrontés les pays de l'OCDE.

## Vue d'ensemble des indicateurs économiques actuels des pays de l'OCDE

produit intérieur brut, PIB à la consommation, balances courantes, chômage, taux d'intérêt, budget de l'État et autres indicateurs financiers.

## Liens, références et bibliographies

pour approfondir ses recherches et compléter ses données.

## Brefs descriptifs

des nouveaux périodiques et publications de l'OCDE.

## Et

la publication annuelle L'OCDE en chiffres, offerte à tout nouvel abonné à L'Observateur, qui vous donne un accès privilégié à une base de données unique en son genre.

Abonnez-vous dès aujourd'hui

Informations et prix :

[www.observateurocde.org](http://www.observateurocde.org)

# Sociétés créatives, économies dynamiques

## Une mondialisation culturelle ?

- **MODÉRATEUR : ALAN RIDING**, JOURNALISTE, *NEW YORK TIMES*
- **ANNE GARRIGUE**, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE, CLUB ASIA PRESSE, FRANCE
- **HAROLD HYMAN**, JOURNALISTE SPÉCIALISÉ EN RELATIONS INTERNATIONALES, RADIO CLASSIQUE, FRANCE
- **SUSAN NAPIER**, PROFESSEUR D'ÉTUDES JAPONAISES, CHAIRE MITSUBISHI, UNIVERSITÉ DU TEXAS, ÉTATS-UNIS
- **TSUTOMU SUGIURA**, DIRECTEUR, INSTITUT DE RECHERCHE MARUBENI, JAPON.



Susan Napier

Une nouvelle « mondialisation culturelle » peut-elle sauver les économies capitalistes en difficulté ? C'est apparemment l'avis des participants à cette table ronde, du moins si le cas récent du Japon peut être considéré comme une référence. **Tsutomu Sugiura** mène la discussion, décrivant le Japon

comme l'exemple idéal d'un pays qui est parvenu à relancer son économie en investissant dans des ressources créatives et en exportant sa production culturelle.

« Le pouvoir du capital ne nous suffit plus pour réussir à rivaliser dans le cadre de la mondialisation », constate

Tsutomu Sugiura. « Aujourd'hui, les ressources les plus importantes de notre société sont les idées et la créativité des travailleurs. » Selon lui, il ne s'agit pas que d'une rhétorique idéaliste. Malgré une récession longue de dix ans, les exportations des produits de la culture populaire japonaise contemporaine ont triplé, au point de devenir une force dynamique mondiale. Les produits liés à la culture sont en plein essor, explique-t-il. Même le secteur pharmaceutique a une orientation culturelle qui contribue à expliquer ses bénéfices élevés, déclare-t-il, soulignant la corrélation entre propension culturelle et rentabilité.

Bien sûr, l'une des caractéristiques les plus importantes des exportations japonaises récentes est la popularité mondiale de l'animation, non seulement des jeux vidéo, mais aussi des formes relativement nouvelles comme les *anime* et les *manga*. « Environ 50 % de la production cinématographique japonaise se présente sous forme de films d'animation et comprend un éventail d'œuvres bien plus large que celui de la culture d'animation occidentale », déclare Susan Napier,



précisant que, par ailleurs, tous ces films ne sont pas destinés aux enfants. « Les *anime* proposent quelque chose de différent du cinéma hollywoodien », explique-t-elle.

**Harold Hyman** fait remarquer que les Japonais ont déclenché un mini boom économique en surmontant ce qu'il considère comme un précédent manque de créativité (ndlr, la période de croissance industrielle japonaise d'après-guerre). Harold Hyman se pose en avocat du diable et se demande quelles propositions concrètes pourront ressortir du débat. Il souhaite savoir si ses collègues du panel seraient en faveur de la désignation d'un ministre des *mangas*, par exemple.

**Anne Garrigue** précise qu'il ne s'agit pas seulement de l'exportation de l'animation japonaise, mais bien d'une diffusion de la culture asiatique. « On s'en rend compte partout où l'on va », constate-t-elle. Elle cite notamment le caractère banal qu'ont revêtu certaines importations autrefois exotiques comme le feng shui, le yoga, l'acupuncture et les sushis. « Il y a dix ans, personne ne savait ce qu'était le shiatsu ! » Anne Garrigue fait valoir que la mondialisation a entraîné un métissage des cultures grâce auquel nous prenons ce que nous aimons et l'adaptions à nos goûts. La philosophie zen est à présent un phénomène de masse, utilisé de façon différente en Occident comme certains guides sur l'art de rester zen en rangeant vos placards.

Par moments, il règne dans le débat une certaine confusion entre culture et divertissement, tout comme entre expression et commerce. « Il nous faut une définition de la culture », décide Tsutomu Sugiura. « Est de la culture tout ce qui enrichit la vie humaine. » D'après lui, tous les pays possèdent les mêmes chances de devenir acteurs de premier plan au sein du monde culturel. « Dans le domaine de la culture, il n'y a pas de superpuissance », ajoute-t-il, expliquant que la nouvelle société du « culturalisme » va supplanter le capitalisme grâce à l'importance croissante du talent, de la capacité à gagner l'attention des autres, du savoir ou de la créativité.

Le panel s'accorde pour dire que la créativité peut devenir une force motrice



**Tsutomu Sugiura**

dans les économies et les sociétés mondiales, particulièrement dans le domaine des affaires. Toutefois, la discussion peine parfois à éclaircir la frontière entre industrie du divertissement et développement culturel au XXI<sup>e</sup> siècle. Si la popularité de la culture japonaise pourrait bien être en partie une réaction

d'opposition à la domination culturelle américaine, ou plutôt, d'après les mots d'Anne Garrigue, « un intérêt pour des cultures plus anciennes qui possèdent une profondeur historique », le modérateur **Alan Riding** remarque cependant que les *anime* et *manga* japonais pourraient être eux-mêmes perçus comme une autre forme d'impérialisme culturel, présentant les mêmes signes extérieurs de consommation de masse et d'engouement populaire. Anne Garrigue confirme que cela semble être l'opinion courante en Chine, où les *mangas* ne sont pas toujours disponibles sur le marché.

Enfin, un intervenant dans le public soulève la question du danger d'une « fracture de la créativité ». En effet, la technologie nécessaire pour l'animation et la créativité n'est pas accessible à tous, ce qui explique pourquoi la plupart de la production créative présente sur le marché provient de grandes entreprises des pays riches. Susan Napier répond que l'intérêt commun des amateurs d'*anime* et de *manga* suffirait à lui seul à rapprocher les gens et à favoriser un mélange des cultures. N'en sont pas convaincus ceux dans l'assistance qui considèrent que la mondialisation croissante de la culture aujourd'hui ne peut s'expliquer simplement par une fascination pour les exportations de divertissement japonais. ■



**Anne Garrigue**



# Déverrouiller le potentiel énergétique mondial

## Énergie : Retour vers le futur

- **MODÉRATEUR : EMMANUEL LECHYPRE**, RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT, *L'EXPANSION*, FRANCE
- **DAVID L. AARON**, DIRECTEUR, CENTRE POUR LA POLITIQUE PUBLIQUE DU MOYEN-ORIENT, RAND CORPORATION
- **PADMA DESAI**, DIRECTRICE, CENTRE DES ÉCONOMIES EN TRANSITION, UNIVERSITÉ DE COLUMBIA, ÉTATS-UNIS
- **DULAT KUANYASHEV**, AMBASSADEUR DU KAZAKHSTAN EN FRANCE
- **EIVIND REITEN**, PDG, HYDRO



**A**lors que l'on prévoit un bond de 60 % de la demande d'énergie d'ici 2030 et que l'épuisement des réserves de combustibles fossiles commence à se faire sentir sur le marché, l'industrie énergétique mondiale se prépare à affronter un avenir éprouvant. Elle n'a d'autre choix que de trouver de nouvelles

solutions d'une part, et d'améliorer la durabilité des sources d'énergie actuellement utilisées d'autre part. La concurrence pour l'obtention des ressources énergétiques s'intensifie, et les fournisseurs eux-mêmes deviennent de plus en plus exigeants. Quelles mesures concrètes peut-on prendre ?

Selon **Padma Desai**, « la demande va poursuivre sa progression dans les années à venir. » En outre, le secteur est en pleine évolution - « les compagnies pétrolières ne peuvent pas continuer à fonctionner selon les mêmes schémas qu'auparavant. » Ainsi le Venezuela est en train d'adopter une nouvelle attitude lors de la négociation de contrats pétroliers afin d'y inclure des clauses sociales et relatives à l'éducation. Les entreprises publiques indiennes et chinoises chargées des achats de pétrole « sont prêtes à s'adapter à de nouvelles stratégies de ce type », mais les compagnies pétrolières plus traditionnelles ne sont tout simplement pas habituées à conclure ce genre de contrat.

**Eivind Reiten** reconnaît qu'un nouveau mode opératoire, plus centré sur l'innovation technologique, doit voir le jour dans l'industrie du gaz et du pétrole. « Nous sommes à un tournant unique et crucial », déclare-t-il. La demande croît, les gisements se font de plus en plus difficiles à trouver et les contraintes environnementales sont toujours plus fortes. Pour illustrer son propos, Eivind Reiten mentionne le gisement de gaz



**Dulat Kuanyashev et Eivind Reiten**



naturel d'Ormen Lange, situé à 120 km au large de la côte nord de la Norvège. Le gisement est situé à environ 1 km de profondeur, dans une zone de forts courants où la température descend au-dessous de zéro. Malgré ces conditions extrêmes, Hydro espère bien parvenir à rentabiliser ce champ gazier qui, lorsqu'il sera exploité à plein régime, devrait satisfaire 20 % de la demande britannique.

« Il y a seulement dix ans, il aurait été inconcevable d'extraire du gaz dans de telles conditions », rappelle Eivind Reiten, faisant valoir que les compagnies pétrolières sont contraintes de réaliser de nouveaux investissements très lourds dans la technologie pour pouvoir approvisionner la planète à l'avenir. « Certains disent que le monde ne va pas manquer de pétrole, mais c'est plutôt de patience envers les compagnies pétrolières que le monde commence à manquer », observe-t-il, ajoutant ensuite que les prix de l'énergie et les profits des entreprises énergétiques ayant atteint des niveaux record, l'industrie n'a aucune excuse pour ne pas investir dans des nouvelles technologies de forage et d'extraction.

**Dulat Kuanyshev** présente le point de vue d'un acteur relativement récent, mais fort actif, du secteur énergétique. En 2004, les



**David L. Aaron**



**Eivind Reiten**

exportations de gaz du Kazakhstan ont dépassé la barre du million de barils par jour, et ce chiffre devrait tripler d'ici 2015. « Le Kazakhstan doit aujourd'hui relever un défi bien connu des pays qui trouvent du pétrole. » C'est en diversifiant son économie que son pays entend surmonter le fléau des pays pétroliers, qui voient la découverte et l'exploitation d'une ressource naturelle évincer les autres industries locales dont la compétitivité diminue à mesure que la devise nationale s'apprécie.

Il s'agit notamment de développer des activités en amont et en aval, afin de devenir plus qu'un simple fournisseur de matières premières. Le Kazakhstan n'ayant pas de littoral, les autorités ont cherché à élaborer de nouveaux moyens de livrer le pétrole et le gaz à leurs clients. L'oléoduc BTC, qui relie Bakou, Tbilissi et Ceyhan, fait actuellement l'objet de pourparlers. Une option supplémentaire serait de passer plus au sud, par l'Iran, fait remarquer Dulat Kuanyshev. Un autre oléoduc à destination de la Chine occidentale devrait être terminé d'ici la fin 2005.

**David L. Aaron** s'intéresse aux questions de sécurité et de stabilité qui assombrissent l'avenir du secteur énergétique. « Nous sommes très dépendants de la partie du monde qui est actuellement la plus

instable. » L'exemple du Venezuela prouve que même les sources stables peuvent souhaiter renégocier leurs contrats. Toutefois, les incertitudes ne viennent pas seulement du côté de l'offre : une forte demande de pays comme la Chine et l'Inde va aviver la concurrence sur le marché. Les États-Unis ont pratiquement « jeté aux oubliettes » leur politique d'économies d'énergie, préférant appliquer des allègements fiscaux aux 4x4 plutôt qu'aux voitures électriques.

Pour David L. Aaron, l'énergie nucléaire est essentielle pour une politique de diversification énergétique, et jouera un rôle central dans le développement d'autres technologies plus « vertes », comme les piles à combustible. « Encore faut-il convaincre les écologistes que l'énergie nucléaire peut réellement être bonne pour l'environnement. » En outre, « on a besoin d'une percée technologique en matière de traitement des déchets nucléaires, ce qui reste un problème majeur ».

En définitive, tous les pays sont logés à la même enseigne en ce qui concerne l'énergie. Cela signifie que nous devons élaborer des stratégies coordonnées et concrètes pour régler les problèmes, les déchets et la prolifération, « au lieu de se disputer les chaises longues sur le pont du Titanic », comme le souligne David A. Aaron. ■

# Économie européenne : Quel chemin vers Lisbonne ?

## Redynamiser l'Europe

- **MODÉRATEUR : PIERRE ROUSSELIN**, DIRECTEUR ADJOINT DE LA RÉDACTION EN CHARGE DE L'INTERNATIONAL, *LE FIGARO*, FRANCE
- **JEAN-PHILIPPE COTIS**, ÉCONOMISTE EN CHEF, OCDE
- **STEFAN LÖFVEN**, PRÉSIDENT ADJOINT, SYNDICAT SUÉDOIS DES MÉTALLURGISTES
- **HAMISH MCRAE**, RÉDACTEUR ADJOINT, *THE INDEPENDANT*, ROYAUME-UNI
- **JOHN MONKS**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS
- **MARIA JOAO RODRIGUES**, PRÉSIDENTE, CONSEIL POUR LES SCIENCES SOCIALES AUPRÈS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE
- **JAN-HOST SCHMIDT**, DIRECTEUR, DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES, COMMISSION EUROPÉENNE

Il y a cinq ans, à l'occasion d'une réunion du Conseil européen rassemblé à Lisbonne, l'Union européenne a mis en place un plan ambitieux visant à devenir l'économie la plus compétitive et la plus dynamique au monde d'ici 2010. Autrement dit, l'objectif, très ambitieux, était de devancer les États-Unis en tant que première « économie du savoir » dans le monde. Mais, à mi-chemin de l'échéance, l'Union européenne semble s'être perdue en route, constate le modérateur, **Pierre Rousselin**. Est-il encore possible de rattraper le temps perdu ?

**Jean-Philippe Cotis** rappelle que, dans le sillage du lancement réussi de l'euro en 1999 et de l'Agenda de Lisbonne en 2000, un sentiment de confiance régnait en Europe - sentiment à présent remplacé



par la désillusion. Cependant, il différencie clairement la situation des économies principales d'Europe continentale de celle des pays anglo-saxons et scandinaves. Selon Jean-Philippe Cotis, le faible taux d'activité en Europe, dû en grande partie aux mesures coûteuses destinées à encourager la retraite anticipée, est l'un des principaux problèmes économiques de la région.

Jean-Philippe Cotis prévient que les Européens ont aujourd'hui une marge de manœuvre politique réduite en cas de crise due aux taux d'intérêt ou au prix du pétrole, avant d'ajouter que certains gouvernements sont actuellement tentés de « jeter le bébé avec l'eau du bain », en référence à l'hostilité croissante envers l'intégration européenne et la mondialisation. Il propose un « nouveau code de conduite » pour l'Europe, fondé sur deux principes majeurs. D'une part, l'Europe doit éviter les ambitions grandioses car elles créent des attentes irréalistes et, en définitive, des déceptions. D'autre part, les gouvernements doivent assumer la responsabilité politique du processus de réforme ébauché à Lisbonne et cesser de se cacher derrière Bruxelles. Il est également important de réaffirmer le principe de libéralisation des services

et de mettre davantage l'accent sur les mesures visant à stimuler la demande.

**Stefan Löfven** reconnaît que l'Europe a besoin d'une croissance plus élevée, mais ajoute que la croissance ne doit pas être une fin en soi. Les objectifs de Lisbonne sont toujours valides, mais ils ne pourront être atteints que si nous admettons l'interdépendance de la croissance et de la cohésion sociale. Il souligne les changements rapides que subit actuellement l'économie mondiale ainsi que la nécessité pour l'Europe de se repositionner et de moderniser ses activités économiques. Les États doivent garantir les



**Hamish McRae**



**John Monks et Maria João Rodrigues**

droits du travail fondamentaux et s'assurer que les bénéfices obtenus par la croissance future soient répartis de façon équitable. Il soutient le droit des actifs à travailler moins, à condition de renoncer à des augmentations de salaires.

**Hamish McRae** est optimiste à l'égard de l'Europe, mais plus pessimiste au sujet du processus de Lisbonne. Selon lui, l'ensemble du processus a été trop directif. Il a été marqué par trop de rhétorique officielle en ce qui concerne l'investissement de la R&D, ainsi que le capital humain. En même temps, il n'existe pas suffisamment d'initiatives pour réduire les obstacles à l'entrepreneuriat ou à explorer la possibilité de nouveaux régimes fiscaux.

Selon Hamish McRae, l'Europe se trouve face à deux options. Elle peut ignorer l'Agenda de Lisbonne, rediriger ses politiques vers des objectifs plus concrets, et « dire aux gens de se détendre et de dépenser plus ». L'Union européenne peut tenter de devenir une organisation dynamique qui donne des moyens à ses États membres, en particulier dans les domaines essentiels de la technologie et dans l'enseignement supérieur. Non sans intention provocatrice, Hamish McRae suggère ensuite que l'Union européenne abandonne ses efforts de promouvoir l'harmonisation interuniversitaire et encourage plutôt la concurrence. Si l'Union européenne espère résoudre ses problèmes d'enseignement, elle doit commencer par les comprendre. Pour cela, elle doit identifier les raisons pour lesquelles tant d'Européens diplômés s'expatrient dans les pays anglo-saxons, où ils participent de façon déterminante au

dynamisme et au succès de l'économie locale.

**John Monks** prévient qu'outre les syndicats, les citoyens et la démocratie elle-même s'opposent à une libéralisation économique sans entrave. Il admet que la croissance est trop lente mais fait valoir que les réformes doivent prendre « la voie de la réussite » et promouvoir en priorité l'innovation, la créativité, et surtout l'investissement. Il préconise de meilleurs services pour l'emploi, de bonnes prestations sociales et des mesures pour contrer les tendances démographiques négatives en Europe. La faible capacité contra cyclique du Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne met en évidence son caractère « obsolète ».

John Monks souligne donc l'importance de mesures qui permettraient de relancer la confiance et la demande, avec « peut-être légèrement plus d'inflation ». La retraite anticipée des travailleurs trouve son origine dans la culture du travail des années 70, ainsi que dans la volonté des patrons de remplacer les employés âgés, mais il est temps d'évoluer.

**Maria Joao Rodrigues** défend vigoureusement l'Agenda de Lisbonne, tout en reconnaissant l'apparition de certains goulets d'étranglement. Selon elle, il s'agit principalement de problèmes d'échelle nationale qui seront bientôt résolus. Au mois d'octobre, les parlements nationaux commenceront à débattre des programmes intérieurs à appliquer et, il faut l'espérer, donneront un nouveau souffle à la stratégie de Lisbonne. Dans un deuxième temps, Maria Joao Rodrigues préconise la mise en place au niveau national de « partenariats pour le changement ». L'accent doit être mis sur la promotion de l'innovation, l'apprentissage tout au long de la vie et l'accroissement du taux d'emploi.

**Jan-Host Schmidt** soutient pour sa part que l'heure n'est pas au désespoir, mais laisse entrevoir un avenir plutôt sombre si l'Europe ne parvient pas à résoudre ses problèmes de croissance et d'emploi. « Sans réformes, nous ne pourrions pas conserver notre État-providence » - cela implique une augmentation du nombre d'actifs et un allongement de la vie professionnelle. Les pays nordiques ont accepté cette réalité.

Jan-Host Schmidt remarque également que le manque d'« appropriation » est une faiblesse de l'Agenda de Lisbonne, mais le problème devrait selon lui être abordé dans les programmes de réforme nationaux.

Enfin, **Mario Baldassarri**, le ministre italien adjoint de l'Économie et des Finances qui se trouve parmi l'assistance, estime que la session aurait dû s'intituler : « Économie européenne : Pas de chemin vers Lisbonne ». Il déclare que tout le monde est d'accord sur le besoin d'innovation, de haute technologie et de réformes structurelles mais souligne que nous ne devrions pas avoir à entreprendre ces réformes au moyen de politiques macroéconomiques inadaptées.

Quelques questions du public tentent d'amener le débat sur le manque de progrès constaté dans le processus de libéralisation des économies européennes. Ann Mettler, du Conseil de Lisbonne, parle d'un schisme entre pouvoirs publics et entrepreneurs. L'Union européenne n'a pas de réels alliés pour le changement ; ses représentants discutent des réformes avec des sociétés et des acteurs qui défendent leurs propres intérêts. « Comment peut-il y avoir progrès si personne ne souhaite le changement ? Il ne faut pas s'étonner que plus de 400 000 diplômés européens de sciences et de technologie travaillent actuellement aux États-Unis. » ■



**Jan-Host Schmidt**

# Financer le développement

## Au-delà de l'aide

- **MODÉRATEUR : RICHARD MANNING**, PRÉSIDENT, COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE
- **AHMAD MOHAMED ALI**, PRÉSIDENT, BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT
- **JAGDISH BHAGWATI**, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE, UNIVERSITÉ DE COLUMBIA, ÉTATS-UNIS
- **RUTH JACOBY**, DIRECTRICE GÉNÉRALE POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, SUÈDE
- **MASAHIRO KAWAI**, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE, INSTITUT DE SCIENCES SOCIALES, UNIVERSITÉ DE TOKYO, JAPON
- **GUNVOR KRONMAN**, PRÉSIDENTE, COMITÉ DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT, FINLANDE

« C'est le printemps dans le domaine de l'aide », lance **Jagdish Bhagwati**, apportant ainsi l'unique note d'optimisme enjoué de



**Ahmad Mohamed Ali**

toute la session. Malgré l'augmentation de l'aide internationale et l'intensification des efforts déployés au niveau mondial pour accorder davantage d'attention aux besoins des pays en développement, le nombre de personnes devant survivre avec moins d'un dollar par jour continue de progresser. À l'approche de la date butoir pour la

réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), cette tendance est loin d'être encourageante. Les politiques de développement font une large place à l'aide, mais leur efficacité reste à prouver. Manifestement, de nouvelles méthodes de financement du développement sont indispensables, de même qu'une intensification des échanges, un renforcement des institutions et un effort accru de la part des pays riches en matière d'investissement dans le développement.

**Gunvor Kronman** fait observer que seul 70 % des engagements d'aide se concrétise. Elle ajoute que même si l'aide publique au développement (APD) a atteint un niveau record l'année dernière avec environ USD 80 milliards, USD 50 milliards supplémentaires seront nécessaires chaque année afin d'assurer la réalisation des OMD à l'échéance de 2015.

« Vivre à l'abri du besoin, vivre à l'abri de la peur, vivre dans la dignité »\*. Rappelant ces trois impératifs des Nations unies qui constituent les pierres angulaires du développement mondial, **Ruth Jacoby**



**Ruth Jacoby et Masahiro Kawai**

\* Voir ONU (2005), *Dans une liberté plus grande : Développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous*, Rapport du Secrétaire général, disponible sur [www.un.org](http://www.un.org)



Jagdish Bhagwati

souligne que le sommet des Nations unies de septembre, au cours duquel seront examinés les progrès accomplis vers les OMD, approche à grands pas. Elle note que le développement relève de la responsabilité commune des pays développés et en développement, et observe que le Consensus de Monterrey de mars 2002 préconisait une libéralisation des échanges, un accroissement des investissements étrangers, l'allègement de la dette et la mise en place des bases d'une gouvernance efficace comme autant de conditions indispensables à la concrétisation des OMD.

Gunvor Kronman affirme la nécessité d'un allègement de la dette plus rapide et plus important, soulignant qu'actuellement, la majorité de l'aide est consacrée aux dettes existantes. D'après elle, « l'annulation totale de la dette des pays pauvres est aujourd'hui possible sur le plan politique, et nécessaire sur le plan économique. En plus, elle témoignerait d'un comportement responsable sur le plan social ».

Gunvor Kronman ajoute que si l'on espère se rapprocher des OMD d'ici 2015, de nouvelles initiatives s'imposent, et indique trois sources de financement envisageables :

- i) le mécanisme international de financement proposé par le Royaume-Uni ;
- ii) les différentes taxes internationales, y compris la très controversée taxe Tobin sur les mouvements internationaux de capitaux spéculatifs ;
- iii) et enfin des obligations mondiales à lots faisant fonction de bons d'épargne haut rendement dont le produit pourrait être versé sur un fonds mondial lié aux OMD.

**Ahmad Mohamed Ali** convient qu'il y a peu de chances que l'Afrique parvienne à atteindre les OMD d'ici à peine dix ans. Il reconnaît que, si des progrès ont été réalisés dans certains domaines, l'un des plus essentiels d'entre eux, la santé, n'en fait pas partie. Il suggère donc « d'investir dans la mise au point de vaccins, autre moyen à ses yeux d'assurer la réalisation d'une partie des objectifs de développement ». Cette approche aiderait aussi les pays qui reçoivent des apports d'aide excédant leur capacité d'absorption.

Ahmad Mohamed Ali mentionne ensuite certaines des initiatives mises en œuvre par la Banque islamique de développement pour soutenir les efforts de ses pays membres à atteindre les OMD (23 des 55 membres de la Banque appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés). L'un des dénominateurs communs est la nécessité d'une plus grande implication collective. En effet, constate-t-il, l'éradication de la pauvreté passe par une entière participation et une parfaite coordination de la communauté internationale.

**Masahiro Kawai** est lui aussi convaincu qu'une meilleure coordination entre les donateurs est indispensable. Un nombre excessif de petits donateurs soulève des difficultés considérables pour les pays bénéficiaires, particulièrement en termes de

coût de traitement et de gestion des projets. Une action collective permettrait d'économiser beaucoup de temps et d'énergie, et réduirait sensiblement les répétitions inutiles. Masahiro Kawai fait observer que des enseignements pourraient être tirés des progrès récemment observés dans la région du Mékong, qui s'est ouverte au commerce et à l'investissement, notamment avec ses voisins, a « musclé » ses infrastructures et a pris en main son propre développement.

De nombreux intervenants voient dans le renforcement des capacités, grâce à la formation en particulier, un moyen de déverrouiller le potentiel local et de faire en sorte que les pays en développement partagent la responsabilité d'une utilisation efficace de l'aide. Ahmad Mohamed Ali fait toutefois observer qu'il ne s'agit pas d'un remède miracle, d'autant que l'exode des cerveaux est un problème courant dans ces pays.

Parmi les messages qui sont ressortis de cette session, on peut citer la nécessité d'éviter de lier l'aide à des contrats dans le pays donateur ou au recours à des fournisseurs de ce pays, celle de rehausser la cohérence des politiques au niveau national et international, et celle d'améliorer la coordination au sein de la communauté internationale et entre les donateurs. ■





# Les sources d'énergie dans le monde

## L'énergie nucléaire : une option sérieuse ?

- **MODÉRATEUR : JEREMY WEBB**,  
RÉDACTEUR EN CHEF, *NEW SCIENTIST*,  
ROYAUME-UNI
- **PIERRE GADONNEIX**, PDG, EDF
- **DONALD J. JOHNSTON**,  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OCDE
- **ANNE LAUVERGEON**, PRÉSIDENTE  
DU DIRECTOIRE, AREVA
- **BRUNO REBELLE**, DIRECTEUR DES  
PROGRAMMES INTERNATIONAUX,  
GREENPEACE INTERNATIONAL
- **SIR CRISPIN TICKELL**, PRÉSIDENT  
HONORAIRE, UNIVERSITÉ DE KENT,  
ROYAUME-UNI



**S**ir Crispin Tickell donne le ton du débat sur ce sujet vital en déclarant « nous avons un grave problème d'énergie ». « Je me félicite de la montée des prix du pétrole et du gaz naturel, car elle décourage la consommation des combustibles fossiles. Toutefois, l'augmentation de la population mondiale nous oblige plus que jamais à trouver des solutions de remplacement aux énergies fossiles. » Il laisse entendre que l'énergie nucléaire plane, telle une ombre sur les débats du Forum 2005 de l'OCDE, « Les moteurs de l'avenir ».

Néanmoins, l'échange très animé qui s'ensuit place l'énergie nucléaire au centre du débat : les intervenants exposent les avantages et les inconvénients, et surtout, ils tentent de définir clairement le rôle du nucléaire dans le paysage énergétique mondial. Tous les points de vue, ceux des compagnies d'électricité nucléaire jusqu'à celui de Greenpeace, sont représentés. Les intervenants s'accordent cependant à reconnaître qu'il est indispensable de trouver et d'exploiter des énergies de remplacement, notamment renouvelables.

Sir Crispin Tickell résume brièvement les principaux arguments pour et contre

l'énergie nucléaire. Les avantages du nucléaire sont l'absence d'émissions de gaz carbonique, une gestion plus sûre, et l'introduction de nouvelles technologies. Mais ce sont sans doute les arguments à l'encontre du nucléaire que l'on entend le plus souvent, notamment le problème des déchets radioactifs et le démantèlement des centrales en fin de vie, mais aussi les questions de sûreté, de prolifération et d'approvisionnement en uranium. En outre, il est difficile de justifier le prix du financement de projets nucléaires par rapport à d'autres projets, d'autant que l'opinion publique est souvent défavorable à cette source d'énergie.

Pour Sir Crispin Tickell, ce qui manque principalement c'est une évaluation réaliste du coût des énergies. Il plaide en faveur d'un tel exercice, afin d'établir exactement le coût des différentes sources.

Selon **Pierre Gadonneix**, le développement de nouvelles technologies est essentiel, d'autant qu'avec la hausse des prix des sources d'énergie dont les réserves s'épuisent, les autres énergies deviennent plus intéressantes. L'électricité est particulièrement intéressante, car elle offre aux producteurs différentes possibilités. On

peut la produire avec l'énergie solaire, hydraulique ou éolienne, entre autres. Quant à l'énergie nucléaire, ses prix peuvent concurrencer ceux des combustibles fossiles. Il n'y a finalement qu'une solution : « notre première ressource devrait être notre capacité d'innover ».



**Pierre Gadonneix**





Sir Crispin Tickell

**Bruno Rebelle** n'est pas aussi convaincu, estimant que même s'il n'y a pas beaucoup de déchets nucléaires, c'est déjà trop. D'après lui, le nucléaire ne permet de réduire que marginalement les émissions de gaz carbonique, et c'est une forme d'énergie très coûteuse. Par ailleurs, les réserves en uranium s'épuiseront d'ici 70 ans. Il plaide en faveur d'amples investissements dans les ressources renouvelables, au lieu de continuer d'investir dans les combustibles fossiles ou le nucléaire.

« Il faut considérer les faits honnêtement », déclare **Anne Lauvergeon**. Selon elle, étant donné la croissance démographique, le changement climatique et la croissance des pays en développement, le nucléaire a un véritable rôle à jouer dans le paysage énergétique mondial ; et l'exclure n'est certainement pas la solution. Elle ajoute que la décision récente de construire un nouveau réacteur en Europe montre qu'il y a des arguments économiques en faveur du nucléaire. De plus, l'uranium sera encore disponible pour bien plus de 70 ans, si son prix est suffisamment élevé pour justifier l'extraction. D'ici là, de nouvelles sources d'énergie, conventionnelles ou non, seront disponibles.

Anne Lauvergeon convient que les déchets radioactifs sont perçus comme un vrai problème pour le public, mais « de réels progrès ont été réalisés en la matière ». Cette année, la France doit ouvrir un grand

débat sur le sujet. « Il est vrai que dans l'hexagone, les déchets se sont accumulés, mais il y en a peu », précise-t-elle. Elle évoque le cas de la Finlande, où les différentes parties prenantes ont choisi ensemble une formation de granit stable et dense, où les déchets seront stockés puis surveillés. Anne Lauvergeon préconise également le développement de moyens de transport moins polluants, de l'énergie électrique, des voitures hybrides, des piles à combustible, du charbon propre etc. ; ainsi qu'une modélisation planétaire et factuelle, afin de trouver le parfait équilibre entre les énergies du monde.

**Donald J. Johnston**, qui a grandi à l'époque du programme « Atomes pour la paix », craint que la quantité de particules de dioxyde de carbone dans l'air ne franchisse bientôt un seuil critique. Cela conduirait à un changement inéluctable des conditions environnementales. Notre seul espoir est de ralentir ce processus, et l'énergie nucléaire a un véritable rôle à jouer comme solution intermédiaire. C'est aussi « une technologie qui a fait ses preuves » et il est grand temps de calmer les craintes de l'opinion publique à son égard.

« Quel genre de cadre réglementaire pouvons-nous établir pour contrôler la prolifération, tout en faisant fonctionner les centrales nucléaires correctement et en toute sécurité ? », s'interroge Donald J. Johnston. À l'instar de

Sir Crispin Tickell, il pense que le changement climatique est l'un des plus grands défis du moment. Au sujet de ce qu'il appelle « les solutions minimalistes » proposées par le traité de Kyoto pour ralentir les émissions de dioxyde de carbone, il demande à Sir Crispin Tickell s'il est trop tard pour agir. Celui-ci répond qu'il convient de situer le problème dans sa juste perspective et propose, en plaisantant, de décerner le super prix à celui qui trouvera la solution au problème des déchets radioactifs. « Il nous faut parier sur la technologie », conclut-il.

Si la majorité des intervenants admettent que le paysage énergétique mondial dépend de la conjoncture, Bruno Rebelle insiste sur le fait que la non-prolifération est un enjeu primordial nécessitant l'adoption, par les pays désireux d'exploiter les centrales nucléaires, de règles strictes et de consignes de sûreté.

En conclusion, le modérateur du débat, **Jeremy Webb**, rappelle que si l'énergie nucléaire est importante, tous les intervenants, pour ou contre le nucléaire, ont admis qu'elle n'est pas la seule solution. Il faut en effet organiser des tests rationnels et un débat démocratique pour associer le public et le convaincre : « c'est l'unique manière d'obtenir une large adhésion à l'énergie nucléaire ». D'ici là, Jeremy Webb recommande de mettre tout en œuvre pour trouver des solutions de remplacement. ■



Anne Lauvergeon

# Forger l'opinion publique sur la mondialisation et le développement

## Le rôle des médias

- **MODÉRATEUR : OLIVIER CHADUTEAU**, ASSOCIÉ-GÉRANT, DAY ONE, FRANCE
- **THIERRY GUERRIER**, DIRECTEUR ADJOINT, FRANCE INFO
- **JAN LUND**, RÉDACTEUR EN CHARGE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, MORGENAVISEN JYLLANDS-POSTEN, DANEMARK
- **IBRAHIM SEAGA SHAW**, CORRESPONDANT EN FRANCE, AFRICA WEEK MAGAZINE, ROYAUME-UNI



**Ibrahim Seaga Shaw**

Dans un univers de plus en plus mondialisé où il est possible d'avoir un accès immédiat à d'innombrables sources d'information, comment peut-on définir les objectifs et les responsabilités des différents médias ? **Olivier Chaduteau** demande aux trois membres du panel s'ils ont l'impression que les médias traversent une crise grave.

« Je ne vois pas de crise », répond **Jan Lund**, qui préfère considérer la multiplication des supports médiatiques et l'importance grandissante d'Internet comme de nouveaux défis. « Le défi majeur est celui de la crédibilité : les gens ne vous écouteront que si vous leur dites la vérité. Et si ce n'est pas le cas, ils la trouveront ailleurs grâce à un simple clic de souris. » Jan Lund attribue la chute du rideau de fer à la télévision, expliquant que les médias du bloc soviétique n'étaient plus en mesure de dissimuler ou de manipuler la vérité dès lors que la population avait accès à la télévision occidentale. « Il n'était plus possible de lui mentir. »

« Globalement, je suis plutôt optimiste », déclare **Thierry Guerrier**, qui préfère

parler de « mutation » plutôt que de « crise » pour décrire la situation actuelle des médias. Il qualifie les auditeurs et spectateurs d'aujourd'hui de sceptiques exigeants : « Lorsque la demande de couverture d'événements comme les crises terroristes n'est pas prise en charge par les médias, ils deviennent sceptiques, et vont voir ailleurs », constate-t-il.

**Ibrahim Seaga Shaw**, qui estime que les médias n'en font pas assez, se range aux côtés de ce public exigeant. « La mondialisation a rendu service aux médias, mais ceux-ci ne travaillent pas assez dur pour fournir des explications », déclare-t-il. « La part faite à l'interprétation de l'information ne cesse de diminuer. » Il cite l'absence de référence au contexte politique lorsque les médias traitent de la pauvreté en Afrique : « Personne n'évoque l'absence de libre échange entre l'Afrique et l'Europe. »

Cette réflexion oriente le débat sur le rôle éducatif des médias. Jan Lund ne considère pas qu'il soit possible pour les médias d'aujourd'hui d'éduquer leur public.

« Dans ce nouveau monde, nous communiquons plus que jamais, mais nous avons perdu le monopole de l'information », observe-t-il. Puis il insiste : « Nous devons nous concentrer sur l'information, pas sur l'éducation. Vous ne pouvez pas forcer le lecteur à rester parce qu'il peut très bien partir. »

Jan Lund approuve la question d'Olivier Chaduteau, qui est de savoir si les lecteurs peuvent, grâce à toutes les ressources médiatiques disponibles dans le monde, s'éduquer eux-mêmes. « Effectivement, ils trouvent ce dont ils ont besoin ou ce qu'ils veulent savoir. Nous ne pouvons pas le leur faire rentrer de force dans le crâne, c'est pourquoi nous publions des articles courts, et aussi des articles de fond. Mais aujourd'hui, il est plus difficile de forger l'opinion publique. »

Ce point de vue est contesté par un membre de l'assistance. « Les médias ont le devoir de poser des questions et de définir des problèmes », et même s'ils ne sont pas des instituts de formation, leur présentation des problèmes joue un rôle « fondamental ».



Jan Lund

« Certes », rétorque Jan Lund, « toutefois, si l'on se situe dans une perspective européenne, il faut reconnaître que nous n'avons plus de monopole - il n'existe plus de journaux ou chaînes de télévision d'État. Les gens veulent « de l'information prête à l'emploi », résume-t-il avec un sens aigu de la formule commerciale.

Thierry Guerrier adopte une position moins tranchée en expliquant que les gens de radio s'efforcent de donner plus

d'information de fond à leurs auditeurs. Il décrit sa station de radio comme un « agent de prise de décision ». « Nous savons que la concurrence s'est internationalisée avec Internet, pour le meilleur ou pour le pire, et l'on observe donc un réel besoin de dynamisme et de vitalité ainsi qu'une multiplication des sources d'information. » Thierry Guerrier précise que France Info envoie régulièrement ses propres journalistes dans des pays comme le Brésil ou le Togo afin de couvrir des événements directement, ce que ne font pas toutes les stations radio.

Olivier Chaduteau embraye sur le thème du reportage indépendant, ou plutôt son absence. « Les médias ont tendance à traiter simultanément les mêmes sujets, sans analyse », fait-il remarquer en citant l'exemple des articles stéréotypés sur l'Afrique, qui ont tendance à insister sur les aspects négatifs, comme le sida et les conflits.

Ibrahim Seaga Shaw conteste les points de vue des autres membres du panel : il ne suffit pas de répondre aux questions « où ?, quand ?, que s'est-il passé ? », les journalistes doivent aussi expliquer « pourquoi ». « Il ne suffit pas de montrer des images qui vont inciter les gens à envoyer de l'argent », insiste-t-il, « il faut

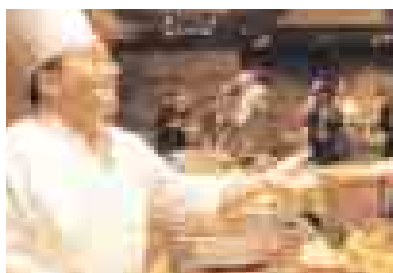


Thierry Guerrier

éduquer les lecteurs et situer les informations dans un minimum de contexte ».

Thierry Guerrier résume la discussion en déclarant que si les médias ont certes du travail devant eux, il est nécessaire de mettre les événements en perspective. « Les sentiments et les émotions jouent un rôle essentiel dans la manière dont nous présentons les informations et rendons compte des événements », conclut-il. ■

## Entre deux sessions ...



# Responsabilité sociale des entreprises

## En bonne compagnie

- **MODÉRATEUR : ALISON MAITLAND**, JOURNALISTE, *FINANCIAL TIMES*
- **GIOVANNI DAVERIO**, DIRECTEUR GÉNÉRAL, FAMILLE, POLITIQUES SOCIALES ET RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES, MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES POLITIQUES SOCIALES, ITALIE
- **YVES-THIBAUT DE SILGUY**, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL, SUEZ
- **PATRICIA FEENEY**, DIRECTRICE EXÉCUTIVE, RIGHTS AND ACCOUNTABILITY IN DEVELOPMENT, ROYAUME-UNI
- **THOMAS ÖSTROS**, MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, SUÈDE
- **FRITZ VERZETNITSCH**, PRÉSIDENT, ÖGB – FÉDÉRATION DES SYNDICATS AUTRICHIENS



**Thomas Östros**

Les pratiques des entreprises s'améliorent, mais il reste encore beaucoup à faire. Tel a été le principal message de ce débat très animé. Pour être plus compétitives, certaines entreprises multinationales ont esquivé les

normes sociales, environnementales et éthiques, notamment dans les pays en développement. Mais aujourd'hui, les principes de développement durable et de responsabilité sociale des entreprises (RSE) s'imposent progressivement, du moins en

théorie. Grâce aux outils de communication et à la pression des pairs, ces principes - illustrés notamment par les lignes directrices adoptées par des organisations comme l'OCDE - sont en passe de devenir des normes sociales.



**Yves-Thibault de Silguy**

Cette approche est-elle suffisamment rigoureuse ? **Thomas Östros** estime qu'essayer, par exemple, d'incorporer la RSE au droit international serait au mieux un processus laborieux, et pourrait ouvrir la voie au protectionnisme. Il vaut mieux privilégier des moyens non juridiques. Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales vont au-delà du discours : ils ont été conçus pour servir de point de repère commun dans la recherche d'un consensus entre les employeurs, les salariés, la société civile et les gouvernements. Ils constituent, parmi les outils contribuant à développer une culture de la RSE, une référence pouvant être invoquée dans le monde entier.

Défenseur autoproclamé du libre-échange, Thomas Östros considère que les Principes directeurs de l'OCDE doivent être consolidés, par exemple pour assurer plus

de solidarité envers les pays en développement. Il admet que si la réglementation en matière de salaires et de travail varie à travers le monde, certaines normes - telles que le droit des salariés de s'organiser en syndicat et l'interdiction des pires formes de travail des enfants - sont universelles et ne peuvent être bafouées. « Les normes fondamentales du travail de l'OIT sont de bonnes références », déclare-t-il, « mais il faut adapter règlements et salaires aux usages locaux ». Sur le plan national, la RSE implique que « des mesures sont prises pour que les personnes se sentent en sécurité lors d'une restructuration économique ».

**Yves-Thibault de Silguy** indique que la réputation de sa société se base sur la perception du public quant à sa façon de gérer le développement durable et la responsabilité sociale. « Les préoccupations économiques, environnementales, sociales et éthiques sont indissociables de la culture d'entreprise d'aujourd'hui », affirme-t-il, avant d'ajouter que « si la RSE est une nécessité universelle, les solutions doivent être trouvées localement ». Il souligne aussi que des partenariats public-privé sont requis pour faire avancer les choses, citant l'exemple des projets de SUEZ en France.

Yves-Thibault de Silguy explique ensuite quelle est la meilleure façon pour une



**Alison Maitland**



**Giovanni Daverio**

entreprise moderne d'aborder la question de la RSE : « Aujourd'hui, il faut abandonner toute réaction défensive face à la RSE. Pour répondre aux défis posés par le développement durable, il faut réfléchir en termes de possibilités et non en termes de contraintes. »

**Giovanni Daverio** partage cette opinion. Il signale que son pays a pris des mesures pour résoudre les problèmes de responsabilité sociale des petites et moyennes entreprises (PME). Afin d'éviter une augmentation des dépenses publiques, le plan italien préconise l'autoévaluation et encourage les PME à prendre des mesures sans incidence sur les coûts, diffusées par le biais des chambres de commerce locales. Dans ce contexte, Giovanni Daverio souhaite que soient élaborés des « indicateurs permettant d'évaluer la performance des entreprises. » Son ministère a travaillé sur la question des indicateurs de RSE avec l'Université de Milan. « Les entreprises doivent pouvoir se féliciter de ce qu'elles ont accompli en matière de responsabilité sociale », déclare-t-il.

Mais la RSE sort du cadre strictement national, comme **Fritz Verzetnitsch** le rappelle aux participants. L'un des moyens de progresser dans ce domaine est de promouvoir, dans le monde entier, des normes du travail identiques. « Il faut

œuvrer à un plus grand respect des Principes directeurs de l'OCDE, la pression des pairs ne suffit pas », déclare-t-il. « Les gouvernements devraient faire du respect de ces principes une condition de l'octroi de crédits à l'exportation. Il faudrait aussi s'attaquer au problème à l'échelle internationale, en intervenant dans les différents maillons de la chaîne logistique. »

Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ont précisément été pensés dans cette optique internationale. **Patricia Feeney** les replace au cœur du débat. Elle considère que ces Principes sont des points de repère utiles car : ils sont très généraux ; ils engagent des pays qui représentent 70 % des investissements directs à l'étranger ; les gouvernements les appuient ; ils prévoient des systèmes de plainte ; ils permettent de définir des limites.

Mais l'absence de dispositions en matière de droits de l'homme est une faille, surtout pour les directives sur les investissements dans les zones de conflit. D'une manière générale, les points de contact nationaux sur les Principes directeurs de l'OCDE contribuent à de nets progrès en facilitant l'évolution des pratiques des entreprises. Mais il faudrait développer davantage ce processus, afin d'aider les nombreux avocats d'entreprise qui s'emploient actuellement à trouver une issue dans ce type d'affaires. ■



**Patricia Feeney**

# Développement et technologie de l'information

## Le monde de l'information

- **MODÉRATEUR : TOR TOLSTRUP**, ÉDITORIALISTE, *MORGENAVISEN JYLLANDS-POSTEN*, DANEMARK
- **JEAN-PHILIPPE COURTOIS**, PDG, MICROSOFT EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
- **WILLIAM J. DRAKE**, PRÉSIDENT, COMPUTER PROFESSIONALS FOR SOCIAL RESPONSIBILITY
- **MODY GUIRO**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CONFÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DU SÉNÉGAL (CNTS)
- **MALEDH MARRAKCHI**, DIRECTEUR GÉNÉRAL, MINISTÈRE DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION, TUNISIE
- **L. MARTIN VAN DER MANDELE**, PRÉSIDENT, RAND EUROPE

**V**ous souvenez-vous de la fracture numérique ? Depuis que la bulle Internet a éclaté et que les experts s'intéressent davantage aux problèmes de commerce, d'énergie et de changement climatique, le débat public sur l'écart technologique entre riches et pauvres a été



laissé de côté. Mais selon les intervenants, la fracture n'a pas disparu.

Les technologies de l'information (TI) peuvent éliminer les contraintes de distance et d'isolement et faire instantanément circuler le savoir, les informations, les images et les sons à travers le monde. Néanmoins, nombreux sont ceux qui, dans les pays en développement et ailleurs, continuent de craindre que la révolution des TI ne creuse l'immense fossé qui sépare déjà les riches des pauvres.

Comment les TI peuvent-elles être un moteur pour le développement plutôt qu'un facteur d'aggravation des inégalités ?

Que peuvent faire les entreprises pour stimuler le déploiement des TI dans les pays en développement ? Quel rôle devraient jouer les gouvernements et les organisations intergouvernementales dans ce secteur complexe et très évolutif ? **Tor Tolstrup** demande s'il est juste et réaliste de penser que les TI vont servir d'outil de développement, ou si elles mettront plus en évidence la fracture qui s'est créée entre les pays développés et en développement.

Selon **L. Martin van der Mandele**, les TI sont déjà une source de progrès considérables dans les pays en développement et émergents. Il évoque l'utilisation de la téléphonie mobile de dernière génération, notamment pour assurer des accès à haut débit à Internet sans installation de ligne fixe. « Quatre grandes multinationales sont en train d'investir dans ce secteur en Afrique, et une société est en train d'investir à elle seule USD 750 millions. Il y a donc des fonds », insiste-t-il. « La fracture numérique n'existe pas. Si fracture il y a, elle est générationnelle. »

S'agissant de la contribution des entreprises, **Jean-Philippe Courtois** insiste sur l'importance d'avoir une démarche à long terme. Par exemple, l'approche de Microsoft consiste à privilégier les



**Maledh Marrakchi et L. Martin van der Mandele**





Tor Tolstrup et Jean-Philippe Courtois

partenariats pour fournir des solutions innovantes, favoriser le développement économique et les initiatives public/privé, renforcer des capacités locales et générer confiance et prévisibilité. Ainsi, Microsoft a produit un système mobile d'enregistrement des réfugiés pendant la crise du Kosovo, a aidé, dans les pays les moins avancés, les fournisseurs locaux à promouvoir leurs solutions clé en main et a mis en place une plateforme de formation pour les entreprises de TI du Moyen-Orient.

Jean-Philippe Courtois recommande aux entreprises souhaitant participer à la réduction du fossé numérique de suivre quelques règles de base. Il rappelle que Microsoft a progressivement appris « à respecter cinq principes clés » : trouver des solutions aux problèmes réels ; privilégier la croissance ; rendre possible les réformes gouvernementales grâce aux partenariats public/privé ; créer des capacités à long terme grâce à une éducation et des formations aux TI ; enfin, toujours agir avec cohérence et persévérance, de manière à susciter confiance et prévisibilité.

En revanche, selon **Mody Guiro**, la révolution de l'information et des communications exacerbe les inégalités préexistantes. « Comment pouvez-vous songer à développer les TI dans des pays où la moitié de la population est illettrée ? » demande-t-il. En rendant possibles les stratégies de sous-traitance, il a le sentiment que les nouvelles technologies encouragent les entreprises à se comporter comme les capitalistes du XIX<sup>e</sup> siècle, mais cette fois en exploitant la matière grise des travailleurs

plutôt que leurs muscles. Dans le même temps, on fait de la culture et de l'éducation des produits commercialisables à l'échelle mondiale.

Mody Guiro admet toutefois que l'on ne peut pas revenir sur ces développements : « il faut nouer un dialogue sur la façon de gérer cette révolution et de mettre en place les infrastructures adéquates pour combattre l'exclusion. »

Et Tor Tolstrup d'ajouter que si les TI peuvent creuser la fracture entre riches et pauvres, elles ont aussi un rôle primordial à jouer en termes de croissance et de développement.

Pour illustrer l'ampleur de la fracture numérique, **Maledh Marrakchi** communique quelques chiffres : 96 % des serveurs Internet sont implantés dans les pays industrialisés, qui ne représentent que 16 % de la population mondiale. Dans certains pays développés, un citoyen sur deux est connecté à Internet, alors qu'en Afrique, la proportion n'est que d'un citoyen sur 250. D'après lui, les pays industrialisés et les entreprises multinationales pourraient et devraient jouer un rôle décisif pour faire en sorte que le monde en développement bénéficie des TI. Tout le monde en tirerait parti.

Concernant le rôle global des gouvernements et des organisations intergouvernementales, **L. Martin van der Mandele** pense que leur contribution la plus positive serait de développer les compétences, de favoriser l'entreprenariat et de limiter leurs

interventions réglementaires à quelques nécessités telles que la protection des droits de propriété intellectuelle, la protection de la vie privée et la lutte contre les utilisations abusives d'Internet.

**William J. Drake** souligne alors l'importance de la gouvernance d'Internet et des TI pour les pays en développement. « En lisant certains articles de presse, on a l'impression que l'ONU essaie de contrôler l'Internet, mais ce n'est pas le cas. » Dans beaucoup de pays en développement, les gouvernements sont inquiets car ils ont le sentiment de ne pas suffisamment participer aux discussions sur la gouvernance d'Internet, et ont l'impression que les décisions sont prises par les pays industrialisés et le secteur privé, sans que l'on tienne compte de leurs intérêts.

« La fracture Nord/Sud, en matière de gouvernance d'Internet, a conduit le débat à une impasse qui a failli compromettre la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) », poursuit William Drake. Un groupe de travail a été mis en place pour résoudre cette impasse, et il est maintenant probable qu'un nouveau forum sera organisé pour aborder plus largement cette question. Des propositions seront avancées pour remplacer la société américaine ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) par un nouvel organe dans lequel les gouvernements seront mieux représentés. « De longs pourparlers sont encore à venir. » ■



Mody Guiro

# Changement climatique et énergie

## Pas d'arme absolue

- **MODÉRATEUR : SPENCER REISS**, RÉDACTEUR, *WIRED MAGAZINE*, ÉTATS-UNIS
- **MOHAMMAD AL SABBAN**, CONSEILLER ÉCONOMIQUE PRINCIPAL DU MINISTRE DU PÉTROLE ET DES RESSOURCES MINÉRALES, ARABIE SAOUDITE
- **CORRADO CLINI**, DIRECTEUR GÉNÉRAL, MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TERRITOIRE, ITALIE
- **EYSTEIN GJELSVIK**, DIRECTEUR ADJOINT, DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES SOCIALES, CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NORVÉGIENS
- **LARS G. JOSEFSSON**, PDG, VATTENFALL AB, SUÈDE



Lars G. Josefsson

« Il n'existe pas d'arme absolue dans cette bataille », déclare **Lars G. Josefsson**. Tous les participants à la table ronde s'accordent à reconnaître que, malgré la mise en place du Protocole de Kyoto, les efforts déployés pour enrayer le changement climatique ont pris un retard considérable.

Avec des émissions mondiales de gaz à effet de serre de 37 milliards de tonnes d'équivalents dioxyde de carbone en 2000, nul ne peut nier que le changement climatique constitue une menace imminente et sérieuse. Mais les opinions divergent sur le moyen de combattre ce problème de plus en plus préoccupant, même si les participants s'accordent à dire que le Protocole de Kyoto, entré en vigueur en février 2005, ne représente qu'un tout petit pas dans la bonne direction. Selon **Corrado Clini**, l'objectif ambitieux de réduire les émissions de gaz à effet de serre de plus de 5 % d'ici 2012 sera irréalisable si la situation n'évolue pas.

Les partisans des carburants propres se heurteront principalement à un problème d'approvisionnement, car de l'avis des

participants à la table ronde, l'offre ne devrait pas permettre de répondre à la demande mondiale. Cependant, l'augmentation de la demande de pétrole, qui provient en particulier des pays en développement, provoque une intensification du débat sur les sources d'énergie de remplacement. La demande croissante de la Chine et de l'Inde, les deux nations les plus peuplées au monde, est particulièrement préoccupante.

L'envol du prix du pétrole mobilise toutes les attentions. D'une part, comme le souligne **Eystein Gjelsvik**, cette hausse pourrait servir la lutte contre le changement climatique en rendant les sources d'énergie renouvelables toujours plus compétitives. D'autre part, malheureusement, ce scénario pourrait aussi provoquer un regain d'intérêt pour le charbon, source importante d'émissions de CO<sub>2</sub>.

Eystein Gjelsvik prône une stratégie à long terme jouant à la fois sur l'efficacité énergétique, les centrales au charbon propres, les sources d'énergie renouvelables - y compris le gaz naturel - et les centrales de cogénération pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.

Un membre de l'assistance appuie ces vues, soulignant que l'efficacité énergétique, l'énergie nucléaire renouvelable, les combustibles fossiles associés à la séquestration du CO<sub>2</sub> et la reconversion énergétique sont autant d'éléments de la solution.



Mohammad Al Sabban



**Spencer Reiss et Mohammad Al Sabban**

L'unique représentant des producteurs de pétrole présent à ce débat,

**Mohammad Al Sabban**, se dit préoccupé par la disparité des taxes sur les différents combustibles fossiles. Plusieurs pays perçoivent des taxes très lourdes sur le pétrole dans l'espoir de contenir les émissions de gaz à effet de serre, alors que le charbon reste subventionné. Selon lui, la fiscalité des combustibles fossiles devrait refléter la teneur réelle en carbone de chaque combustible. Mohammad Al Sabban redoute que l'application du Protocole de Kyoto ne fasse subir de lourdes pertes aux pays exportateurs de pétrole.

Un autre membre de l'assistance souhaite savoir comment les recettes de ces taxes sont utilisées. Corrado Clini lui répond que l'Italie, qui a mis en place une taxe sur le

carbone en 1999, finance actuellement quelque 120 projets dans des pays en développement grâce à ces recettes fiscales.

De l'avis général, la technologie sera déterminante pour l'émergence d'énergies propres. Lars G. Josefsson plaide en faveur d'une ouverture « à tout progrès technologique ». Il insiste sur le fait qu'il est temps pour les entreprises de prendre position, car la question du changement climatique a été trop longtemps abandonnée aux hommes politiques et aux ONG. Les entreprises sont en mesure d'apporter une expérience et un savoir-faire décisifs dans la course à la découverte de sources d'énergie durables et propres.

Lars G. Josefsson rappelle que la technologie permettant de brûler les combustibles fossiles sans émettre de CO<sub>2</sub> existe déjà, mais qu'il faut davantage d'investissements et de travaux de développement pour que celle-ci soit viable à l'échelle internationale. Le financement de cette technologie ne doit pas forcément passer par la taxation des émissions, mais plutôt par la mise en œuvre d'un système mondial d'échange de droits d'émission. « Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour trouver le juste prix des émissions, et, dans la mesure du possible, ce prix devra pouvoir s'appliquer à l'ensemble de la planète. »



**Corrado Clini**

Lars G. Josefsson met ensuite l'accent sur trois éléments à prendre en compte dans l'analyse du combat contre le changement climatique. Nous devons accepter que le changement climatique est réel, qu'il n'existe pas de solution immédiate et, enfin, chacun doit prendre ses responsabilités.

Pour Eystein Gjelsvik, le coût de la réduction des émissions varie d'un pays à l'autre et les pays les plus riches doivent assumer une plus grande part de la charge financière. Les avancées technologiques risquent d'entraîner des suppressions d'emploi et l'on a donc besoin de politiques du travail saines pour en neutraliser les effets négatifs. Eystein Gjelsvik appelle à davantage de coopération internationale, jugeant que le Protocole de Kyoto est un bon point de départ. Corrado Clini préconise également des initiatives à l'échelle mondiale, plutôt que des efforts isolés pour résoudre le problème au niveau national. L'OMC peut, à son avis, jouer un rôle moteur dans cette affaire. Un avis que partagent les deux derniers intervenants : Lars G. Josefsson, pour qui « il faut maintenant cesser de chercher qui sera perdant et qui sera gagnant », et Mohammad Al Sabban, qui déclare : « nous ne sommes pas là pour accuser ou montrer du doigt... mais pour travailler ensemble. » ■



# Le futur de l'investissement socialement responsable ?

## Au-delà de la troisième voie

### SÉANCE SPÉCIALE ORGANISÉE PAR E-RÉFLEXION

- **MODÉRATEUR** : FRANCIS MATHIEU, PRÉSIDENT, E-RÉFLEXION, FRANCE
- **SAMUEL ROUVILLOIS**, PHILOSOPHE ET THÉOLOGIEEN, E-RÉFLEXION, FRANCE



Francis Mathieu et Samuel Rouvillois

Les problématiques originales des séances déjeuner du Forum de l'OCDE attirent toujours beaucoup de monde, et le Forum 2005 n'a pas dérogé à la règle.

Comment faire pour donner un visage humain à l'économie internationale ? La « logique des affaires » peut-elle respecter l'humain ? L'État est-il la solution ? Pour répondre à ces questions et générer des idées nouvelles sur la mondialisation et l'investissement, des étudiants français ont fondé en 1999 le club e-réflexion. Cette association organise des séminaires en région parisienne deux fois par mois, afin d'engager un débat et une réflexion sur ces thèmes. « Nous cherchons à créer un environnement économique qui respecte l'individu », déclare **Francis Mathieu**.

Le club a organisé cette séance spéciale au Forum de l'OCDE en présence de **Samuel Rouvillois**, philosophe, théologien et auteur d'ouvrages sur le travail à visage humain. Fils d'un haut fonctionnaire, Samuel Rouvillois affiche fièrement, avec sa tenue de moine, son appartenance à la Communauté des Frères de Saint-Jean. Il a été cité parmi les 100 « Leaders mondiaux de demain » lors du Forum économique mondial de Davos en 2001.

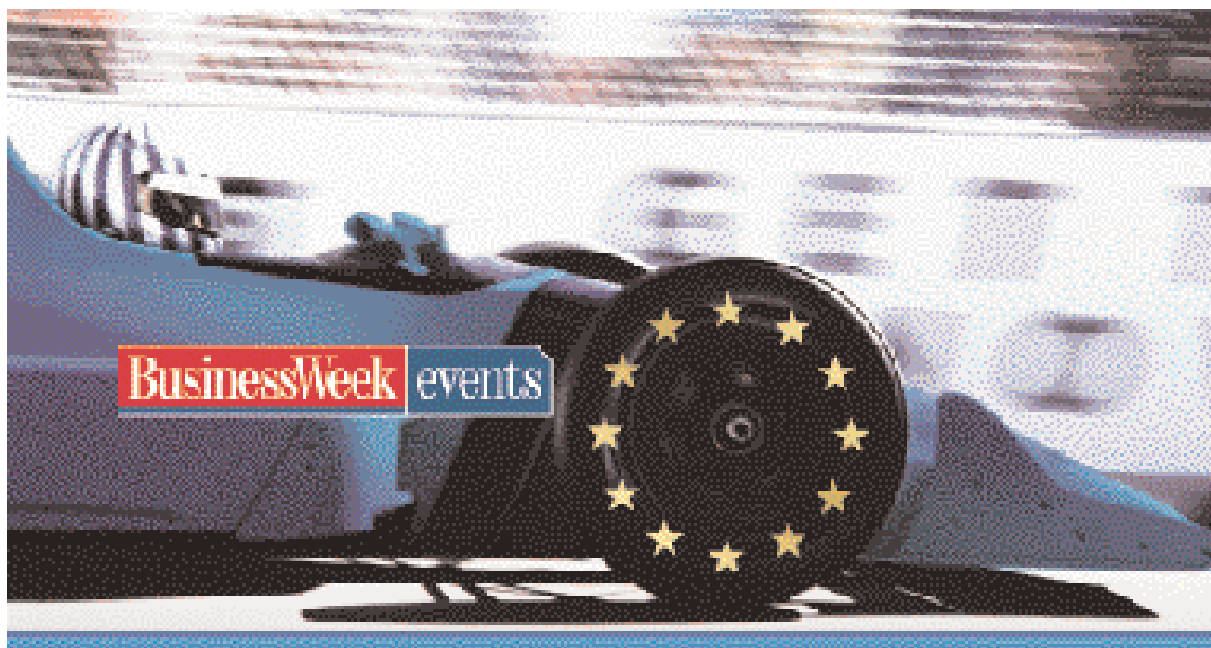
Pour beaucoup d'entrepreneurs, créer une société ou une économie à visage humain relève moins de la religion que de l'investissement socialement responsable (ISR). Ce mouvement, en vogue aujourd'hui, fait partie en réalité d'une longue tradition. Les anciennes lois juives, par exemple, donnaient des directives sur la façon d'investir selon des principes éthiques. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les quakers chrétiens pratiquaient une forme d'ISR pour répondre à leurs exigences de justice sociale et de non-violence.

« À une époque, les fonds d'ISR pouvaient exclure certaines entreprises en raison de leurs pratiques », affirme Francis Mathieu. « Mais une approche qui consiste à classer les entreprises sur la base de critères éthiques est devenue plus populaire. » Les agences de notation éthique analysent les pratiques des entreprises et distribuent de bonnes ou de mauvaises notes.

Samuel Rouvillois reconnaît l'importance de l'évaluation de la crédibilité éthique d'une entreprise, mais il souligne que cette approche est compliquée, et qu'elle a ses limites. « Les entreprises ont tendance à se vanter de leur comportement éthique en mettant en avant les domaines particuliers dans lesquels elles sont efficaces, sans présenter un tableau complet de leurs actions sociales », ajoute-t-il.

L'appréciation du résultat final de la présence d'une entreprise dans une communauté donnée - de sa véritable valeur - est également problématique, car l'activité économique tend à produire des effets à la fois négatifs et positifs. « De quel côté penche donc la balance ? Le positif l'emporte-t-il sur le négatif ? »

Selon Samuel Rouvillois, les investisseurs responsables doivent accepter les défaillances de la notation éthique telle qu'on la pratique aujourd'hui. L'ISR ne doit pas se réduire à un système de bonnes et de mauvaises notes. La meilleure façon d'encourager les entreprises à faire preuve d'un visage humain est d'amener les actionnaires et les consommateurs à exercer des pressions. Samuel Rouvillois fait ensuite l'apologie du micro crédit, qui consiste à proposer des prêts de très faible montant aux plus démunis pour les aider à établir des micro entreprises, et faire ainsi en sorte que la mondialisation profite à tous. Ce n'est toutefois pas une vision socialiste du monde que Samuel Rouvillois présente. À son avis, la socialisation des droits tend à nier les libertés individuelles car les intérêts politiques prennent alors le dessus. Il faut des idées novatrices et peut-être de nouveaux modèles économiques pour tracer une autre voie et favoriser une mondialisation à visage humain. ■



## EUROPEAN LEADERSHIP FORUM 2005

26 - 29 November, London

Europe's chief executives are looking for the economy to pick up steam in 2005, but a confident start to the beginning of the year will need to be underlined by solid figures quarter-on-quarter. A brightening economic outlook brings renewed pressure for European businesses to strengthen performance and boost growth for the annum.

BusinessWeek's fifth annual European Leadership Forum will spotlight the region's corporate high achievers, including executives from the BusinessWeek European 50, our annual ranking of Europe's best performing companies. Panel discussions will feature examples of how to promote and sustain superior performance, and will include panels focused on finance, information technology, the European economy and innovation.

BusinessWeek's flagship event will take place in London for 2005, and will once again bring together the region's leading business leaders, influencers and policy-makers in a forum for cross-industry discussion and debate of the highest level.

For information or to register for this event, please call +44 (0) 20 7403 6412 or email [antonio@influencegroup.com](mailto:antonio@influencegroup.com)

# Combattre la contrefaçon

## Crime du siècle ?

- **MODÉRATEUR : STEPHEN POLLARD**, DIRECTEUR, PROGRAMME POUR LA SANTÉ, CENTRE FOR THE NEW EUROPE
- **JEFFREY B. KINDLER**, VICE-PRÉSIDENT, PFIZER
- **KUNIO MIKURIYA**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT, ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES
- **JIM THOMSON**, DIRECTEUR, CENTRE POUR LA SANTÉ MENTALE, ROYAUME-UNI
- **PAUL VANDOREN**, DIRECTEUR AD INTÉRIM, DIRECTION GÉNÉRALE DU COMMERCE, COMMISSION EUROPÉENNE



**B**ien que les quatre intervenants à la table ronde représentent des intérêts très différents, ils affichent leur unité face à toutes les formes de contrefaçon et de piratage. S'exprimant au nom de l'industrie, des consommateurs, des organes de réglementation ou des services de répression, les intervenants présentent ce qu'ils pensent être une évidence : la contrefaçon n'est pas un crime sans victime, et nous sommes tous des victimes potentielles. Ils se concentrent sur trois grands domaines : la sécurité individuelle, la sécurité publique et le développement économique.

**Jim Thomson** appelle ardemment à plus d'action : « Nous ne devrions quitter cette salle qu'après nous être engagés à faire quelque chose », déclare-t-il en citant sa source d'inspiration, la Nigériane Dora Akunyili, qui a mené avec succès dans son pays une lutte contre les médicaments contrefaits après que sa sœur en a été victime. Les médicaments contrefaits posent un problème particulier. « Comment savoir ce que l'on prend et vers qui doit-on se tourner lorsque les effets secondaires commencent à apparaître ou lorsque le médicament n'a aucun effet ? » demande-t-il. « Que peut faire une personne épileptique lorsque, après avoir pris involontairement un faux médicament, elle a une crise sur son lieu de travail et

perd son emploi, son permis de conduire, ou pire encore ? »

Avec des détails effrayants, il décrit la facilité avec laquelle quiconque muni d'une carte de crédit peut acheter, par Internet et sans ordonnance, des quantités illimitées de médicaments pourtant soumis à des restrictions, notamment la méthadone et le rohypnol qui est illégal dans certains pays. Déviant légèrement du sujet, Jim Thomson critique l'indulgence de certains pays vis-à-vis de l'automédication (qui, selon lui, conduit à un usage non contrôlé, souvent à l'insu des personnes, de médicaments contrefaits), et raconte l'histoire d'un jeune homme britannique qui est décédé après avoir tenté de traiter lui-même sa schizophrénie avec des médicaments achetés sur Internet.

**Jeffrey B. Kindler** souligne lui aussi les dangers de l'usage de produits contrefaits tels que le shampoing, les rasoirs, les piles, le lait maternisé, les pièces détachées d'automobiles et, bien sûr, les médicaments. « Ne pas bénéficier de toutes les qualités des produits authentiques représente le danger le plus bénin pour le consommateur », prévient-il. « Des rapports complets ont démontré que les consommateurs ont beaucoup plus à redouter des produits qui ne sont conformes à aucune norme de sécurité. »

Jim Thomson fait valoir que l'utilisation de produits contrefaits dans les pays riches est également motivée par la stigmatisation de certains états pathologiques. Ainsi, de nombreuses personnes préfèrent acheter anonymement et de sources non fiables certains de leurs médicaments (en particulier le Viagra ou les antidépresseurs). Jeffrey B. Kindler parle même de percées technologiques telles qu'Internet comme d'un « moyen rêvé pour les contrefaiteurs de se livrer à leur commerce et de prospérer ». Les consommateurs des pays en développement n'ont généralement pas le choix. « Parfois, les produits contrefaits sont les seuls disponibles sur le marché », constate-t-il avant de citer une récente étude de l'Organisation mondiale de la santé portant sur sept pays africains et révélant qu'un fort taux de médicaments antipaludiques échouaient lors des contrôles de qualité.



**Jim Thomson et Paul Vandoren**



Plusieurs intervenants abordent des questions plus vastes de sécurité publique, notamment l'implication croissante des organisations criminelles dans le trafic de produits contrefaits. « Ceci n'est pas surprenant étant donné que cette activité criminelle est particulièrement lucrative et peu risquée par rapport à d'autres », explique **Paul Vandoren**. « L'ampleur du problème et des valeurs en jeu rendent la lutte contre le piratage et la contrefaçon aussi difficile à mener que la lutte contre le trafic de drogues ou le blanchiment d'argent. »

**Kunio Mikuriya** approuve cette comparaison et ajoute que les contrefacteurs emploient exactement les mêmes techniques que ces criminels pour distribuer leurs produits. Il va même jusqu'à déclarer que la contrefaçon est « le crime du siècle ». Les organisations criminelles réinvestissent souvent leur « argent sale » pour produire et acheter des produits contrefaits dans un objectif de blanchiment d'argent. Il précise ensuite qu'Interpol a constaté une accumulation d'éléments indiquant que les revenus tirés de contraventions aux droits de propriété intellectuelle (DPI) étaient utilisés pour financer des groupes terroristes.

Selon une estimation réalisée par l'Organisation mondiale des douanes, en 2004 environ 7 % du commerce mondial de marchandises - soit plus de USD 500 milliards - pourrait provenir du commerce illicite de contrefaçons. « Au cours des années 90, on a assisté à des mutations significatives dans la nature des biens contrevenant aux DPI : on est ainsi passé des produits de luxe à toute une gamme de produits de consommation courante comme les



**Kunio Mikuriya**

cosmétiques, les appareils électroniques, les cigarettes et les jouets », déclare Kunio Mikuriya. Face à ce défi, les autorités douanières s'emploient à mettre au point et à améliorer leur dispositif législatif national. L'organisation de Kunio Mikuriya a élaboré un modèle de loi qui regroupe les meilleures pratiques du monde, en partenariat avec le secteur privé.

Jeffrey B. Kindler fait remarquer que « les contrefacteurs sont en mesure de fabriquer des faux à meilleur marché que ne le peuvent les innovateurs et les fabricants, sans R&D, sans marketing ou charges de publicité ». Il explique également que la contrefaçon entraîne une perte de recettes fiscales pour l'État, décourage l'investissement étranger et l'innovation dans les pays en développement, et menace le rôle croissant des droits de propriété intellectuelle dans les économies développées. L'OCDE vient d'annoncer la révision prochaine de son étude de 1998 sur l'impact économique de la contrefaçon dans différents secteurs industriels sur les entreprises, les consommateurs et les pouvoirs publics.

Les intervenants sont d'accord entre eux, mais le public apporte des opinions différentes. Un membre de l'assistance fait

valoir que les débats sont fondés sur trois postulats : la sécurité entre toujours en ligne de compte, toutes les contrefaçons sont de qualité inférieure aux originaux, et la contrefaçon existe pour des raisons économiques. « La contrefaçon existe parce qu'elle rapporte », déclare-t-il pour commencer, « mais si l'on achète des produits contrefaits, c'est aussi parce que les vrais produits sont souvent trop chers, ce qui ne laisse aucun choix à certains consommateurs. Et que dire de ceux qui préfèrent les contrefaçons ? »

Cependant, les intervenants ne parviennent pas à trouver un quelconque aspect positif à la contrefaçon. « Les contrefacteurs doivent copier une idée originale, ce qui décourage la croissance et l'innovation », déclare Jeffrey B. Kindler. Selon Paul Vandoren, au-delà de toute question liée à la qualité ou à la sécurité, « c'est l'idée qui a été dérobée », qu'il s'agisse d'un médicament ou d'un sac de haute couture.

Un autre membre de l'assistance propose la création d'une organisation qui chapeauterait le combat contre la contrefaçon, et qui serait financée par des impôts provenant du secteur privé. Les intervenants font toutefois valoir que les deux étapes les plus importantes à franchir avant de lancer la lutte contre le piratage et la contrefaçon consistent à sensibiliser les gouvernements et les consommateurs, et à accroître la coopération entre les secteurs public et privé. Ils ont pour objectif de se concentrer sur des pays producteurs de contrefaçons tels que la Chine, l'Inde, la Russie et l'Ukraine (pays auxquels, selon les intervenants, les deux tiers de la fabrication totale des contrefaçons sont imputables), sans pour autant les prendre en ligne de mire. Ils ont également l'intention d'examiner scrupuleusement les résultats de la prochaine étude de l'OCDE. Le problème principal sera d'appliquer sur le terrain les éventuelles décisions prises.

Jeffery B. Kindler conclut en soulignant l'apparition de signes encourageants de la part de nombreux gouvernements, grâce à l'adoption des lois internationales sur les brevets, mais il met le public en garde : « s'il est facile de faire des lois », il est plus difficile de les faire respecter. ■



**Stephen Pollard et Jeffrey B. Kindler**

# Mondialisation, délocalisation et ajustement structurel

## Les deux visages de la mondialisation

- MODÉRATEUR : JEAN-MARC VITTORI, ÉDITORIALISTE, *LES ÉCHOS*, FRANCE
- CARL BENNET, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, GETINGE AB, SUÈDE
- JAGDISH BHAGWATI, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE, UNIVERSITÉ DE COLUMBIA, ÉTATS-UNIS
- TAIN-JY CHEN, PRÉSIDENT, INSTITUT CHUNG-HUA POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE, TAIPEI CHINOIS
- JOHN J. SWEENEY, PRÉSIDENT, FÉDÉRATION AMÉRICAINE DU TRAVAIL – CONGRÈS DES ORGANISATIONS INDUSTRIELLES
- KARIEN VAN GENNIP, MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, PAYS-BAS



Tain-Jy Chen

Considéré comme « le dossier le plus brûlant de l'année » par le modérateur **Jean-Marc Vittori**, la mondialisation et la délocalisation génèrent de grandes incertitudes dans l'opinion publique des pays développés. « Quels sont véritablement les effets positifs de la mondialisation ? », s'interroge Jean-Marc Vittori. « Comment faire pour en exploiter au maximum les avantages, et éviter d'en subir les inconvénients ? »

**Jagdish Bhagwati** défend avec ferveur la mondialisation, et cherche à dédramatiser les angoisses de l'opinion publique. La délocalisation n'est pas un phénomène nouveau, mais elle concernait jusqu'à présent le secteur des produits manufacturés. Elle concerne aujourd'hui des produits qui n'étaient pas commercialisés par le passé, à savoir les services, et touche dorénavant les classes moyennes en plus des classes ouvrières. « Lorsqu'un restaurant new-yorkais achète

du brie à une exploitation agricole française, c'est de la délocalisation, mais personne ne dit rien. »

Pour étayer son argumentation, Jagdish Bhagwati donne quelques chiffres. Les États-Unis délocalisent environ 200 000 emplois par an, ce qui n'est rien en comparaison du taux de renouvellement de la main-d'œuvre. En outre, les États-Unis délocalisent des services « bon marché », mais créent par ailleurs de nouveaux emplois bien rémunérés dans des activités de services exportées vers les marchés des pays en développement.

« Les gens ont peur car ils ne voient que le revers de la médaille », affirme Jagdish Bhagwati. Il admet cependant que ces peurs sont une réalité à laquelle il faut faire face. Selon lui, la solution réside dans la flexibilité et il faut apprendre aux gens à surmonter leur inquiétude. Son optimisme le porte à croire qu'étant donné la qualité

de leurs systèmes éducatifs, cela devrait être chose aisée pour nombre de pays d'Europe occidentale.

**Tain-Jy Chen** présente ensuite une description détaillée du processus d'industrialisation du Taipei chinois qui, en l'espace de 30 ans, a connu les bons et les mauvais côtés de la délocalisation. En effet, l'élément catalyseur du développement industriel du Taipei chinois a été son statut de destination privilégiée des activités de délocalisation des multinationales étrangères. Avec le développement des compétences locales, les délocalisations se sont étendues aux services de logistique et de conception de produits, ce qui a suscité une augmentation de la demande de main-d'œuvre qualifiée et une hausse des salaires. Puis, à mesure que le Taipei chinois a prospéré, il s'est mis lui aussi à délocaliser des activités industrielles de base vers la Chine continentale. Du fait de ce processus circulaire, le Taipei chinois

a réussi à inverser le phénomène classique de « fuite des cerveaux », et les ouvriers qualifiés et bien rémunérés restent travailler dans leur pays. La mondialisation et la délocalisation ont peut-être créé des disparités de revenus sur le plan interne, mais ont également généré une plus grande équité au niveau international.

**Carl Bennet** donne aussi une image positive des forces de la mondialisation. Il s'exprime en tant que président d'une multinationale suédoise spécialisée dans le domaine de la santé et dont les activités se déploient dans le monde entier. Bien qu'il y ait en Europe un besoin urgent de repenser et de réformer les choses, il n'y a selon lui aucune raison de craindre la mondialisation. Les entreprises ne sont plus seulement des usines transformant des matériaux bruts en produits finis. Elles ne sont plus vulnérables aux mêmes chocs que par le passé. Avec l'intensification de la concurrence, elles vont être amenées de plus en plus à délocaliser certaines de leurs activités, mais elles ne devraient pas faire faillite. L'époque de la destruction de pans entiers de l'industrie est révolue. Nombre d'entreprises européennes prospèrent déjà dans des secteurs où les opérations de fabrication ne s'effectuent plus pour la plupart en Europe, grâce à des solutions



Carl Bennet



Karien van Gennip

créatives et à une gestion innovante, et bien d'autres peuvent faire de même à l'avenir. Néanmoins, l'Europe doit absolument développer son secteur des services, entreprendre des recherches stratégiques et faire en sorte que les petites et moyennes entreprises aient accès au savoir et à l'innovation.

**John J. Sweeney** souscrit à certains des commentaires des autres intervenants, mais estime que la mondialisation à tout crin et son corollaire, « la délocalisation effrénée », constituent une menace de taille aux conditions décentes de travail et au bien-être des travailleurs. Il dit ainsi craindre que les entreprises ne soient entraînées dans « une course vers le bas », réduisant les salaires et érodant les droits fondamentaux des travailleurs. Selon lui, « il faut arrêter ce processus ». Il reconnaît qu'on ne peut revenir sur la mondialisation, mais insiste sur la nécessité de garantir des droits fondamentaux des travailleurs dans le cadre par exemple d'accords commerciaux internationaux. John J. Sweeney cite l'exemple de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA), à la suite duquel nombre d'emplois canadiens et américains ont été transplantés au Mexique. Ces emplois sont aujourd'hui exportés vers la Chine : « Il faut mettre un terme à tout cela...

Si c'est du protectionnisme que de croire cela, alors je suis protectionniste. »

**Karien van Gennip** défend à son tour avec force la mondialisation : « Ce n'est pas un jeu à somme nulle ; le processus est bel et bien établi et il a beaucoup d'effets positifs. » Une étude gouvernementale menée aux Pays-Bas n'a pas mis en évidence de relocalisation massive des entreprises. En fait, seulement 9 000 postes ont été supprimés suite à une délocalisation, soit moins d'1 % du taux annuel de renouvellement de la main-d'œuvre. Ces pertes d'emplois sont malgré tout difficiles à vivre pour les personnes et les communautés concernées, souligne la ministre, mais les autorités peuvent résoudre ces problèmes grâce à une bonne gestion de la transition. Les pouvoirs publics ont assurément un rôle crucial à jouer : il leur faut aider les pays à s'adapter à la mondialisation et cerner les secteurs où il est nécessaire d'agir et de changer les choses. En garantissant un niveau de protection sociale suffisant, des processus de formation tout au long de la vie, une plus grande flexibilité du marché du travail et « des mesures énergiques pour améliorer le climat des affaires et de l'investissement », les économies européennes peuvent, de l'avis de Karien van Gennip, prospérer à l'ère de la mondialisation. ■



Jean-Marc Vittori

# Au-delà des Objectifs du millénaire pour le développement

## L'impulsion du millénaire ?

- **MODÉRATEUR : DIDIER POURQUERY**, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION, *MÉTRO*, FRANCE
- **MICHEL CLERC**, PRÉSIDENT, ASSOCIATION « DROIT À L'ÉNERGIE-SOS FUTUR », FRANCE
- **JOHN EVANS**, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, COMMISSION SYNDICALE CONSULTATIVE AUPRÈS DE L'OCDE
- **SUSAN GEORGE**, VICE-PRÉSIDENTE, ATTAC
- **PAULA LEHTOMÄKI**, MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DU DÉVELOPPEMENT, FINLANDE
- **AMI R. MPUNGWE**, VICE-PRÉSIDENT, NAMITECH EAST AFRICA LTD., TANZANIE

Le ton mesuré utilisé lors du débat par certains intervenants est trompeur et renvoie un sentiment d'inquiétude. La rencontre a pour but d'évaluer les progrès réalisés vers les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), en particulier dans le contexte du Processus d'Helsinki sur la mondialisation et la démocratie, auquel la plupart des intervenants ont pris part.

Le Processus d'Helsinki a été lancé à l'initiative du gouvernement finlandais, en collaboration avec le gouvernement tanzanien, en décembre 2002 à Helsinki lors d'une conférence sur les problèmes liés à la gouvernance mondiale et à l'avenir des relations Nord-Sud. Il vise essentiellement à trouver des solutions originales et de nature à responsabiliser les populations face aux problèmes que pose la gouvernance mondiale. Ainsi, il offre aux principales parties prenantes un lieu de débat ouvert et où nul n'est exclu. Il a en outre pour but d'encourager la



**Paula Lehtomäki**

coopération entre les pouvoirs publics, les organisations de la société civile et le secteur des entreprises, dans la recherche de solutions.

**Paula Lehtomäki** rappelle dans quelles circonstances, dans les années 70, le premier Processus d'Helsinki avait été engagé afin de rapprocher l'Est et l'Ouest sur des questions de sécurité et de droits de l'homme. Elle estime qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, « le grand fossé ne sépare plus l'Est et l'Ouest, mais le Nord et le Sud ». Pour combler ce fossé, il est impératif de s'attaquer au déficit démocratique, ainsi qu'au manque de cohérence et de respect des engagements qui caractérisent la société mondiale d'aujourd'hui.

Le déficit démocratique résulte de l'incapacité des pouvoirs publics des pays du Nord à prendre toute la mesure des préoccupations et des besoins des administrations, des organisations de la société civile et des entreprises des pays du Sud. Pour Paula Lehtomäki, le problème ne peut être résolu qu'en nouant de solides

partenariats Nord-Sud. Le déficit de cohérence renvoie au manque de coordination dans le traitement des questions relatives à la démocratie, le développement et la sécurité. Il faut améliorer la cohérence des politiques menées dans les domaines des échanges et du développement, tant au niveau des gouvernements que des organisations



**Ami R. Mpungwe**

internationales. Le déficit de fidélité aux engagements naît quant à lui de la réticence ou de l'inaptitude des pays du Nord à respecter les propositions en faveur du développement. On ne peut espérer atteindre les OMD qu'en comblant ces trois déficits.

**Ami R. Mpungwe** insiste sur le rôle capital du secteur privé, et fait observer que dans le monde développé, les entreprises deviennent de plus en plus puissantes alors qu'en Afrique, elles sont de plus en plus fragiles. Pour lui, « l'Afrique est l'exclue de la mondialisation et, tant qu'elle le restera, le monde ne pourra récolter tous les fruits de cette évolution ».

Ami R. Mpungwe appelle de ses vœux un accroissement de l'aide publique au développement, et une multiplication des partenariats entre les secteurs public et privé. « Cependant », ajoute-t-il, « le secteur privé ne peut prospérer que lorsque la paix et la stabilité sont assurées, et que les pouvoirs publics mènent des politiques de soutien à l'investissement ». Le processus de libéralisation internationale, en particulier à l'instigation des pays riches, et l'intégration des marchés mondiaux peuvent certes contribuer à instaurer cet environnement favorable.

**Susan George** rappelle que, bien que les OMD aient été approuvés par 189 pays, beaucoup d'entre eux n'ont pas encore pris d'engagements fermes. Pour elle, « la démocratie s'arrête au niveau national et nombreux sont ceux qui ne sentent pas représentés au niveau international ». Elle dénonce ainsi l'exclusion des ONG du processus mené sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que l'impossibilité pour les pays du Sud de faire entendre leur voix pour



**Susan George**

infléchir les politiques de la Banque mondiale et du FMI. Il faudra selon elle démocratiser ces institutions pour surmonter le déficit démocratique.

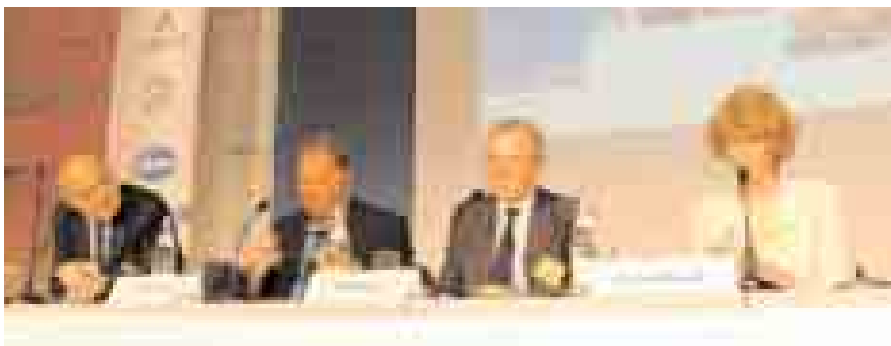
Les pays en développement connaissent des difficultés énormes, notamment la famine, qui ne seront toujours pas résolues dans cent ans, et qui subsisteront donc bien au-delà de 2015, date initialement fixée pour la réalisation des OMD. Le déficit de respect aux engagements est bien une réalité puisque les gouvernements ne font tout simplement pas ce qu'ils ont annoncé. Susan George se déclare favorable à l'adoption de mesures telles qu'une taxation sur les transactions financières internationales (la fameuse « taxe Tobin »), ainsi qu'à la fermeture des paradis fiscaux. Selon elle, « les habitants des pays du Nord ne peuvent se retrancher dans leur cocon même s'ils vivent dans l'aisance, et il faut agir ensemble pour résoudre ces problèmes le plus rapidement ».

**John Evans** déclare pour sa part que les populations des pays du Nord et du Sud rencontrent souvent des difficultés similaires. Les travailleurs se demandent par exemple « si la mondialisation va les priver de leur emploi », et ils se trouvent à l'évidence du même côté de la table des négociations. Les gouvernements n'ont pas réussi à persuader les habitants des pays du Nord et du Sud qu'ils ne sont pas en concurrence pour l'emploi. John Evans affirme que pour réaliser les OMD, il faut avant tout avancer sur la question du financement. Mais il faudra aussi intégrer la notion de travail décent dans celle de développement. « Les travailleurs doivent avoir des droits et la sécurité, et pouvoir s'exprimer. »

**Michel Clerc**, spécialiste de l'énergie, plaide pour plus de cohérence dans les intentions et les actions des ONG, des entreprises et des organisations telles que la Banque mondiale. Il insiste en outre beaucoup sur l'intérêt qu'il y a à amener le secteur privé à concourir à la réalisation des OMD, car « il possède les moyens, les compétences et la technologie nécessaires ». Il est aussi en mesure d'assurer la certification et les formations qui contribueront à améliorer le niveau de professionnalisme.

John Evans et Michel Clerc expriment tous deux des inquiétudes concernant la Chine qui, selon eux, freine le processus de développement amorcé par des pays du Sud. Les normes du travail en Chine demeurent un problème, et l'arrivée à son terme de l'accord commercial sur les textiles conclu dans le cadre de l'OMC a porté un coup majeur à l'emploi dans plusieurs pays, dont le Cambodge et la France.

Enfin, **Didier Pourquery** indique qu'une réunion sera organisée en septembre dans le cadre du Processus d'Helsinki pour examiner les progrès accomplis, et demande à Paula Lehtomäki de réfléchir aux mesures concrètes qui pourraient y être proposées. Paula Lehtomäki répond qu'elle escompte certes une discussion animée, mais que les propositions concrètes doivent venir des gouvernements des pays participants, le Processus d'Helsinki ayant pour finalité de formuler des propositions. ■





# Le Programme de Doha pour le développement

## Vers des objectifs plus ambitieux

- **MODÉRATEUR : FLOYD NORRIS**, JOURNALISTE, *INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE*
- **STEVE RUEY-LONG CHEN**, MINISTRE ADJOINT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, TAÏPEI CHINOIS
- **ALFREDO VICENTE CHIARADIA**, SECRÉTAIRE DU COMMERCE ET DES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES, ARGENTINE
- **MUKHISA KITUYI**, MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, KENYA
- **THOMAS ÖSTROS**, MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, SUÈDE
- **DIPAK PATEL**, MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, ZAMBIE
- **RACHID MOHAMED RACHID**, MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR, ÉGYPTÉ
- **JIM SUTTON**, MINISTRE DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES, NOUVELLE-ZÉLANDE
- **IGNACIO WALKER**, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, CHILI

Le cycle de négociations commerciales de Doha, lancé par les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en novembre 2001 à Doha, dans le Golfe persique, est différent des autres cycles qui l'ont précédé car il place le développement au cœur des négociations. Cependant, les discussions de Doha ont été très difficiles depuis le début, et ont fini par tourner court à Cancun au Mexique en 2003, lorsque les pays industrialisés et les pays en développement ont croisé le fer à propos des subventions agricoles, des obstacles tarifaires et non tarifaires, tels que les normes du travail. La prochaine conférence ministérielle de



l'OMC est prévue en décembre 2005 à Hong Kong, mais des engagements devront être pris d'ici là. De fait, l'OMC a prévenu que, faute de progrès ou d'une percée avant l'été, les négociations de Hong Kong risquaient d'échouer.

**Floyd Norris** compare les différents cycles de négociations de l'OMC à un feuilleton populaire du début du cinéma américain, dans lequel l'héroïne risquait chaque semaine la mort. « D'une manière ou d'une autre », explique-t-il, « elle se débrouillait toujours pour en réchapper et pour vivre de nouvelles aventures dans l'épisode suivant. ». Il ajoute cependant : « Le cycle de Doha est-il maintenu en vie uniquement parce que personne ne veut l'achever ou bien parce qu'il y a un espoir réel de progrès ? »

Tous les intervenants se déclarent favorables au Programme de Doha pour le développement et estiment que les négociations sont au point mort depuis trop longtemps, et devraient être débloquées. « Il est urgent de relancer la dynamique politique », déclare **Steve Ruey-Long Chen**. Pour lui, les membres de l'OMC doivent

tenter de concilier leurs différentes priorités. « Chacun doit se mettre à la place de l'autre », déclare-t-il. Il rappelle aussi que l'Uruguay Round a été « l'un des cycles de négociations commerciales les plus fructueux du XX<sup>e</sup> siècle » et qu'il a duré deux fois plus que les quatre ans prévus à l'origine. « Les ambitions fixées pour le Programme de Doha sont encore plus grandes que celles de l'Uruguay Round, car le Programme de Doha prévoit de traiter du développement en plus de la libéralisation des échanges, dans un laps de temps assez court. »

La plupart des membres du panel soulignent que les ambitions des négociations de Doha doivent être relevées, et non le contraire. « Nous avons tous des secteurs stratégiques, des parlements et des opinions publiques », fait remarquer **Alfredo Vicente Chiaradia**. « Quelles que soient nos capacités, il nous faut surmonter ce problème. » L'accent doit être mis sur l'agriculture, car aucun autre secteur ne peut avoir un impact aussi fort sur le développement. L'extrême pauvreté touche une personne sur cinq dans le monde, et les deux tiers des populations concernées





Steve Ruy-Long Chen

se trouvent dans les zones rurales où l'agriculture est la principale source de revenus. « Un système commercial juste et équitable contribue beaucoup plus au développement que l'aide », estime-t-il.

Selon **Mukhisa Kituyi**, tout ce qui bloque les négociations avant la conférence de décembre compromet tout simplement les perspectives de développement de nombreux pays en développement. Cependant, les échanges ne résoudre pas tous leurs problèmes. Si l'on s'attaquait vraiment à l'épineux problème de l'agriculture, la situation des populations rurales pauvres du Kenya finirait par s'améliorer. Mukhisa Kituyi exprime sa frustration devant la tendance des négociateurs à tenter d'obtenir des exemptions ou des dérogations au lieu de s'attaquer franchement aux désaccords commerciaux. « C'est une manière d'éviter de traiter les problèmes. »

Pour **Jim Sutton**, l'échéance de 2006 est proche et « compte tenu du taux de progression actuel, nous ne serons pas prêts ». Il ajoute qu'il n'y a pas de demi-mesure dans cette situation et que toute stratégie minimaliste est vouée à l'échec. « L'Histoire attend, et nous ne sommes pas sûrs d'être à la hauteur », prévient-il. « Nous serons contraints de dire à nos petits enfants que nous avons eu l'occasion de sortir des millions de gens de la pauvreté mais que nous l'avons manquée parce que c'était politiquement difficile. » L'Égypte s'est engagée à jouer un rôle important dans la relance des négociations de Doha, déclare

**Rachid Mohamed Rachid**. Il souligne l'urgence d'un accord, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et des services. « Nous avons perdu un temps précieux, or nous n'avons guère de temps à perdre. » Il souligne que les échanges sont un puissant moteur pour la réforme, et que le progrès dépend du commerce, et non seulement du développement.

**Thomas Östros** signale que les populations locales doivent être préparées aux mutations à venir. « Notre politique doit être plus ambitieuse afin que les populations se sentent en sécurité face au changement structurel. » Il faut créer des emplois nouveaux quand les emplois anciens quittent le pays. Comme d'autres intervenants, Thomas Östros souhaiterait que les négociations commerciales soient plus simples. « Trop d'argent et trop de temps sont consacrés à des procédures commerciales complexes », précise-t-il. « Nous semblons tous avoir un point de vue mercantiliste sur les échanges : c'est l'un des principaux problèmes rencontrés au cours des négociations. » Tout en plaidant pour un élargissement de l'accès au marché, il fait valoir que les obstacles aux échanges entre pays en développement sont beaucoup plus importants que les obstacles Nord-Sud, et qu'il faut aussi les réduire.

Pour **Dipak Patel**, « la libéralisation fait peur » dans les pays les moins avancés. En Zambie, les gens ont du mal à croire aux promesses de la mondialisation.



Dipak Patel



Ignacio Walker

Ces promesses n'ont pas donné de résultats depuis des années, et le libre-échange souffre maintenant d'un déficit de crédibilité. « Après 15 ans passés à attendre les fruits de la mondialisation, les pays les plus pauvres ont peine à croire que la libéralisation des échanges va les sortir de la pauvreté », rappelle-t-il à la salle comble. « Cela n'est pas possible alors que la population vit avec moins d'un euro par jour. » La Zambie a été poussé à la libéralisation, et le résultat a été la désindustrialisation du pays en dix ans. En plus, Dipak Patel conclut qu'il est très difficile de pénétrer sur les marchés des autres pays.

**Ignacio Walker** a une approche plus optimiste de la question. Pour lui, il y a encore du temps pour que les choses s'arrangent jusqu'à la conférence ministérielle de Hong Kong. Il est convaincu que les petits pays comme le Chili ont beaucoup à gagner des accords commerciaux multilatéraux. « Les petits pays ont besoin de règles du jeu, beaucoup plus que les grands pays. Autrement, ce serait la loi de la jungle. »

Le Chili a déjà fait de grands efforts pour libéraliser ses échanges ; il a signé 14 accords bilatéraux de libre-échange et abaissé unilatéralement ses barrières tarifaires : de 15 % en 1990, elles sont passées à 2-3 % aujourd'hui. « Mais les accords bilatéraux ne sauraient remplacer les accords multilatéraux », et Ignacio Walker ajoute : « les négociations avancent beaucoup trop lentement ». ■

# Mondialisation de l'enseignement supérieur

## Au service des esprits universaux

- **MODÉRATEUR : CHRIS W. BROOKS**, DIRECTEUR DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE LA COMMUNICATION, OCDE
- **RACHID BENMOKHTAR**, PRÉSIDENT, UNIVERSITÉ AL AKHAWAYN D'IFRANE, ANCIEN MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, MAROC
- **ARNOUD DE MEYER**, DOYEN ADJOINT, INSEAD, FRANCE
- **RICHARD DESCOINGS**, DIRECTEUR, INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS, FRANCE



Rachid Benmokhtar et Arnaud de Meyer

Pour les collectivités nationales et locales, les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur sont depuis longtemps des centres essentiels de production et de diffusion du savoir et de la réflexion. Leur rôle est à la fois culturel, économique et social. Aujourd'hui, les établissements de type universitaire dans le monde se font mutuellement concurrence pour attirer les meilleurs étudiants sur ce qui est désormais un marché international de l'enseignement supérieur.

Par exemple, les trois pays en tête de cette compétition illustrent aussi la tendance à l'enseignement payant. En 2003, les étudiants étrangers ont rapporté aux États-Unis, à l'Australie et au Royaume-Uni respectivement USD 80 milliards, USD 40 milliards et USD 20 milliards.

« Les gouvernements poussent leurs établissements à renforcer leurs efforts en ce sens, en grande partie dans le but d'obtenir des recettes », estime **Arnaud de Meyer**. Mais est-ce bien cela

que devrait être l'enseignement supérieur ? Dans ces conditions, les universités et autres établissements peuvent-ils continuer de jouer leur rôle traditionnel, tout en soutenant la concurrence sur le marché mondial en tant que prestataires de services ? Est-il possible de répondre aux besoins éducatifs des pays en développement et émergents dans ce contexte ? Enfin, existe-t-il des modèles de développement propres à aider les établissements qui souhaitent renforcer la dimension internationale de leurs activités ?



**Rachid Benmokhtar** établit une distinction fondamentale entre l'internationalisation et la mondialisation. Selon lui, l'internationalisation se caractérise notamment par la diversité des nationalités parmi les étudiants et les enseignants, et par la mise en place de partenariats avec des établissements étrangers. C'est un processus positif qui respecte les différences culturelles.

En revanche, la mondialisation signifie élaborer un modèle éducatif unique et tenter de le vendre partout dans le monde sans tenir compte des contextes locaux.



Richard Descoings

« Les États-Unis voudraient voir s'imposer cette idée par le biais de l'OMC, afin que l'enseignement supérieur puisse être traité comme un service marchand » déclare Rachid Benmokhtar. « Malheureusement, il n'y a jamais eu de véritable débat sur cette question jusqu'ici. »

Arnoud de Meyer présente plusieurs modèles que des établissements comme les écoles de commerce peuvent adopter en ouvrant leurs activités à l'international. Le « modèle d'exportation de Chicago » consiste à diffuser dans d'autres pays les « connaissances dont l'établissement a la propriété exclusive ». « Vous pouvez le faire si vous avez des prix Nobel parmi vos enseignants », dit-il. Dans le « modèle d'importation de Harvard », il s'agit d'attirer dans l'établissement même les talents étrangers.

« On peut aussi essayer de mettre sur pied des partenariats avec des établissements d'autres pays », poursuit Arnoud de Meyer. « Ceux-ci sont tributaires des personnes et, si d'importants membres du personnel s'en vont, il y a un risque que le partenariat s'effondre. » Les projets associant un grand nombre d'établissements sont particulièrement difficiles à pérenniser. En revanche, en jumelant des campus en France et à Singapour, et en nouant des alliances stratégiques avec un petit nombre d'écoles de commerce, notamment Wharton aux États-Unis, l'INSEAD

s'inscrit dans une démarche de « réseau » international.

**Richard Descoings** examine plusieurs aspects de la mondialisation des établissements d'enseignement supérieur. Tout d'abord, la transmission du savoir professeurs-étudiants conservera pendant longtemps encore une dimension essentiellement nationale, car la majorité des étudiants poursuivent leurs études dans leur pays. Une petite partie des étudiants poursuivent déjà leurs études à l'étranger, mais il s'agit dans une large mesure d'une élite. Deuxièmement, l'enseignement supérieur se mondialise de manière « qualitative » car les programmes, les matériels pédagogiques et les enseignants ne sont plus nécessairement d'origine locale. Cela ajoute une composante mondiale à l'enseignement. Troisièmement, les activités de recherche des universités sont sans doute les plus touchées par la mondialisation. « Aujourd'hui, il est impensable qu'une équipe de recherche dans une discipline scientifique ne soit pas constamment en contact avec d'autres équipes analogues dans le monde », estime-t-il. De même, le marché des chercheurs de haut niveau est, selon lui, « complètement mondialisé ». Enfin, du fait des avancées technologiques, la diffusion et la « valorisation » des connaissances par le biais de colloques, forums et conférences universitaires se

font à une échelle beaucoup plus internationale qu'il y a 20 ans.

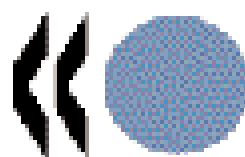
Un participant parmi l'audience estime qu'il ne faut pas que les universités jugent ne pas pouvoir s'ouvrir davantage à l'international si elles ne portent pas l'étiquette « élite ». « Nottingham (Angleterre), par exemple, a un campus en Malaisie depuis dix ans et est en train de monter une opération conjointe en Chine. »

Rachid Benmokhtar souligne l'importance de former des étudiants capables d'avoir une réflexion théorique et d'assumer plus tard des rôles de premier plan, et non de former simplement des spécialistes au sens étroit du terme. Cette tâche dévolue aux universités est particulièrement importante dans les pays en développement qui ont un rattrapage à faire, et qui ont besoin de diplômés bien formés pour améliorer le niveau de vie de l'ensemble de la population.

Le modérateur du panel, **Chris W. Brooks**, résume le débat en insistant sur le juste équilibre à trouver. Il faut notamment soutenir le rôle local des établissements d'enseignement supérieur, par exemple en tant que créateurs d'emplois, tout en formant les gens pour qu'ils admettent le fait inéluctable que nous vivons dans un monde interdépendant. ■



Chris Brooks

**SourceOCDE**

**Saviez-vous qu' en 2003  
SourceOCDE a fourni à ses lecteurs**

**82 534** publications électroniques  
**103 623** tableaux statistiques  
et **54 156** articles de périodiques

**dans plus de 5,000 institutions  
abonnées dans le monde ?**

**SourceOCDE**  
**Tout l' OCDE sur votre poste de travail**  
**[www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)**

Concept et réalisation



**ingenta**

# ONLINE BOOK SHOP

**La nouvelle LIBRAIRIE EN LIGNE de l'OCDE.**

Toujours les mêmes **OUVRAGES DE QUALITÉ**,  
mais des services encore plus **PERFORMANTS**

**Librairie en ligne de l'OCDE**

Consultez – Achetez – Téléchargez

[www.ocdelibrairie.org](http://www.ocdelibrairie.org)

UNION DES ÉDITIONS

